



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futurovest	02
Envoi n°01 : 2014 : trois rendez-vous	03
Envoi n°02 : Urbanisation ou Ghettoïsation ?	04
Envoi n°03 : Etats du Monde, quelques données	06
Envoi n°04 : Refus de voir	09
Cogito n°01 : Crise de la dette et austérité	10
Cogito n°02 : Rugby 2027	15
Mémoires du futur	22
Bibliographie, Web...	63

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Troisième trimestre 2013

Conférences

- Jeudi 19 Septembre 2013, à Quimperlé, de 18h00 à 20h00.
« *ESS et coopération : mythe ou alternative économique ?* »
Loïc HIRRIEN
- Jeudi 31 OCTOBRE 2013 à Lorient
« *L'homme augmenté et le transhumanisme* »
Bernard CLAVERIE
- Vendredi 13 Décembre 2013 à Brest
« *Monnaie, dettes, monnaies alternatives* »
Jean-Michel SERVET

Publications

- « *Actes du colloque – Ruptures mondiales 2030 – 2050* »
Disponibles en ligne gracieusement sur www.futuroouest.com
- « *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN - L'Harmattan 2012 - 280 pages
- « *Périples d'un Consultant 1987-2010* »
Liam FAUCHARD D'autres Univers 2013 – 200 pages
Envoi postal gratuit, contre un chèque de 15 Euro à l'ordre de « FutureScan »,
=> 177 Hent Ar Vadalen – Lokileg – 29300 Baye

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - 27 Septembre 2013 à Lorient
- Initiation à La Démarche Prospective - 25 Octobre 2013 à Lorient

Index

- Index des Cogito
- Indes des NDL par auteurs
- Indes des NDL part thèmes

www.futuroouest.com [Publications]

Agenda

- Se reporter au site : www.futuroouest.com

Il y aura évidemment nombre de rendez-vous en 2014, notamment beaucoup pour les amoureux, on l'espère. Il y aura aussi, la commémoration du centenaire du début de la Grande Guerre et de son abominable boucherie qui permettra aux Européens convaincus de montrer combien l'Union Européenne est avant tout synonyme de paix... depuis près de soixante-dix ans. Plus prosaïquement, il y aura des élections municipales qui ne devraient pas, selon la tendance à l'œuvre depuis trente ans, passionner les jeunes. Alors je les invite à se passionner pour trois rendez-vous particulièrement spectaculaires et porteurs d'avenir.

En Août 2014, la sonde spatiale européenne Rosetta, lancée en 2004 de Kourou, sera mise en orbite autour de la comète Churyumov-Gerasimenko. Avec un pilotage de précision centimétrique effectué depuis le centre de contrôle de l'ESA (*European Space Agency*) de Darmstadt (*Allemagne*), la sonde larguera un atterrisseur dénommé Philae. Le robot, de conception principalement allemande et française, devra se poser à la surface de la comète afin d'y prélever des échantillons, les étudier in situ et transmettre ses résultats aux techniciens restés à Terre. Les comètes sont des corps fort intéressants pour mieux connaître les conditions de formation de notre système solaire et les conditions qui ont prévalu pour que nous soyons encore présents sur la Terre, et éventuellement comprendre ce qui est arrivé à notre planète sœur, Mars.^[1]

La même année, le navire océanographique Chikyu (« *Terre* » en japonais) sera à pied d'œuvre pour l'opération Mohole (*contraction de « Mohorovic », du nom du géologue qui a identifié des caractéristiques particulières se trouvant sous la croûte terrestre dès 1909, et « hole », trou en anglais*). Le navire sera équipé d'un matériel de forage en haute mer exceptionnel lui permettant de percer la croûte terrestre via le fond de l'océan pacifique pour atteindre le manteau et découvrir enfin ce qui s'y passe réellement. Pour les Japonais, le lieu idéal de forage se situerait vers la faille proche de la dorsale médio-océanique qui a provoqué le séisme exceptionnellement puissant de Tohoku en Mars 2011. Comme le dit un scientifique « *La chose la plus extraordinaire que pourrait receler le manteau, c'est peut-être la vie.* »^[2]

Le troisième rendez-vous de 2014 auquel je convie l'espérance des jeunes dans le futur (*qui n'est jamais la poubelle du présent*), se situe en Amérique du Sud, à l'occasion du « *Mundial* » de football qui se tiendra au Brésil. Dans le cadre des recherches portant sur l'homme augmenté et l'homme réparé, des prototypes d'exosquelette commencent à donner des résultats encourageants ; on sait diriger des mouvements par la pensée, en enregistrant des signaux correspondant à des commandes motrices. Ainsi, les chercheurs sous la direction de Miguel Nicolelis (*Duke University – North Carolina*) préparent un exosquelette qui pourra être porté et activé par un paraplégique et lui permettre ainsi de remarcher. Une personne souffrant de ce handicap moteur pourra donc, si tout se passe comme prévu, donner le coup d'envoi du premier match de la Coupe du Monde de Football 2014, devant des centaines de millions de téléspectateurs.^[3]

Liam FAUCHARD / FutureScan / Janvier 2013

[1] = www.esa.int/

[2] = *Le Monde des Sciences/New Scientist – Décembre 2012*

[3] = www.duke.edu/

Texte publié en « *Point de Vue* » dans *Ouest-France* du 10 Mai 2013.

URBANISATION OU GHETTOISATION ?

La presse française a publié l'information comme quoi « *Cécile Duflot veut densifier les zones urbaines et stopper l'étalement urbain* ». ^[1] Grande nouvelle ! Dans la pratique, cette question, à forte charge idéologique, revient sur le devant de la scène depuis des années, sans que les projets soient confrontés aux réalités des mutations en cours. La querelle entre les tenants d'une densification obsessionnelle depuis le Second Empire, c'est-à-dire le contrôle social, et les tenants de solutions différenciées prenant en compte les diversités locales et les aspirations compatibles avec l'Ere de l'Information, avait enflammé le Ministère de l'Equipement avant l'adoption de la Loi SRU de Décembre 2000. Typique de l'idéologie uniformisatrice française, cette loi se révéla moult fois peu applicable...


Tordons le cou à une antienne qui tourne en rond sans vérification, à savoir qu'il disparaît l'équivalent de la surface d'un département tous les 7, 8 ou 10 ans – selon les publications la durée n'est pas la même ! – en sacrifiant des terres agricoles au profit de l'urbanisation. Il serait déjà juste de préciser que ce terme recouvre aussi bien des logements, avec ou sans jardin, des zones artisanales et industrielles, des voies de communication terrestres, des zones commerciales... et pas seulement des maisons individuelles, et que la seule mesure extrapolative fut faite sur la période 1998-2010. Mais surtout, cette donnée est erronée ; une étude des SCOT – Schéma de Cohérence Territoriale – approuvés à fin 2012, et de nombreux PLU par randomisation, montre qu'en réalité, en moyenne, plus d'un tiers des fameuses zones « agricoles » ne l'étaient plus (*friches, exploitations abandonnées depuis des décennies, zones enclavées obsolètes...*), seulement elles étaient classées juridiquement « agricoles ». Ajoutons qu'en France, si besoin de terres agricoles il y avait, il reste, outre des surfaces disponibles par rationalisation, d'immenses surfaces forestières à défricher. En effet, le territoire européen a vu la surface de ses forêts s'accroître considérablement depuis un demi-siècle (+50 %) ; en France, les chiffres parlent d'eux-mêmes : nous sommes passés de 10 à 16 millions d'hectares, mouvement accompagné d'une sylviculture en pleine évolution.

Mais au-delà des volontés liées au contrôle social, les tenants de la densification unilatérale ont-ils projetés les conséquences de leurs orientations ? En voulant notamment diminuer la surface des terrains constructibles sur lesquels les ménages seront autorisés à construire leur maison (*choix récurrent dans les enquêtes françaises et européennes depuis plus de quinze ans : 75 % des ménages veulent vivre en « campagne » avec maison et jardin*), va conduire à une ghettoïisation supplémentaire : les ménages les plus aisés qui souhaitent une maison sur une surface conséquente iront plus loin pour bénéficier d'un cadre de vie conforme à leurs aspirations et à leurs choix responsables qu'il est illusoire de mettre en opposition avec les besoins de déplacement puisque ces ménages ... ont les moyens correspondants... et se déplaceront moins du fait de l'accroissement des créations d'entreprises dans les espaces peu denses, mécanisme de métaruralisation identifié au début des années 1990, et du télétravail.

[2][3][5]

La mixité sociale tant recherchée sera absente.

A nouveau, car les errements de « *l'aménagement du territoire* » n'en finissent pas de produire leurs effets iatrogènes, la conséquence la plus tangible à court terme, avec l'afflux de ménages métaruralisés (*qui fuiront les agglomérations ne comprenant pas leur besoin...*) possédant déjà un patrimoine monnayable et des revenus de bons niveaux, sera de faire – à nouveau – grimper les prix du foncier et des habitations anciennes au détriment de la primo-accession à la propriété des jeunes ménages autochtones qui devront rechercher d'autres lieux .. au détriment de la mixité sociales, et ainsi de suite...



URBANISATION OU GHETTOISATION ? suite

Il est aussi affligeant de constater combien les « *urbanistes et architectes* » s'arrogent le droit de penser, de décider, de configurer la vie des autres sans bien entendu que cela ait un impact quelconque sur la leur.

Il y a une dizaine d'années, j'ai eu l'occasion de visiter un chantier de construction d'un immeuble neuf à Brest, dans un quartier excentré. J'ai questionné – entre autres – le chef de chantier pour connaître le nombre de places de parking attribuées à chaque logement ; il me répondit en haussant les épaules « *une* ». Comme je lui faisais remarquer que les ménages qui allaient acheter ces appartements seraient vraisemblablement biactifs, le plus souvent avec enfants, et que cette tendance lourde parfaitement connue nécessitait au moins deux places de parking par logement, il soupira longuement « *Vous avez sûrement raison, mais aller convaincre les décideurs qui apparemment, d'après ce que vous me dites sont ailleurs que dans la vraie vie...* ».

Six ans plus tard je suis revenu à cet endroit : ce qui devait arriver arriva, des voitures étaient garées comme le pouvaient leurs propriétaires, sur une partie engazonnée du parking, dans les rues adjacentes souvent à cheval entre rue et trottoir... La névrose anti-automobilité avait encore frappé !^[4]

Le temps contraint par le travail représente 12% du temps total d'une vie, ce qui explique bien que les mobilités sont avant tout hors des migrations domicile-travail, même si celles-ci sont un facteur d'organisation importante des ménages. Comme l'écrit Jean Viard « *l'emploi suit la résidence* », et non plus l'inverse.^[2] De plus, pour une ministre « *écologiste* », le discours est antinomique avec celui tenu par les militants « *verts* » dans les territoires où ils prônent le développement du bio, les circuits courts, les AMAP, etc. On voit mal les circuits courts se développer dans les zones urbaines densifiées, sans omettre les effets iatrogènes de l'urbanisation forcenée que l'on refuse systématiquement de mesurer (*encombrements, pollutions, pathologies neurologiques dues aux bruits, perte de millions d'heures de travail...*). Et puis, jusqu'à preuve du contraire, ce sont les Maires qui délivrent les permis de construire...

Faut-il les supprimer ?

Liam FAUCHARD / Mai 2013

[1] = *Le Monde*, Mardi 30 Avril 2013

[2] = Jean Viard, *Nouveau portrait de la France*, L'Aube 2011.

[3] = Conférence de Xavier de Mazonod à Rennes (2011) => www.futuroouest.com

[4] = *L'automobilité est un invariant anthropologique. La révolution des mobilités*, **FuturWest N°46**.

[5] = Rappelons que lorsque nous avons découvert le phénomène de métaruralisation au début des années 1990 et lorsque nous l'avons présenté à la DATAR en 1995, on nous a rit au nez... Puis le RGP99 est arrivé, la DATAR ne riait plus. Le mouvement a concerné environ 65 000 ménages chaque année entre 1990 et 1999, et environ 100 000 chaque année depuis le début des années 2000.

ETATS DU MONDE, QUELQUES DONNÉES

Quelques données issues de « *universalia 2013* » sur quelques états ou pays de la terre

NOTA = Les données sont datées entre 2009 et 2012, plusieurs États ou Pays ayant des difficultés à les transmettre dans les délais prescrits par les organismes qui les recense.

Les RNB/Hab. sont en US\$ courants, donc pas en PPA (Parité de Pouvoir d'Achat) ; néanmoins, aux défauts – mineurs – de cet indicateur, c'est l'ordre de grandeur qui importe.

De même, les données démographiques sont arrondies puisqu'elles sont déjà faussées (en plus ou en moins) au moment où nous exploitons les données.

ETATS DONT LA POPULATION TOTALE EST > 50 Mhab.

BANGLADESH	0143,0	MEXIQUE	0114,5
BIRMANIE	0054,0	NIGERIA	0162,5
BRESIL	0193,0	PAKISTAN	0187,5
CHINE	1342,0	PHILIPPINES	0096,0
CONGO (RDC)	0066,0	RFA	0082,0
EGYPTE	0082,5	ROYAUME-UNI	0063,0
ETHIOPIE	0082,0	RSA	0050,5
FRANCE	0063,5	RUSSIE	0142,5
INDE	1220,0	THAILANDE	0066,0
INDONESIE	0241,5	TURQUIE	0074,5
IRAN	0075,5	USA	0308,5
ITALIE	0061,0	VIETNAM	0088,0
JAPON	0128,0		

Soit 25 ETATS (sur # 200 États ou Pays), comptant 5,1875 Ghab, # 75 % du total.

ETATS ou PAYS avec un RNB / Hab > 40 000 US\$

ANDORRE	43975-	LIECHTENSTEIN	121500-
AUSTRALIE	43770-	LUXEMBOURG	079500-
AUTRICHE	46710-	MONACO	195500-
BELGIQUE	45420-	NORVEGE	085380-
CANADA	42170-	PAYS-BAS	049720-
DANEMARK	58960-	QATAR	089000-
E-A-U	57000-	RFA	043330-
EIRE	41500-	SAINT MARIN	060925-
FINLANDE	47170-	SINGAPOUR	040920-
FRANCE	42930-	SUEDE	049930-
JAPON	42150-	SUISSE	070350-
KOWEIT	60000-	USA	047140-

Sur les 24 ETATS ou PAYS recensés, 16 sont européens.

UTILISATION DE L'EURO

Depuis 1999, l'Euro est devenue la deuxième monnaie mondiale, près de 25 % des échanges commerciaux étant conclus dans la monnaie unique européenne.

Plusieurs ETATS ou PAYS européens, non-membres de l'UNION EUROPEENNE utilisent néanmoins l'Euro = Andorre, Kosovo, Monaco, Monténégro, Saint Marin, Suisse, Vatican...

ETATS avec un RNB / Hab < 500 US\$

<i>AFGHANISTAN</i>	<i>466-</i>	<i>MOZAMBIQUE</i>	<i>440-</i>
<i>BURUNDI</i>	<i>160-</i>	<i>NEPAL</i>	<i>490-</i>
<i>CENTRAFRIQUE</i>	<i>460-</i>	<i>NIGER</i>	<i>360-</i>
<i>CONGO (RDC)</i>	<i>180-</i>	<i>OUGANDA</i>	<i>490-</i>
<i>ETHIOPIE</i>	<i>380-</i>	<i>SIERRA LEONE</i>	<i>340-</i>
<i>GAMBIE</i>	<i>440-</i>	<i>SOMALIE</i>	<i>290-</i>
<i>GUINEE</i>	<i>380-</i>	<i>SOUDAN-SUD</i>	<i>090-</i>
<i>LIBERIA</i>	<i>190-</i>	<i>TOGO</i>	<i>440-</i>
<i>MADAGASCAR</i>	<i>440-</i>	<i>ZIMBABWE</i>	<i>460-</i>

Le seul ETAT non-africain parmi les dix-huit recensés est le Népal.

ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE => LES EXTREMES

Femme au JAPON = 86,4 ans [RNB/Hab. 42150 US\$]

Femme en NAMIBIE = 42,3 ans [RNB/Hab. 4650 US\$]

SOUDAN-SUD = Pas de données (ETAT officiel depuis l'été 2011).

Pas de données non plus pour l'ETAT du VATICAN.

LE CAS DU COMMONWEALTH OF NATIONS

Issu de la décolonisation de l'empire britannique, le Commonwealth regroupe 54 ETATS indépendants dont, officiellement, le roi / la reine du Royaume-Uni est la référence commune.

De nos jours, plusieurs ETATS ont officiellement comme chef de l'Etat la reine Elizabeth II, représentée sur place par un Gouverneur : Antigua & Barbuda, Australie, Barbade, Bahamas, Belize, Canada, Grenade, Nouvelle Zélande, Papouasie Nouvelle-Guinée, Sainte Lucie, Saint Kitts & Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, (Iles) Salomon, Tuvalu.

LANGUES OFFICIELLES DANS CERTAINS ETATS

BOLIVIE	=	Espagnol + 36 langues indigènes.
EQUATEUR	=	Espagnol, Quechua, Shuar.
ERYTHREE	=	Aucune.
ETHIOPIE	=	Aucune.
FINLANDE	=	Aucune
HAITI	=	Créole, haïtien, français.
LUXEMBOURG	=	Aucune.
NAURU	=	Aucune.
NOUVELLE-ZELANDE	=	Anglais, maori, langue des signes.
PAKISTAN	=	Aucune.
PEROU	=	Espagnol, Aymara, Quechua.
ROYAUME-UNI	=	Anglais, gaélique, gallois.
RSA	=	Afrikaans, anglais, ndébélé, sesotho, sotho, swazi, tsonga, tswana, venda, xhosa, zoulou.
RWANDA	=	Anglais, français, kinyarwanda.
SEYCHELLES	=	Aucune.
SINGAPOUR	=	Anglais, chinois, mandarin, malais, tamoul.
SUISSE	=	Allemand, français, italien, roman.
TUVALU	=	Aucune.
USA	=	Aucune.
VANUATU	=	Anglais, bichlamar, français.
VATICAN	=	Français, latin, allemand (Garde suisse).

PhS.

Les quatre attitudes face au futur, nommées par Michel GODET, sont l'autruche, le pompier, l'assureur et le conspirateur, ce dernier se positionnant pour influencer sur le cours des choses dans un sens positif souhaité. Mais si on faisait une statistique des comportements des dirigeants, donc des personnes devant prendre des décisions anticipatrices à partir des données objectives et des mutations avérées, nous trouverions bien plus d'autruches que d'autres attitudes.

Prenons trois exemples : historique lointain, historique proche, historique très proche.

Dans un mémorandum de Février 1914, l'ancien ministre de l'Intérieur de la Russie tsariste, Dournovo, attirait l'attention du Tsar sur les conséquences probables d'une guerre engagée à la légère « *Les troubles commenceront par l'accusation portée contre le Gouvernement d'être responsable de tous les désastres. Dans les institutions une vigoureuse campagne s'engagera contre le Gouvernement, suivie par une agitation révolutionnaire à travers le Pays, avec des slogans socialistes capables d'éveiller et de rallier les masses, d'abord sur le partage des terres, puis sur celui de toutes les richesses et de toute la propriété.* » Il annonçait « *la victoire probable des partis extrémistes.* » ^[1]

Au tournant des années 1960-1970, le Président Georges Pompidou, prenant acte de l'expansion de la volonté de déplacements accrus des hommes, au demeurant de plus en plus nombreux – avait-il lu les ouvrages de Herbert George Wells qui dès 1903 annonçait cette combinatoire ? – avait énoncé ce qui fut résumé par « *Il faut adapter la ville à la voiture* ». Ce qui était à la fois logique, bien que réducteur, l'automobilité – invariant anthropologique – s'exprimant par des moyens techniques divers : pieds, cheval, vélo, voiture, moto, bateau, avion, fusée..... Que n'a-t-il été écouté ? Comment comprendre que la circulation soit fluide à toute heure de la journée à Gatineau (*Québec*) tandis qu'elle ne l'est pas à Rennes (*Bretagne*), alors que ce sont deux villes de population identique, deux cent mille habitants ? ^[2]

Plus près de nous, l'annonce par Marine HARVEST de la fermeture programmée d'une usine de conditionnement de saumons en Centre Bretagne – fermeture ayant un degré de probabilité élevé depuis plusieurs années – a entraîné la « *mobilisation des élus locaux* » (*sic*) comme annoncé dans la presse régionale. Mais qu'ont-ils faits depuis dix ou quinze ans pour préparer leur territoire et ses habitants à ce choc prévisible ; comment ont-ils anticipé, comment ont-ils préparé les transitions inéluctables ? Trois ingrédients de base ont permis à des territoires d'atténuer, parfois fortement, un tel choc : création d'un GLE (*Groupement Local d'Employeurs*) ; création d'un FIP (*Fond d'Investissement de Proximité*) permettant de drainer une partie de l'épargne locale pour financer des projets locaux ; mise en œuvre de dispositifs facilitant et accompagnant la création d'entreprises par des jeunes qui veulent résolument « *vivre et travailler au Pays* ». Cette boîte à outils, non limitative évidemment, est à portée de tous ceux qui refusent de jouer les autruches... encore faut-il avoir compris que le futur n'est pas la poubelle du présent et qu'il faut s'adapter en permanence aux évolutions du monde qui nous entoure, que tout un chacun observe spontanément si la lucidité est présente... et non le refus de voir.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Juin 2013

[1] = *La Russie des Tsars, Les collections de l'Histoire, Printemps 2003.*

[2] = *Voyage de l'auteur au Canada, Automne 2011.*

Par Pascal SALIN - Professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine

La crise financière commencée en 2007-2008 a été très généralement considérée comme une manifestation de l'instabilité chronique du capitalisme, ce qui impliquerait par conséquent que seul l'interventionnisme étatique permettrait de sortir de la crise et d'éviter de nouvelles crises. Mais on a aussi bien souvent affirmé que cette crise était un symptôme de l'immoralité fondamentale du capitalisme, parce que des banquiers avides avaient pris trop de risques afin de maximiser leurs profits. Bien que largement partagées, ces idées sont pourtant radicalement fausses et c'est en fait une leçon toute différente que l'on devrait tirer de la crise récente. La crise est la conséquence de l'interventionnisme étatique et ce sont les Etats qui sont coupables. Il en résulte évidemment qu'il n'est pas justifié de mettre en œuvre un renforcement de la réglementation des marchés.

Les phénomènes en cause dans l'apparition et le déroulement de la crise sont complexes et nombreux, mais il existe un facteur majeur de la crise, à savoir la politique monétaire qui a été menée aux Etats-Unis et dans le reste du monde au début des années 2000. Les autres facteurs – qui relèvent aussi de l'interventionnisme étatique – n'auraient pas pu jouer leur rôle si la politique monétaire n'avait pas été aussi déstabilisante⁽¹⁾.

I- La politique monétaire, cause principale de la crise

La cause essentielle de la crise récente provient en effet de l'extraordinaire variabilité de la politique monétaire américaine au cours des années récentes. Or, celle-ci est bien évidemment décidée par des autorités publiques et non déterminée par le marché. C'est ainsi que la Fed a fait passer son taux directeur de 6,5 % en 2000 à 1,75 % fin 2001 et 1 % en 2003. Il y eut ensuite une lente remontée à partir de 2004 jusqu'à atteindre 4,5 % en 2006. Pendant toute la période de bas taux d'intérêt et de crédit facile, le monde a été submergé de liquidités, d'autant plus que la plupart des banques centrales ont conduit des politiques monétaires à peu près aussi expansionnistes. Afin de profiter de cette magnifique occasion de profits faciles, les établissements financiers ont accordé des crédits à des emprunteurs de moins en moins fiables, comme l'a montré la crise des crédits «*subprime*», c'est-à-dire des crédits accordés à des emprunteurs qui ne remplissaient pas les meilleurs critères de solvabilité. Lorsque l'on est revenu à des taux d'intérêt plus normaux, les excès du passé sont apparus au grand jour : ce fut l'éclatement de la «*bulle financière*».

La crise a été la conséquence de ce fait majeur que la création monétaire a nécessairement pour contrepartie, dans les systèmes monétaires de notre époque, une distribution artificielle de crédits qui ne correspond pas aux véritables désirs d'épargne des individus. Il y a donc, du fait de la politique monétaire, une contradiction entre le partage désiré par les individus entre consommation et épargne et celui que cherchent à imposer les autorités monétaires sous prétexte de stimuler l'économie par une distribution excessive de monnaie et de crédits. Cette question doit, nous semble-t-il, être reliée à une autre question, à savoir l'insuffisance d'épargne dans la plupart des grands pays à notre époque. L'épargne reste abondante dans certains pays émergents, comme la Chine, où les individus accumulent du capital pour financer leurs retraites futures, leurs dépenses de santé ou d'éducation. Ces pays prêtent aux pays plus développés, comme les Etats-Unis. Mais cela n'est pas suffisant et les autorités monétaires essaient de suppléer à cette insuffisance d'épargne par la création déstabilisante de monnaie. Or, si les individus épargnent peu c'est en grande partie parce que les systèmes fiscaux de notre époque détruisent les incitations à accumuler du capital. Autrement dit, les Etats ont détruit ce qui fait la caractéristique d'un système capitaliste, c'est-à-dire un système de droits de propriété légitimes - qui est le fondement même de la responsabilité – et l'aptitude à épargner qui est une caractéristique fondamentale de l'être humain. Mais au lieu de permettre un retour à un vrai capitalisme, ils croient à tort pouvoir compenser le manque d'épargne volontaire par une épargne factice. Telle est la grande illusion de notre époque, qui freine la croissance économique et qui constitue un facteur majeur d'instabilité

⁽¹⁾ On peut se reporter à ce sujet à notre ouvrage, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Paris, Odile Jacob, 2010

économique. Pour faire une politique monétaire expansionniste, les autorités monétaires imposent des taux d'intérêt beaucoup plus bas que ceux qui se seraient naturellement formés sur le marché. Elles incitent ainsi les emprunteurs à financer des projets peu rentables ou trop risqués.

II- Les autres causes de la crise économique

Ce processus de destruction de l'information et de création d'instabilité a été aggravé par trois phénomènes qui mettent eux aussi en cause l'intervention étatique, mais qui n'auraient pas été possibles en l'absence de la politique monétaire expansionniste.

1- La politique du logement aux Etats-Unis

Des pressions très fortes ont été exercées aux États-Unis sur les établissements de crédit pour qu'ils acceptent d'accorder des crédits à des ménages qui ne donnaient pas des garanties de solvabilité suffisantes, sous peine d'être accusés de discrimination. Ce fut l'origine des fameux crédits «subprime». Alors que la Banque centrale, la Fed, utilisait toutes sortes de moyens pour inciter les banques à accorder des crédits «subprime», le Department of Justice a, pour sa part, poursuivi pour discrimination des organismes de crédit qui avaient refusé d'accorder des crédits, comme si le rôle de ces organismes n'était pas, précisément, de discriminer entre ceux à qui l'on peut faire crédit et ceux à qui l'on doit le refuser ! Or, comme une grande partie de ces prêts étaient à taux variable, les emprunteurs ont eu du mal à honorer leurs engagements lorsque les taux sont remontés. L'Etat a ainsi délibérément trompé des personnes a priori mal informées sur le fonctionnement des marchés financiers et sur les risques encourus.

2- La réglementation

On a souvent dit que la déréglementation bancaire et financière a constitué l'une des causes de la crise parce qu'elle a permis aux banques de prendre trop de risques. Et l'on prétend par ailleurs qu'il existe une caractéristique spécifique des systèmes financiers, à savoir qu'il existerait dans ce domaine un «risque systémique», c'est-à-dire que la faillite d'une ou de plusieurs grandes banques pourrait entraîner un effet en chaîne et provoquer l'éclatement de tout le système financier. Mais il existe ici un véritable paradoxe : les mesures prises sous prétexte d'éviter un risque systémique supposé sont précisément celles qui créent un risque systémique. En effet, le sens de la responsabilité à l'égard du risque est émoussé parce qu'il est implicitement admis que les autorités publiques ne laisseraient pas se produire des faillites importantes en cas de difficultés (*ce qu'a confirmé en grande partie le comportement des autorités monétaires aux Etats-Unis et ailleurs, au cours de la crise financière récente*). Ce qui paraît grave dans le sauvetage des banques par les autorités monétaires et publiques, c'est qu'on renforce l'idée – très courante malheureusement à notre époque – qu'il ne faut pas laisser les banques faire faillite, en particulier lorsqu'elles sont grandes (*le fameux « too big to fail »*). C'est créer l'irresponsabilité. Et l'on pourrait démontrer par ailleurs que d'autres réglementations ont en fait été aussi des facteurs d'instabilité.

3- Les problèmes de gouvernance des banques

À notre époque, on a cru possible de fonder le développement économique sur le crédit et non pas sur les fonds propres. Par ailleurs, ainsi que nous l'avons vu, une grande partie du crédit provient d'une création ex nihilo, à savoir la politique monétaire expansionniste, et non d'une épargne volontaire. Simultanément, le dépérissement du capitalisme - résultant lui-même bien souvent de l'interventionnisme étatique - a fait en sorte que les grandes banques ne sont plus dirigées par des capitalistes, propriétaires du capital, mais par des managers qui, ne supportant pas eux-mêmes les risques de l'actionnaire, sont tentés de maximiser les profits à court terme. Ce n'est donc pas le capitalisme qui a conduit à des prises de risque excessives, mais, bien au contraire, une insuffisance de capitalisme. Et au lieu de réglementer encore davantage les activités financières, il serait bien

préférable de rendre possible un vrai retour au capitalisme par des réformes fiscales et institutionnelles qui ne freinent plus l'accumulation de capital et la constitution des fonds propres.

III- Les erreurs des prétendues politiques de sortie de crise

Comme nous l'avons vu, la crise a été provoquée par des causes qui relèvent de l'interventionnisme étatique et il est regrettable que l'on n'ait pas laissé les marchés fonctionner normalement. La solution, par conséquent, ne peut pas venir de l'Etat : la meilleure régulation, c'est celle qui serait faite par les marchés. Or, les politiques engagées pour le moment vont exactement à l'inverse de ce qu'il faut faire, par exemple les prétendues politiques de relance qui consistent à gaspiller des ressources, les politiques monétaires trop laxistes et les politiques qui renforcent les réglementations alors que le secteur financier est déjà un des plus réglementés au monde.

1- La «politique de relance»

Tout ce qui intéresse un dirigeant politique étant de «faire quelque chose», cela lui est d'autant plus facile que l'on croit disposer d'une règle simple, inspirée de la théorie keynésienne : pour relancer l'activité économique, il faut accroître la demande globale et, pour cela, il faut soit augmenter les dépenses publiques, soit relancer la consommation, soit encore créer de nouvelles liquidités monétaires. Malheureusement, ces idées sont fausses et totalement inadaptées à la situation. En effet, dans tous les domaines, on ne peut trouver une solution à un problème qu'en connaissant ses causes. Or, comme nous l'avons vu, les racines de la crise financière et économique ne viennent pas d'une insuffisance de demande globale.

Ce qui est certain c'est que la politique monétaire a provoqué de grandes distorsions dans les structures productives en incitant à des investissements trop risqués et peu rentables du fait de la baisse artificielle des taux d'intérêt. Il y a donc essentiellement des problèmes sectoriels et non un problème global d'insuffisance de demande globale. Or, pour financer l'accroissement des dépenses publiques correspondant aux prétendues «politiques de relance», les gouvernements ont recours à l'impôt - diminuant d'autant le pouvoir d'achat des citoyens – ou à l'emprunt – limitant alors les ressources nécessaires à l'investissement. Ils ne créent donc pas de demande nouvelle, car cela est tout simplement impossible, mais ils retirent des ressources à ceux qui les ont créées et qui les auraient utilisées de manière responsable, pour en faire décider l'affectation par des personnes irresponsables, puisque leurs décisions ne concernent pas leurs propres ressources et qu'elles ne subissent pas les conséquences de ces décisions. Ainsi, d'une part, il y a un gaspillage de ressources et, d'autre part, on empêche le retour à des structures productives correspondant aux désirs véritables des individus.

2- La politique monétaire

Une autre réponse à la crise a consisté à se lancer de nouveau dans une politique monétaire expansionniste. En effet, la crise se traduit nécessairement par un resserrement du crédit après les excès d'endettement provoqués antérieurement par la politique monétaire expansionniste. Les entreprises ont donc plus de mal à financer leurs projets d'investissement. Simultanément les politiques de relance conduisent à une augmentation spectaculaire de l'endettement public. Comment faire face à ces demandes de financement ? Puisque l'épargne volontaire est insuffisante, comme cela a déjà été souligné, on a recours de nouveau à la création monétaire et à la distribution d'une épargne artificielle. Ce faisant, on ne résout absolument pas les problèmes de fond, mais on risque seulement de créer à nouveau les conditions d'une nouvelle crise. Il est, de ce point de vue, inquiétant de voir que la politique monétaire est redevenue laxiste dans la plupart des grands pays.

3- La réglementation

Ceux qui prétendent que la crise a été due au fait que les marchés ont fonctionné librement et en l'absence de contrôles réglementaires tirent évidemment la conclusion qu'il faut réglementer

davantage le secteur financier. Et c'est pourquoi on voit fleurir presque tous les jours, dans tel ou tel pays, une réglementation nouvelle ou un projet de réglementation. Ces mesures sont évidemment erronées puisque la crise n'a pas été due à une insuffisance de réglementation, bien au contraire. On risque donc, en renforçant les réglementations, de limiter les capacités d'ajustement des marchés et donc de les empêcher de jouer leur rôle dans la transmission et l'affectation de l'épargne.

IV- La dette publique nouveau facteur de crise

Pour bien comprendre la situation actuelle, il convient évidemment d'analyser correctement la crise des années 2007-2010, ce que nous nous sommes efforcé de faire ci-dessus. Mais il faut aussi rappeler que cette crise s'est inscrite dans un contexte de plus long terme caractérisé, dans une grande partie de l'Europe, par un taux de chômage élevé et une faible croissance économique. C'est cette situation que l'on a parfois baptisée du nom d'euroscélérose. Il ne fait aucun doute pour nous qu'elle ne peut s'expliquer que par les excès de l'interventionnisme étatique, en particulier l'importance des prélèvements obligatoires et le caractère paralysant d'un ensemble immense et toujours croissant de réglementations.

Envisageons tout d'abord le rôle de la fiscalité et des prélèvements obligatoires. Lorsqu'un Etat réalise un transfert, il provoque une double destruction de richesses : les contribuables sont moins incités à faire des efforts, à produire, à innover, à travailler, à épargner et à investir, puisque le rendement net de leur activité est diminué en proportion du prélèvement fiscal. Symétriquement, les bénéficiaires des largesses étatiques sont également incités à diminuer leurs efforts puisqu'ils peuvent obtenir gratuitement les ressources qu'ils désirent.

Les réglementations étatiques jouent un rôle négatif similaire et c'est d'ailleurs pourquoi, loin de constituer des «*régulations*», elles dérèglent le système social et elles ont donc un rôle «*dérégulateur*». Prenons un seul exemple : lorsqu'il existe, comme cela est le cas en France, de grandes difficultés pour licencier un salarié, les entrepreneurs hésitent à embaucher et une réglementation qui prétend protéger les salariés est en fait très nocive pour eux.

C'est dans cet environnement de mauvaise qualité qu'est venue se greffer la crise financière et économique. Nous devons donc distinguer, d'une part, la situation de long terme, dite euroscélérose, et d'autre part, le caractère cyclique de l'évolution économique récente. Mais il existe en fait un lien entre ces deux catégories de problèmes. En effet, les excès de la politique de redistribution sont particulièrement destructeurs de l'épargne puisque les individus n'ont pas à faire d'effort d'épargne pour parer aux risques de la vie, les «*politiques sociales*» prétendant les prendre en charge. Mais, devant l'insuffisance d'épargne pour financer la croissance dans beaucoup de pays ⁽²⁾, les autorités monétaires croient trouver un substitut dans la distribution de crédits illusoires d'origine monétaire. C'est ainsi que se perpétue le grand mythe de la stimulation de la croissance par la création monétaire et que naissent les crises. Il serait donc souhaitable à la fois d'adopter les mesures propres à détruire l'euroscélérose, de sortir le mieux possible de la crise récente et d'éviter le retour des crises dans le futur. Malheureusement il y a toutes les raisons possibles d'être pessimiste pour le futur dans la mesure où les politiques adoptées actuellement dans la plupart des pays sont exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire.

Mais on se trouve maintenant devant une situation étonnante : quelques années – ou même quelques mois - après avoir prétendu «*relancer l'activité économique*» par des politiques de déficit budgétaire, nombreux sont les gouvernements qui se rendent compte de l'impasse dans laquelle ils se sont placés car ils ont du mal à rembourser leurs emprunts et à en payer les intérêts. Ils risquent donc la dégradation de leurs notes par les agences de notation, ce qui conduit à une augmentation des taux d'intérêt qui leur sont demandés. Il peut en résulter un cercle vicieux, l'augmentation des taux d'intérêt

⁽²⁾ Ce qui n'est pas le cas d'un certain nombre de pays émergents, tels que la Chine

DE LA CRISE FINANCIERE A LA CRISE DE LA DETTE suite

accroissant les déficits budgétaires et rapprochant les gouvernements d'une situation de cessation de paiement.

Les gouvernements sont donc acculés à décider ce qu'on appelle d'un terme un peu ambigu, des «*politiques d'austérité*». Il n'y a certes maintenant pas d'autre solution que de réduire le déficit (et même, si possible, d'obtenir un excédent budgétaire pour rembourser la dette !).

Mais il y a deux moyens d'y arriver : en réduisant les dépenses publiques ou en augmentant les impôts. Augmenter les impôts contribue à la destruction des incitations productives, réduit donc le taux de croissance et les recettes fiscales futures. On risque ainsi non seulement d'accentuer la stagnation économique, et même par ailleurs d'accroître le déficit budgétaire, alors qu'on voulait le réduire ! Malheureusement, les gouvernements considèrent souvent qu'il est plus facile d'augmenter les impôts, surtout en prétendant de manière démagogique que l'on va essentiellement frapper les «*riches*». Mais ce faisant, on tue le plus souvent les incitations productives de ceux qui sont les plus à même de créer des richesses.

La bonne politique d'austérité est celle qui consiste à réduire les dépenses publiques. Et on devrait même considérer comme souhaitable une baisse des dépenses publiques tellement importante que l'on pourrait simultanément diminuer la pression fiscale. Comme on le sait, en France on a essentiellement choisi l'augmentation des impôts, en particulier sur ceux qui sont les plus créateurs de richesses, et l'on peut donc s'attendre à une longue période de stagnation et de chômage élevé.

En résumé, les politiques généralement utilisées dans le passé récent ont consisté à accroître les dépenses publiques, faire de l'expansion monétaire, créer de nouvelles réglementations, faisant courir le risque non seulement d'une nouvelle crise économique, mais d'une aggravation de l'eurosclérose. Et les politiques d'austérité consistant à augmenter les impôts ne peuvent que détériorer encore plus la situation. En outre, la variabilité de la politique économique et l'instabilité qui en résulte sur les marchés financiers ont aussi des conséquences négatives sur l'activité économique.

La politique qu'il aurait été sage de mener aurait consisté à empêcher toute création monétaire; à réduire les réglementations pour faciliter la tâche de régulation des marchés (*en particulier sur le marché du travail*); à réduire les dépenses publiques et même à diminuer les prélèvements obligatoires, en particulier ceux qui sont les plus démotivants et les plus destructeurs de l'accumulation de capital, donc de la croissance (*impôts très progressif sur le revenu, impôts sur le capital et les successions, etc.*). On est loin d'un tel programme dans un pays comme la France. Et c'est pourquoi, malheureusement, on peut s'attendre à une longue période de stagnation économique et de chômage élevé, ce qui ne peut qu'exacerber les tensions sociales.

« *Le Rugby est le seul sport où les hommes se rencontrent. Dans les autres sports, ils se croisent.* »

Lucien MIAS

Un peu d'histoire pour commencer

Peu importe que William Webb Ellis ait réellement inventé le jeu de Rugby en 1823 ou pas, comme le veut sa biographie ; les légendes sont faites pour être vécues.

WWE est né en 1806 à Salford dans la région de Manchester. Il fit des études dans la ville de Rugby. Il est décédé et est enterré à Menton (*France*) en 1872.

La Coupe du Monde de Rugby créée en 1987 apporte à l'équipe victorieuse de la finale la coupe « *William Webb Ellis* ».

Compte tenu de l'origine de la création du jeu, nous estimons juste de mettre une majuscule à Rugby, par respect pour la ville éponyme.

Pour qui s'est intéressé à ce jeu, il est manifeste qu'il est très particulier. De tous les sports collectifs – à l'exception du « Football américain » qui en est une pale imitation -, c'est le seul où l'on cherche à aller au contact de l'adversaire alors que dans tous les autres il s'agit plutôt de l'éviter. Dans le même ordre d'idée, comme c'est un sport rugueux de combat, le respect de l'adversaire est une exigence incontournable. Il en va de même du respect de l'arbitre selon la formule célèbre « *même s'il se trompe, l'arbitre fait partie du jeu* ».

Il est aussi notable que le Rugby est un sport d'intellectuel, pas seulement comme disent les Anglais « *un sport de voyous pour gentlemen* ». A l'heure où nous rédigeons ces lignes, il comporte cinquante deux règles (*contre six pour le Football*) et celles-ci évoluent régulièrement, que ce soit par simplification, pour améliorer la visibilité du jeu, pour protéger les joueurs d'un risque physique, pour laisser plus de responsabilité aux arbitres – l'arbitrage à trois est devenu courant -, etc.

Exemple : règle à propos de la touche jouée rapidement.

Si, utilisée à bon escient, une touche jouée rapidement peu s'avérer redoutablement efficace, cette phase de jeu n'en est pas moins hautement réglementée.

Selon l'article 19.2 des règles de l'IRB (International Rugby Board), un joueur peut faire une remise en jeu rapide sans attendre la formation d'un alignement. Pour ce faire, il peut se trouver n'importe où hors du champ de jeu entre le point où le ballon est sorti en touche et sa propre ligne d'en-but et lancer le ballon parallèlement à la ligne de remise en jeu ou en direction de sa ligne d'en-but. Il ne peut l'effectuer après la formation d'un alignement.

Surtout, le joueur doit utiliser le même ballon que celui qui est sorti en touche, et n'est pas autorisé à faire une remise en jeu rapide si une autre personne que le joueur effectuant la remise en jeu et un adversaire ayant mis le ballon en touche a touché le ballon. Le ballon doit parcourir au moins cinq mètres vers la ligne des 5 mètres le long ou derrière la ligne de remise en jeu avant de toucher le sol ou un joueur, le tout avant le moment de la remise en jeu.

Lors d'une remise en jeu rapide, un joueur ne doit pas empêcher que le ballon soit lancé à cinq mètres, auquel cas il sera sanctionné d'un coup-franc sur la ligne des 15 mètres.

Enfin, si le porteur du ballon est poussé en touche, il doit immédiatement libérer le ballon pour permettre à un adversaire d'effectuer une remise en jeu rapide ; sinon, il écopera d'un coup de pied de pénalité sur la ligne des 15 mètres.

Reste le cas particulier de la forme du ballon et des conséquences qu'elle apporte en matière de trajectoires, de rebonds, de caprices... Dans un ouvrage du CNDP (Centre National de la Documentation Pédagogique) des années 1990, nous avons trouvé une définition certes pompeuse mais ô combien amusante et juste : « Référentiel bondissant aléatoire ». On ne saurait mieux dire !

Enfin, on notera que le Rugby, de par les valeurs qui lui sont intimement attachées a produit quelques moments historiques fort particuliers. Il en va ainsi d'une rencontre de Rugby tenue lors d'une trêve entre les belligérants de la Guerre des Boers.

Le cas irlandais est aussi emblématique. De toutes les fédérations sportives existant sur l'île, la seule qui a toujours eu une seule équipe nationale unique rassemblant des joueurs de l'Eire et de Northern Ireland est la fédération de Rugby.

WRC (World Rugby Championship) - Vainqueurs

1987	New Zealand	1991	Australia	1995	South Africa
1999	Australia	2003	England	2007	South Africa
2011	New Zealand				

2027

Après s'être tenue en Angleterre en 2015 puis au Japon en 2019, la Coupe du Monde de Rugby s'est reportée dans l'hémisphère Sud en 2023 pour aboutir ... en Russie en 2027.

Le choix de la Russie s'est imposé assez facilement aux décideurs du « Board » tant la montée en puissance des joueurs de Rugby de ce Pays fut impressionnante. Les sociologues montrèrent que, finalement, après bien des atermoiements, la culture russe qui repose sur la notion de « vlast », autorité top-down, avait trouvé des points de repères judicieux dans les règles du jeu de ballon ovale, le respect intangible de l'arbitre (autorité) lui convenant parfaitement bien.

[Board = nom résumant le titre « IRB = International Rugby Board, dont le siège est à Dublin, organe de direction du Rugby mondial, largement dominé par les celto-saxons depuis l'origine, avec atténuation à partir des années 2000].

La Coupe de 2027 allait néanmoins se dérouler avec des évolutions de règles particulièrement significatives des états d'esprits des joueurs et des dirigeants, qu'on en juge :

La pénalité restrictive.

Il fut constaté combien il était anormal de marquer trois points en tentant et réussissant, via un buteur chevronné, une pénalité au-delà des cinquante mètres, de son propre camp. En effet, des visualisations de dizaines de matches montraient que la faute incriminée n'avait en aucun cas signifié qu'un essai eut été forcément marqué par l'équipe attaquante.

La nouvelle règle institua que toute pénalité tentée à plus de quarante mètres du but adverse et qui échoue, entraîne un retrait de point(s) selon la situation acquise. Mise en compte de -1 point si le score est vierge ; retrait de -2 points si le score acquis est inférieur à 15 points ; retraits de -3 points si le score acquis est supérieur à 15 points.

Les dispositions pour des pénalités tentées à moins de quarante mètres des poteaux adverses (règle encore plus sévère ?) sont encore en débat au moment où ces lignes sont rédigées. En allant jusqu'au bout du raisonnement et avec la suppression de la transformation (voir infra), certains observateurs expliquent que c'est la fin des buteurs et que le jeu « tout à la main » deviendrait donc la pratique évidente, ce qui serait compatible avec la refonte de la durée des mi-temps (voir infra). Mais d'autres chroniqueurs signalent qu'il ne faudrait pas ainsi « réinventer le Treize ».....

Révision de « l'en avant ».

Comme chacun sait, la particularité du jeu de Rugby est « *d'avancer par l'arrière* », la situation optimale pour un attaquant étant de faire une passe en aveugle à un partenaire qu'il subodore être derrière lui, même s'il ne le voit pas.

Il fut décidé que les petits « *en avant dans les mains* », en sortie de mêlée par le demi-de-mêlée pour la mêlée fermée, par exemple, ou par tout joueur lors d'une mêlée spontanée, ne serait plus sanctionné et ne donnerait ainsi plus lieu à ordonner une nouvelle mêlée, ce qui permit une fluidification du jeu.

La transformation.

Elle fut purement supprimée.

En échange, la valeur d'un essai qui était encore de cinq points (*plus deux points éventuels de transformation*) dans les années 2000-2010, fut portée à six points en tout et pour tout.

Cette modification, couplée avec celle de la pénalité restrictive, amena les entraîneurs à faire preuve d'imagination pour concevoir des déploiements de jeux ayant principalement pour objectif de marquer des essais plus que de faire faire des fautes aux joueurs adverses.

Joueurs remplaçants.

L'ajout systématique de joueurs remplaçants sur la feuille de match fut aboli.

Chaque équipe se vit doter d'un « *potentiel de remplaçants* » de son choix, en fonction du nombre de points acquis au cours du match. L'idée de base est de mettre du piment dans les rencontres pour équilibrer les écarts.

= Si score vierge, maximum de deux remplacements par mi-temps.

= Si l'écart est supérieur 18 points, le nombre de remplaçants est de quatre maxi par mi-temps pour l'équipe en retard. L'équipe en tête n'a droit à des remplaçants que sur blessure.

= Si l'écart devient inférieur à 12 points, l'équipe en tête a droit à deux remplaçants (*ou sur blessure*).

= Si l'écart devient inférieur à 6 points (*ou s'inverse*), le nombre de remplaçants de l'équipe en tête est de trois supplémentaires (*ou sur blessure*).

= Au total, pas plus de 7 remplaçants.

Durée des mi-temps.

En corollaire de la règle précédente, et pour ménager les joueurs des équipes qui n'arrivent pas à scorer pour obtenir des remplaçants potentiels, la durée d'un match de Rugby fut établie à 75 minutes, avec trois mi-temps de 25 minutes chacune, entrecoupées de deux pauses de 7,5 minutes.

Les chaînes de télévision, de streaming, de télécommunications... soutinrent cette réforme qui leur fit gagner des temps disponibles variés pour leurs spots publicitaires.

Arbitrage vidéo.

L'arbitrage vidéo tel que connu dès les années 1990 fut supprimé.

En effet, les moyens et méthodes d'enregistrement s'étant amplement améliorés, les arbitres – celui de champ plus ses deux assesseurs de touche – sont maintenant dotés de tablettes ad hoc qui leur permet de visionner le cas d'un essai litigieux via deux sources d'images : d'une part celles prises par les caméras traditionnelles, d'autre part les images prises par la caméra miniature fixée sur le casque de l'arbitre de champ lui-même^[*]. La décision d'accorder un essai doit être maintenant prise à l'unanimité des trois arbitres ; si l'un des trois a un doute, l'essai est refusé.

Il en va de même concernant une pénalité pour laquelle il y a doute sur le fait que le ballon soit bien passé entre les deux barres verticales des poteaux.

[*] = A titre expérimental, la caméra fixée sur le tempe de l'arbitre de champ, Romain Poite, fut utilisée le Samedi 30 Mars 2013 lors du match de Top14 entre Toulon et le Stade Français. Le présent texte de futurologie fut rédigé entre Décembre 2012 et Janvier 2013.

Entre 2015 et 2027

Entre 2015 – Coupe du Monde en Angleterre – et 2027 où nous allons voir se dérouler la Coupe du Monde en Russie, le Rugby a vécu, comme à son habitude pourrait-on dire, des évolutions contrastées, arrivant tant bien que mal à marier les contraires, c'est-à-dire l'exposition médiatique mondiale et la persistance d'un « Rugby d'en bas » particulièrement vivace.

C'est donc un scénario de cohabitation à trois composantes qui illustrent le monde rugbystique sur la période 2012 – 2027.

Un Rugby mondialisé

Les évolutions générales liées à la Globalisation ont eu un impact sur le monde de l'Ovalie en rendant progressivement ce sport « perceptible » par des masses plus nombreuses qu'auparavant ; par ailleurs, le professionnalisme a également fait en sorte que les joueurs de Rugby, même si les stars restent entre dix et vingt fois moins bien payées que celles du Football, ont vu leurs images médiatisées plus souvent utilisées pour des causes publicitaires, humanitaires, ou autres.

Cependant, au vu des valeurs particulières que ce sport avait développé et a su maintenir vaillamment que vaillamment [Voir *infra*], l'engouement est resté bien moins important que ce qu'avait pu imaginer les dirigeants du « Board », l'organisme gérant le Rugby de la Planète. De ce fait, nous avons constaté que la configuration de la phase finale de la compétition n'a pas varié de 2011 à 2027, avec toujours quatre poules de cinq équipes sélectionnées par classement au « *ranking IRB* » ou après matches de barrage.

Puis vint la Coupe du Monde de 2023.

Avec le recul, on s'est demandé si, parmi les dirigeants qui créèrent la Coupe du Monde de Rugby et sa première édition en 1987, certains avaient anticipé le fait que, si elle se tenait bien tous les quatre ans comme prévu initialement, il s'en tiendrait une en 2023, date du bicentenaire de la « création » du Rugby par William Web Ellis. L'histoire ne le dit pas et l'occurrence gardera donc une part de son mystère, comme le ballon ovale conserve toujours par devers lui une part de magie.

Il n'empêche, ce bicentenaire fut l'occasion de magnifier pour l'ensemble des Terriens le côté visionnaire du fondateur, qualité assez peu partagée par la plupart des dirigeants politiques, force est de constater. Et tant qu'à aller au bout de la vision, les dirigeants du « board » optèrent pour confier l'organisation de la Coupe 2023 ... à la France ! Mais comme nous avons signalé dans l'introduction de ce texte que cette Coupe aurait lieu dans l'hémisphère Sud, il faut comprendre ici que la compétition fut organisée en Guyane.

Il faut reconnaître aux dirigeants du Rugby un certain flair, ou un penchant prononcé pour le « *coup de bol* ». En effet, suite aux élections diverses tenues en Europe entre 2014 et 2016, l'Union Européenne avait enfin décidé de faire de la Guyane française une sorte de territoire particulier dédié non seulement aux industries spatiales mais également comme tête de pont de ses coopérations bilatérales et multilatérales en Amérique du Sud et Centrale qui prenaient de l'essor. Comme on sait, tout site géographiquement proche de l'équateur bénéficie d'un atout majeur pour le lancement des fusées compte tenu de la vitesse de rotation de la Terre sur elle-même. Dans le même ordre d'idée, les dirigeants européens – maintenant majoritairement des femmes – considérèrent avec bienveillance les capacités culturelles et touristiques de la Guyane... et s'interrogèrent quant à sa vocation sportive, pour aboutir, sur les conseils de Brian O'Driscoll, à encourager le « Board » à choisir la Guyane pour la Coupe 2023. Les Argentins et les Uruguayens, les rugbymen les plus représentatifs de l'Amérique latine, se firent bien tirer l'oreille, mais devant la manne financière apportée par les Européens, acceptèrent finalement. Il faut préciser que, outre trois stades entièrement modernes – des sortes de Millenium Stadium adaptés au climat guyanais -, quatre constructions de stades modernes furent actées en Argentine, en Uruguay, en Colombie et au Mexique, le tout agrémenté de quelques participations qataries de bon aloi.

Donc, la Coupe du Monde de Rugby 2023 se tint principalement sur l'équateur, au rythme des sambas et autres salsa, au rythme des lancements de fusée, au rythme des lancements de jeu de ce merveilleux objet ovale dont on ne vantera jamais assez les charmes inépuisables.

Quant à la Coupe 2027, elle eut bien lieu en Russie, mais ceci est une autre histoire plus compliquée à raconter ; que le lecteur sache au moins une chose, les spectateurs russes ne comprenaient pas pourquoi leur équipe, déjà qualifiée d'office pour la phase finale, n'était pas quasiment sûre d'aller en finale, voire de gagner la Coupe tout simplement !

Un Rugby intercontinental

Les années 2010 voyaient se concrétiser au bout de vingt années le pari posé en 1995 avec la professionnalisation du Rugby planétaire, ce qui s'était traduit par des compétitions de clubs inexistantes auparavant à des niveaux supranationaux (*Coupe d'Europe, Challenge européen, Super Rugby...*), dans les deux hémisphères.

Cependant, même si les espoirs démesurés de concurrencer le Football au niveau mondial n'étaient pas objectivement atteints - et les tenants d'un certain élitisme du Rugby trouvaient au demeurant que c'était fort bien - et ne le seraient sans doute jamais, une partie des dirigeants trouva le moyen de se persuader qu'il fallait occuper le terrain d'une manière plus intense pour être sûr d'être remarqué et de faire l'objet d'attentions rapprochées de la part des publicitaires mondialisés ; ils inventèrent donc, dans la foulée de la Coupe 2015, le Rugby Intercontinental, terme officiel qui fut néanmoins détourné à la fois par le médias globaux sous la contraction de « *Interco Rugby* » et sous le vocable gracieux des opposants et des sceptiques « *Rugby intercons* ».

Il fut donc décidé de créer une compétition « intermédiaire » qui se tiendrait alternativement avec la Coupe du Monde proprement dite, soit à partir de l'année 2017, puis 2021, etc. La configuration retenue était de sélectionner par tirage au sort des équipes de Rugby de clubs officiant dans les cinq continents de la Planète, l'Antarctique n'ayant pas été mise dans la liste générant la perplexité de bien des commentateurs ; mais si les voies du Seigneur sont insondables, celles du « Board » ne le sont pas moins.

Bref, le tirage au sort du 01 Avril 2015 - précédent de peu le début de la Coupe du Monde qui se tenait cette année-là en Angleterre - donna quatre clubs des Amériques, quatre clubs d'Asie, quatre clubs d'Afrique, quatre clubs d'Océanie, et quatre clubs d'Europe. Hormis les Stormers de RSA, les Melbourne Rebels d'Australie, et deux des quatre clubs européens, Trévise et Grenoble, tous les autres noms venus d'ailleurs étaient totalement inconnus des commentateurs y compris des soi-disant chroniqueurs spécialistes de la discipline, surtout pour un Français parisien qui continue à croire « *qu'au-delà du périphérique, c'est les Barbares.* »

Pour faire original, le « Board » avait décidé que les rencontres se feraient d'abord par franchises continentales, un peu sur l'exemple du Super Rugby qui prévalait au début des années 2010, puis que les cinq premiers des poules continentales disputeraient un mini-championnat, donc huit matches en comptant les allers-retours et que le vainqueur serait celui obtenant le nombre de points le plus élevé.

Un observateur attentif a déjà relevé une entorse majeure à l'orthodoxie - intelligente - du Rugby historique qui veut que chaque championnat se termine toujours par des demi-finales et une finale, organisées à minima entre les quatre meilleurs classés du championnat lors des matches allers-retours préalables.

Ce fut un fiasco. Les spectateurs ne se précipitèrent pas dans les stades tandis que les audiences des espaces télématiques divers demeuraient proches de l'EPDP - Ecoute Publicitaire Désespérément Plate.

Dans le même temps, les « vieux » tournois type « *old fashion* » continuaient d'attirer les foules, chaque hiver septentrional en Europe avec le Tournoi des Six Nations (*la porte était restée close devant les demandes peu probantes de la Roumanie et de la Géorgie*), et chaque hiver austral avec le

Four Nations, depuis que l'Argentine tenait toute sa place parmi les nations majeures de l'hémisphère Sud en intégrant le Tri Nations en 2012.

Seule consolation pourrait-on dire, c'est un club tongien qui remporta le titre de cette Coupe Intercontinentale des clubs de Rugby. Ce fut la seule belle fusée de ce prétendu feu d'artifice du Rugby. Le « Board » insista pour tenter une seconde édition en 2021, mais finit par jeter l'éponge devant le peu d'engouement des clubs de la Planète à se prêter à ce jeu équivoque, dans les deux sens du terme. Et puis, comme mentionné plus haut, le rendez-vous du « bicentenaire » de 2023 approchait à grand pas et allait mobiliser bien des énergies... équatoriennes !

Un Rugby des chaumières

Le Rugby est longtemps resté un sport confidentiel, souvent réservé au Royaume-Uni à une élite plutôt universitaire, et, dans l'ensemble de l'Empire Britannique à des acteurs locaux de classes sociales précises : militaires, administrateurs civils, personnes séjournant quelques mois à un endroit donné... Puis, progressivement, les attraits de ce sport pas comme les autres ont produits leurs effets et par extension des publics plus larges sont venus à sa pratique. Evidemment, si le Rugby est bien présent en Australie, RSA, Nouvelle-Zélande, Fidji, Tonga, Samoa ... et même au Canada, c'est indéniablement à la présence historique des Britanniques. L'Inde fait exception, étant une fervente praticienne du cricket.

Au-delà des grands rendez-vous mondiaux et de l'échec –relatif – de la compétition intercontinentale, la période de temps 2015 – 2027 montra que le « rugby des chaumières » n'était pas passé aux oubliettes sportives.

De ce point de vue, la France est restée un territoire bienveillant. Outre que ses championnats avec des petites équipes locales sont restés vivaces, elle cultive une particularité comportementale dont elle a exporté l'esprit, les rivalités de clochers et les derbys.

Quoi de plus excitant qu'une rencontre Dax-Mont de Marsan ou Albi-Castres pour citer des clubs déjà connus pour leurs trajectoires passées et présentes. Un Lourdes-Tarbes vaut aussi son pesant d'adrénaline, sans oublier un Bayonne-Biarritz ; mais que dire d'un Saint-Nazaire – Vannes ou d'un Grandchamp – Auray pour citer des clubs bretons qui jusqu'aux années 2010 n'avaient au mieux qu'atteint le niveau de Fédérale1 ?

Quand nous écrivons exportation, c'est bien d'une réalité tangible dont nous parlons.

Ainsi, dans le cadre de la « culture du ET » caractéristique des mutations de l'Ere de l'Information et de la Globalisation, des « tribus » non-hexagonales, ayant eu le bonheur de visionner des extraits montrant les ambiances des derbys français, envoyèrent des membres parcourir les territoires de l'Ovalie pour capter les ingrédients de ces fêtes locales.

Puis, ayant petit à petit digérer les ingrédients – certains allèrent même jusqu'à faire venir des chefs cuisiniers pour les initier aux secrets des magrets, foie gras, cassoulets, confits... faisant notamment la renommée du Sud-Ouest en général et du Gers en particulier – qui constituent les mises en œuvre de ces rencontres mémorables, ont vit ainsi des derbys locaux qui n'existaient quasiment pas auparavant prendre corps sous des formes variées et adaptées dans des contrées aussi diverses que l'Océanie (Samoa, Tonga, Micronésie, Salomon, Marshall, Fidji...), l'Uruguay, la République Sud Africaine, le Pays de Galles, la Géorgie... et même la Finlande, c'est dire...

L'Irlande est un cas à part car les derbys existaient de longue date ; la trouvaille qui changea tout et accéléra le processus fut l'acte posé historiquement par un chef breton exilé à Limerick quand il inventa le confit à la Guinness qui devint vite le met incontournable des troisièmes mi-temps.

Seules l'Ecosse – Scotch et panse de brebis farcie obligent – et l'Angleterre, plus par réaction que par invention, restèrent à l'écart de ce mouvement qui embellit et multiplia les envolées grandioses et la mauvaise foi absolue nécessaires à la réussite du « Rugby des Chaumières ».

« Le Rugby ?

C'est chouette, on s'y fait des copains d'enfance tous les dimanches ! »

PELLET & RODRIGUE, Brèves de Rugby, Drugstore-Glénat 2011

Liam FAUCHARD & Guy PAGNARD / Décembre 2012 – Janvier 2013

Ex-joueurs (amateurs).

Amoureux de ce « sport de voyous pour gentlemen ».

« On nous bassine tout au long de l'année des désormais célèbres valeurs du Rugby : solidarité, esprit d'équipe, fraternité, partage, courage sans sacrifice, don de soi, respect de l'autre et des ses différences, confiance au partenaire, humilité, combativité et j'en passe... Pour être très claire, tout ceci est parfaitement réel et incontournable... pour les joueurs.

Et bien plus que pour d'autres disciplines.

Oui, car notre sport est avant tout un sport de combat collectif ; et lorsque l'on combat ensemble, et ce depuis la nuit des temps, certaines des valeurs évoquées plus haut sont vitales au sens propre du terme. Oui aussi car dans nulle autre pratique, on a autant besoin de l'autre pour réaliser un geste technique. On ne peut pas sauter en touche seul, ni pousser en mêlée, ni libérer un ballon au sol, ni construire un ballon porté. On a besoin de l'autre, on doit avoir confiance en lui et on doit être sûr qu'il ait envie de vous aider. Et pour avoir envie d'aider l'autre, il faut l'apprécier.

Notre sport véhicule ces valeurs parce qu'il fait une place à tout un chacun, tant au plan physique que mental.

Et même si le mésomorphe se propage, l'ectomorphe a besoin de l'endomorphe fort, le petit est tributaire du grand et vice versa. Pas de morphotype spécifique au Rugby mais une complémentarité des morphologies pour la performance. Au plan psychologique, même pipe, même tabac. Le calme est nécessaire au coléreux, l'introverti sert l'extraverti, le taiseux complète le bavard, le réfléchi se juxtapose au réactionnaire et à l'intuitif.

Oui notre sport véhicule plus qu'ailleurs des valeurs de tolérance et d'acceptation des différences de l'autre. Je n'ai jamais été témoin de racisme et l'arrivée dans notre championnat de joueurs issus d'ethnies et de confessions religieuses variées a augmenté notre richesse culturelle, alors que la plupart des joueurs sont athées.

Et puis notre sport est surtout issu d'une tradition séculaire, transmise de père en fils, de frère aîné à cadet, d'entraîneur à jeune pousse. Ça parle de manichéisme, de notion de bien et de mal, non inscrite et non écrite mais bien plus fortes que les lois votées car elles sont le fruit du bon sens des hommes de bien.

Oui, notre sport est différent et il faut le préserver, y compris avec ses excès dont nous sommes tous parfois peu fiers. Il faut préserver nos publics merveilleux... Surtout il faut préserver le fait que les supporters se mélangent dans les tribunes, fraternisent, et que nous n'avons besoin que de trois CRS à la sortie du stade.

Tout le monde est le bienvenu chez nous.

Mais si quelqu'un qui possède manifestement plus de deux cents mots à son vocabulaire ne dispose pas du sens de ceux qui caractérisent nos valeurs, il n'a rien à faire parmi nous. »

Eric BECHU, Joueur, Entraîneur de Montpellier, décédé en Janvier 2013.

Extraits d'un texte publié dans Midi Olympique en 2011.

Dans les années 1960 et 1970, partout dans le Monde, éclatent contre l'emprise grandissante de la marchandise et de l'Etat sur tous les aspects de la vie. Les situationnistes ont contribué à forger les outils critiques de ce soulèvement généralisé, aux côtés d'intellectuels et de groupuscules influencés par le marxisme et l'anarchisme. Mais à la différence de ces derniers ils ne venaient pas tant du mouvement ouvrier que des avant-gardes artistiques du 20e siècle : Dada, le surréalisme, le lettrisme.

Artistes en rupture de ban, mi-rebelles mi-voyous, les situationnistes s'étaient réunis sur la base d'un programme radical : le refus des conditions de vie faites à l'homme moderne, aussi bien dans les sociétés capitalistes avancées que dans les régimes dits communistes, et le volonté d'expérimenter de nouvelles formes d'existence et de communauté en rupture avec l'ordre établi.

Le livre présenté ici analyse avec précisions les racines culturelles des théories et des pratiques situationnistes. Il explore également leur postérité diverse et souvent contradictoire : entre récupération et radicalisation, du côté des intellectuels postmodernes ou de l'art contemporain, chez les stratèges du pouvoir néocapitaliste comme dans les rangs des révoltés d'aujourd'hui.

Patrick MARCOLINI

**Le mouvement situationniste / Une histoire intellectuelle
L'échappée – 2012 – 340 pages**

Voici ce qu'on appelle sans risque de se tromper un ouvrage majeur. Un auteur maîtrisant parfaitement le sujet présenté, doté d'une pédagogie excellente et fortement documenté pour qui veut aller plus loin.

« Puisque l'homme est le produit des situations qu'il traverse, il importe de créer des situations humaines. Puisque l'individu est défini par sa situation, il veut le pouvoir de créer des situations dignes de son désir. » Cette citation de Guy DEBORD, l'un des grands penseurs du Situationnisme résume bien le constat et les objectifs du mouvement.

Si les adeptes du Situationnisme sont friands du potlatch et des ses composantes faites de don et contre-don selon l'anthropologie des sociétés primitives, les rivalités de personnes, sans doute plus qu'ailleurs, ont traversé le mouvement à mainte et mainte reprises. Critique violente, excommunication, scission... n'ont pas manquées. Il n'en demeure pas moins un résultat exceptionnel, celui d'avoir influencé des générations de militants, d'intellectuels, de chercheurs... jusqu'à l'époque actuelle.

Dans le corpus intellectuel du mouvement, on trouve une critique des modes de vie constatés dans le contexte du système productif industriel, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, les Situationnistes mettant dans le même opprobre les organisations capitalistes ou celles de type soviétique. Ils considéraient que les masses suivaient sans y penser les chemins appris une fois pour toute, vers leur travail et leur maison, vers leur avenir prévisible ; pour eux, le devoir était devenu une habitude, et l'habitude un devoir. Ils ne voyaient pas l'insuffisance de l'urbanisation absurde qui avait engendré des villes sans âmes. De ce point de vue, les Situationnistes voulaient sortir du conditionnement urbain, y compris celui de Le Corbusier encensé par la gauche bien-pensante, à la recherche d'un autre emploi paysage urbain, à la recherche de passions nouvelles.

Sur ce qu'il conviendrait d'appeler de nos jours les industries culturelles mondiales en référence au livre exceptionnel de Frédéric MARTEL *« Mainstream »* [NDL dans **FuturWest N°37**], le mouvement avait une analyse précise du phénomène de starisation : *« Ce n'est ni le talent, ni l'absence de talent, ni même l'industrie cinématographique ou la publicité, c'est le besoin d'elle qui crée la star. C'est la misère du besoin, c'est la vie morne et anonyme qui voudrait s'élargir aux dimensions de la vie de cinéma. La vie imaginaire de l'écran est le produit de ce besoin réel. La star est la projection de ce besoin. »*

MEMOIRES DU FUTUR

suite

De son côté, l'un des leaders du mouvement, Raoul VANEIGEM, stigmatisait les systèmes productifs industriels en montrant que tout appel à la productivité est, dans les conditions voulues par le capitalisme et l'économie soviétisée, un appel à l'esclavage.

Un mouvement ami des situationnistes, Fluxus, dont l'intention originelle était la même ; il s'agissait d'abattre toutes les frontières que la culture réifiée avait dressées entre l'art et la vie, faire en sorte que l'art soit ce qui rende la vie plus intéressante que l'art...

Dans les descendances du mouvement situationniste qui s'est, rappelons le, saborder lui-même, on trouve des expressions tournant autour de la communisation de la société. Cette notion est le fruit d'un retour critique sur le communisme de conseils, qui prônait à la fois l'auto-affirmation du prolétariat dans les conseils et la gestion ouvrière de la production, mais elle consonne aussi avec la conviction que toute forme de soulèvement contre la société du spectacle instaure dans l'instant même les conditions de déploiement d'un communisme spontané.

Sur cette approche, voir aussi : Pierre DARDOT (et all) « *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel* », NDL dans **FuturWest N°25**.

Pour expliquer ces cheminements issus du Situationnisme qui ont touché l'ultragauche, les mouvements libertaires ou les luttes minoritaires, il est nécessaire de revenir sur la tension interne entre romantisme et futurisme qui a fait la singularité du mouvement situationniste. Cette tension reste encore aujourd'hui le phénomène le plus structurant pour comprendre sa postérité dans le champ politique. Depuis les années 1980, on note des évolutions qui ne relèvent plus tant d'une critique du capitalisme et de l'Etat que d'une critique de la modernité en général ; mais d'un autre côté, une large part de la réception contemporaine des théories et des pratiques de l'Internationale Situationniste se fait maintenant dans le champ des nouvelles technologies, qu'il s'agisse des hackers et autres partisans du logiciel libre ou des intellectuels organique du capitalisme connexionniste.

On trouvera ainsi des expressions comme « *Lautréamont et la télématique, le situationnisme et le marché* » ; la cohabitation obligée « *entre le communisme hacker et le capitalisme high tech dans le cyberspace* », ou encore que « *l'économie du don et le secteur commercial ne peuvent se développer qu'en associant au sein du cyberspace.* »

Sur cette approche voir aussi : Frédéric BARDEAU « *Anonymous* », NDL dans **FuturWest N°44**.

On voit donc la tension interne entre romantisme et futurisme se transformer en une contradiction ouverte, impossible à résoudre. Critique anti-industrielle et esprit hacker resteront probablement deux pôles irréconciliables, amenés à vivre chacun de leur côté leur vie propre. La question se pose toutefois de savoir en quoi la ligne qui les partage dessine aussi le front des futurs conflits sociaux, « *entre ceux qui veulent encore de ce qui existe, et ceux qui n'en voudront plus.* »

LF

La biologie connaît une véritable révolution.

Marquée au cours des trois dernières décennies du 20^e siècle par les découvertes de la biologie moléculaire, du génie génétique et de la génomique, la biologie a enregistré aujourd'hui des avancées sans précédent, notamment avec la nouvelle biologie de synthèse.

De la chimie biomimétique, qui vise à forger des molécules artificielles présentant des propriétés rappelant celles des enzymes, à la biologie synthétique, qui entreprend de remplacer les génomes naturels par des génomes artificiels, de la post-génomique au nouveau monde de l'ARN, des applications biotechnologiques et pharmacologiques aux avancées décisives pour la compréhension et le traitement des grandes pathologies comme les cancers ou les maladies du système nerveux, ce livre nous fait assister aux découvertes les plus récentes et les plus importantes pour notre avenir.

François GROS

**Les mondes nouveaux de la biologie
Odile Jacob – 2012 – 250 pages**

François Gros est un éminent biologiste. Il essaie de présenter les avancées récentes de la biologie du mieux possible ; néanmoins, il faut reconnaître que le lecteur peu habitué à son vocabulaire pourra se sentir un peu démuni face à la complexité de la discipline. Tout scientifique n'est pas Richard Feynman ou Brian Greene.

L'auteur l'explique d'emblée, rarement les sciences biologiques au cours de leur histoire ont autorisé de telles avancées dans l'étude de la diversité biologique, dans la compréhension aux niveaux génétique, moléculaire et physiologique des relations existant entre les millions d'espèces décrites et surtout dans l'étude de leurs évolutions. S'offrent désormais de nouvelles solutions pour mieux comprendre le sens profond du foisonnement de la vie, pour mieux l'explorer et pour mieux en assurer la protection. Il en va ainsi de la biologie moléculaire, de la biologie du développement, de la génomique...

La biologie synthétique : une nouvelle discipline au carrefour de la biologie et de la chimie (Chapitre 7), qui permet de reproduire artificiellement des génomes entiers, cellulaires et viraux adaptables aux desseins technologiques de l'homme voire de fabriquer des ensembles chimiques nouveaux doués de propriétés mimant la vie, ou encore de novo, systèmes capables d'accomplir des fonctions dont on n'a pas observé l'existence au sein du monde vivant actuel.

L'auteur ne passe pas sous silence les questions éthiques que poseront certaines des applications rendues possibles par les connaissances nouvelles. Il en appelle à des forums renforcés et à la diffusion de la culture scientifique, sans a priori et sans tabou préalables, notamment religieux.

Ouvrage difficile, mais ô combien passionnant !

_____ Renvois :

Paul BENKIMOUN, *Médecine : objectif 2035*, NDL dans **FuturWest N°31**.

Miguel BENASAYAG, *Vers la virtualisation du vivant*, dans **FuturWest N°38**.

Pierre FEILLET, *OGM : le nouveau Graal ?*, et Henri ATLAN, *Le vivant post-génomique*, deux NDL dans **FuturWest N°41**.

Les praticiens l'ont toujours su. Dans toute philosophie, concédait Sartre, il y a « une prose littéraire cachée ». Ce qu'on a moins élucidé, c'est la pression formatrice incessante des formes du discours, du style, sur les programmes philosophiques et métaphysiques. A quels égards une proposition philosophique, même dans la nudité de la logique de Frege, est-elle une rhétorique ? Peut-on dissocier un système cognitif ou épistémologique de ses conventions stylistiques, des genres d'expression qui prévalent ou sont contestés à l'époque ou dans le milieu qui sont les siens ? Dans quelle mesure les métaphysiques de Descartes, Spinoza ou Leibniz sont-elles conditionnées par les éléments constituants et l'autorité sous-jacente d'une latinité partiellement artificielle au sein de l'Europe moderne ? Quand, tels Nietzsche et Heidegger, le philosophe entreprend d'assembler une langue nouvelle, son idiolecte propre à son dessein est lui-même saturé par le contexte oratoire, familial ou esthétique.

L'association étroite de la musique et de la poésie est un lieu commun, toutes deux partageant les catégories du rythme, du phrasé, de la cadence, de la sonorité, de l'intonation et de la mesure. « La musique de la poésie » est exactement cela. Y aurait-il, en un sens apparenté, « une poésie, une musique de la pensée » plus profonde que celle qui s'attaque aux usages extérieurs de la langue, au style.

George STEINER
Poésie de la pensée
Gallimard – 2011 – 310 pages

Convenablement perçue, l'instauration d'une pensée de premier calibre est aussi rare que la confection d'un sonnet de Shakespeare ou d'une fugue de Bach. Peut-être dans la brève histoire de notre évolution, n'avons-nous pas encore appris à penser. Hormis une poignée d'entre nous, l'appellation d'homo sapiens n'est peut-être qu'une vantardise infondée.

Au fond, le tempo du livre de GS est déjà donné par la citation qu'il met en exergue « **Toute pensée commence par un poème** » [Alain].

La langue naturelle est le médium inéluctable de la philosophie. Le philosophe peut recourir à des termes techniques et à des néologismes ; il peut, comme Hegel, essayer d'investir des expressions idiomatiques bien connues de significations inédites. Mais au fond, sauf le symbolisme de la logique formelle, il faut faire avec : Language must do.

Comme observé par ailleurs, si le langage ne peut s'expliquer lui-même puisque que ce serait une tautologie sans fin, rien d'autre ne peut l'expliquer ; ce qui confirme l'impasse. La langue de la philosophie est donc une langue littéraire, non pas seulement technique ; les règles de la littérature prévalent. Et George Steiner de conclure que d'un point de vue irrésistible la philosophie ressemble à la poésie.

Plus loin l'auteur nous entraîne chez Parménide pour qui le monde n'est que le miroir de sa pensée. Proposition dont l'énormité ne devrait jamais nous échapper par-delà les millénaires qui nous en séparent. La forme poétique devient ainsi la configuration naturelle de la plus radicale, irrésistible, mais aussi étrange et peut-être contre-intuitive des affirmations : celle de l'identité de la pensée et de l'être. Cette identité existentielle sera déterminante dans la genèse et le pèlerinage de la conscience occidentale.

L'auteur fait aussi de fréquentes allusions aux œuvres de Samuel Beckett, chez qui la potentialité de la liberté est une allégorie de la contrainte.

Comme aurait dit Shakespeare « *Nous ne devons pas penser sans interruption de pareilles pensées ["Tuerie de soi"], nous ne devons pas sans cesse penser jusqu'au fond tout ce que nous pensons et ce que d'autres pensent et dont nous entendons parler car alors arrive le moment où cette*

MEMOIRES DU FUTUR

suite

pensée personnelle qui creuse continuellement nous tuera à petit feu, si bien qu'à la fin nous serons morts. »

La concentration philosophique sur le langage est aussi ancienne que les théories aristotéliennes de la métaphore ou les invocations johanniques du Logos. Les spéculations sur les origines du langage sont prolifique chez les Lumières ; mais l'idée que le langage est formellement et substantiellement le cœur de la philosophie, que les limites de notre Monde sont celles de notre langage, que tout accès à l'essentiel est linguistique en dernière analyse est moderne. On retrouve cette considération y compris dans le champ de la psychanalyse qui, pourtant, est en quête de l'indicible.

GS cite aussi Durs Grünbein dans son exploration parallèle de la philosophie et de la poésie. « *En comparaison des poètes, les philosophes sont incroyablement bien habillés. Mais ils sont nus, pathétiquement nus, quand on songe à la pauvreté des images dont ils doivent se contenter la plupart du temps. »*

[*Ce n'est pas le rédacteur de cette NDL, poète, qui dira le contraire.*]

A l'horizon, pointe la perspective que des découvertes biochimiques ou neurologiques démontreront que les processus cognitifs et inventifs de la psyché humaine ont en définitive une source matérielle. Que les plus grandes conjonctures philosophiques ou trouvailles poétiques ne sont elles-mêmes que des formes complexes de la chimie moléculaire.

Ce n'est pas une vision dans laquelle une conscience obsolescente, souvent technophobe – comme celle de nombreux contempteurs de la science physique, quand ce ne sont pas des imprécateurs qui ne l'ont jamais étudiée – puisse trouver du réconfort, selon George Steiner. Pour lui, elle vient après « *les humanités* » qui nous ont si sombrement manqué dans la longue nuit du 20e siècle. Pourtant, ce peut être une formidable aventure. Et quelque part un chanteur rebelle, un philosophe ivre de solitude dira « *Non* ». une syllabe chargée d'une promesse de création...

Renvois :

Jean-François ROBREDO, *Du cosmos au Big Bang, la révolution philosophique*, NDL dans **FuturWest N°24**.

Aldo SCHIAVONE, *Histoire et destin*, NDL dans **FuturWest N°35**.

LF

En quoi notre vie sera-t-elle transformée par les découvertes à venir ? Parviendrons-nous à mieux

La revue FuturWest est éditée par le Groupe FUTUROUEST www.futuroouest.com

comprendre les mécanismes du vivant et de la conscience ? Pouvons-nous envisager un renouvellement des théories de la matière et de l'univers et l'avènement d'une nouvelle informatique ? Quels besoins de la société auront un impact sur la recherche (nouvelle robotique, révolution des neurosciences, thérapies géniques, innovations dans l'énergie, dans l'alimentation, etc.). La recherche, vecteur de l'« économie de la connaissance », échappera-t-elle à la dictature du temps court et rendra-t-elle le monde plus lisible par le débat sur les choix technologiques et la dimension éthique des enjeux ?

C'est à ces nombreuses questions que l'auteur, fort de sa double expérience de chercheur et de responsable de la politique scientifique française, tente ici de répondre de façon claire et passionnante. Cette réflexion prospective sur la science et la technologie nous apporte des réponses rigoureuses, à travers des scénarios du futur.

Pierre PAPON

Bref récit du futur : Prospective 2050, science et société

A. Michel – 2012 – 350 pages

Très marqué par sa formation de physicien et des sciences dures, l'auteur Pierre Papon s'est lancé dans un exercice plus proche de la prévision que de la prospective, même s'il cherche à imaginer les futures théories découvertes. Pour ce faire, il a voulu positionner d'emblée les différents champs de la science et des technologies associées dans leur histoire scientifique en mettant en avant les contextes de développement technologique et les délais inhérents à leur usage de masse (*souvent de plusieurs décennies*). Dans le même temps, il a voulu imaginer, souvent à partir de l'existant, les différentes ruptures ou remises en cause théoriques et les innovations possibles. Un exercice risqué et en partie illusoire, tant les nouvelles théories ne sont pas légion, et les innovations technologiques de rupture pas si fréquentes (*comme la machine à vapeur, le transistor ou plus récemment L'Internet et les cellules photovoltaïques*).

Pierre PAPON identifie deux champs majeurs de rupture, la physique et la biologie dans un contexte (*mondial*) de tensions multiples autour de l'énergie, du climat (*et du changement climatique*), de sécurité alimentaire et sanitaire. Dans le domaine des sciences physiques, Pierre PAPON, en fin connaisseur, développe longuement les ambitions de chercheurs de mieux connaître les spécificités de la matière (*autour de la dualité onde/ particule*) jusque dans ses composantes minimales (*photons et fermions*), et demain de nouvelles particules comme le boson de Higgs, découvert en 2012 par le CERN), quitte à dépasser la théorie quantique et les lois de la relativité. Les questions scientifiques se posent à la fois dans l'espace et dans le temps, avec une prétention normale à l'universalité des modèles théoriques et à la lisibilité du monde, dans une économie de la connaissance (*cf. stratégie de Lisbonne*).

A chaque fois, l'auteur se prête au jeu de tester la robustesse des théories en place pour dessiner les contours de nouvelles théories, comme celle de la gravitation à partir de nouveaux modèles, de nouvelles techniques d'expérimentation (*imagerie des atomes, télescopes géants et satellites mis en réseau*) et d'observation, notamment à travers les missions spatiales à la recherche de traces d'eau et de vie. Les découvertes dans le champ physique (*entre autres sciences*) devraient être valorisées à la fois pour combattre ou atténuer le changement climatique ou pour accompagner les différents scénarios des transitions énergétiques qui s'étaleront sur plusieurs décennies, malgré la pression ambiante (*sociale et politique*) du court terme. L'enjeu sera bien de mobiliser la science pour trouver de nouvelles formes d'énergie renouvelable en substitution aux énergies fossiles (*solaire, éolien, mais aussi nucléaire, voire hydrogène*) et pour améliorer l'efficacité des systèmes existants par des réseaux intelligents (« *smart grids* ») ou de nouveaux matériaux (*capteurs photovoltaïques, stockage en batteries...*).

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Deuxième champ d'investigation, le vivant. Ici aussi la volonté est de le décrire de manière la plus fine jusqu'aux gènes et au génome, en passant par la molécule (*protéine*), la cellule ou l'organisme et les interactions (*régulations ou rétroactions*) entre ces différents niveaux d'organisation –et de programmation- du vivant. Les outils disponibles demain associeront les cartes génomiques et valoriseront des technologies d'ores et déjà disponibles (*bioinformatique à haut débit, biologie moléculaire et synthétique, nanotechnologies...*). La synthèse du vivant semble à portée de laboratoire à travers la reconstitution de virus, de supramolécules par biomimétisme, mais plus encore de programmation grâce à la biologie synthétique avec l'appui d'outils informatiques (*type CAO*). Dès lors, les technologies de réingénierie cellulaire peuvent conduire au-delà de la compréhension des mécanismes du vivant à des applications à des fins médicales ou industrielles. On n'est plus très loin de la médecine prédictive avec ses potentialités (*pour des maladies rares*), mais également des utilisations plus « *risquées* », car on se base sur des probabilités plus que sur des déterminismes. Autre domaine d'application : la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale pour nourrir les 10-12 milliards d'être humains en 2050. L'auteur s'appuie sur la prospective Agrimonde de l'Inra et du Cirad, avec deux scénarios, avec ou sans OGM, si nécessité fait force de loi ou non, auquel cas les OGM (*nouvelle génération*) finiraient par s'imposer.

Dans un champ scientifique parallèle (*les neurosciences*), les chercheurs vont vouloir faire le lien entre les gènes et les comportements, entre l'activation de molécules ou de zones du cerveau pour élaborer une théorie de la pensée et de la conscience, avec à l'appui une évolution favorable des technologies d'observation, de mesure et d'expérimentation (*ex : imagerie médicale + modèles d'interprétation*).

En voulant couvrir très large, l'auteur ne passe pas dans ce livre dense à côté de réflexions sur la place de la science et des technologies, à la fois dans un contexte national et une géopolitique de l'économie de la connaissance. Les investissements R&D montrent la suprématie actuelle de trois pôles, les USA, puis l'Asie et enfin l'Europe, qui cumulent 95% des budgets (*et des brevets !*). A l'horizon 2050, les pays « *émergents* » auront émergé, y compris dans ce domaine. Pierre Papon s'alarme des remises en cause de la science et des scientifiques, pour plusieurs raisons : la peur du futur, l'imbrication croissante des découvertes scientifiques et du marché (*à travers la technoscience*) et enfin les discours et les positionnements « *hasardeux* » des scientifiques eux-mêmes. Les innovations viendront des disciplines scientifiques mais plus encore de leur croisement (*fertilisation croisée*) à travers des approches multidisciplinaires, de nouvelles modalités de travail en réseaux, associant l'homme et la machine (*l'automatisation et la robotisation, la cybernétique et les neurosciences*), voire l'homme et la matière.

En conclusion, l'auteur émet plusieurs conditions et clarifications « *pour que le progrès ait un avenir* » : une réflexion sur les enjeux –et les impacts- de la science et de la technologie sur la société, les interrogations sur les frontières entre le naturel et l'artificiel, grâce aux manipulations génétiques, à la biologie synthétique, entraînant des modifications du vivant, l'ouverture de la recherche (*et des chercheurs*) aux préoccupations sociales, ce qui suppose un débat contradictoire sur les valeurs, la place du « *politique* » sur les régulations nécessaires entre le savoir (*la connaissance*), et les applications économiques ou marchandes, incluant des dimensions éthiques et des processus démocratiques (*au sens d'une démocratie technique*).

Un livre dense, complémentaire d'autres approches prospectives, comme celle de Futuris ou du Centre d'Analyse Stratégique (CAS). (<http://www.anrt.asso.fr/>).

RM

Pour comprendre la crise qui frappe la France depuis 2008, on ne peut pas se contenter des agrégats économiques globaux. Il faut, au contraire, mener une analyse fine, à l'échelle des territoires, des bassins d'emploi, des villes. Par le passé, la France a réussi à maintenir une certaine égalité entre régions « riches » et « pauvres », grâce à de coûteux transferts financiers. Mais avec la crise des finances publiques et sociales, cette époque s'achève. Peut-on soutenir les régions en difficultés sans freiner le développement des grandes métropoles ? Devra-t-on bientôt choisir entre l'égalité territoriale et l'efficacité économique ?

Ce livre propose un triple point de vue sur les difficultés que la France rencontre aujourd'hui : infranational, en ce qu'il relève le morcellement du territoire à l'œuvre ; politique, parce que la déstabilisation de certains territoires provoquent la montée des populismes ; prospectif, car le sevrage de la dépense publique et l'énergie chère laissent prévoir un ébranlement des territoires suburbains. La France en crise des années 2010-2020 se dessine...

Laurent DAVEZIES

***La crise qui vient / La nouvelle fracture territoriale
Seuil – 2012 – 120 pages***

Les richesses se créent de moins en moins là où les revenus se distribuent et là où la consommation a lieu. De ce fait, les zones qui ont bénéficié des « amortisseurs de crises » n'ont pas été celles qui ont subi le plus gros de la récession. Ce décalage entre victimes de la crise et bénéficiaires des effets d'amortissement, qui a une traduction territoriale de première importance, se retrouve aussi au niveau des sexes. Seul l'emploi des hommes a été touché (97% du recul de l'emploi total), alors que l'emploi féminin a été à peine affecté.

On constate que ce n'est pas l'industrie en tant que telle qui est la plus gravement touchée ; ce sont plutôt les territoires industriels et peu « résidentiels », doublement pénalisés par le poids de leur secteur industriel et par le ralentissement de leurs secteurs dynamiques, eux-mêmes peu présents (notamment ceux qui dépendent de la consommation).

LD met en évidence le fait qu'une différence importante entre les secteurs pérennes et les secteurs industriels en difficulté tient au fait que les premiers réagissent fortement aux turbulences conjoncturelles, mais disposent d'une capacité de résilience qui leur permet de rebondir avec la reprise de la croissance. Les seconds perdent des emplois qu'ils ne retrouveront jamais.

La crise a aussi été un facteur d'accélération en plus ou en moins.

Les Départements qui ont le plus souffert sont ceux dans les secteurs d'activité étaient déjà fragiles. En d'autres termes, la crise a attaqué prioritairement les territoires déjà blessés. Ils ont été davantage pénalisés par le poids des secteurs déclinants que par l'accélération de leur déclin.

En 2007, les hommes occupaient 56% des emplois salariés privés ; ils ont subi 92% des pertes d'emplois entre Décembre 2007 et Décembre 2009. On enregistre ainsi un ecul de 350 000 emplois masculins et 30 000 emplois féminins.

Les territoires périurbains ruraux que des ménages occupent, loin des élites politiques parisiennes, font l'objet du mépris des urbanistes et des intellectuels, et de la haine des écologistes qui leur reprochent une empreinte environnementale excessive. Dans la France des années 2010, il semble qu'ils aient tout faux. Cette stigmatisation qui ne dit pas son nom est une triste réponse à leur paupérisation, bien réelle, et à leur sentiment d'abandon. Les territoires qu'ils habitent, souvent des petits bassins démographiques, ne constituent pour aucun des grands partis politiques républicains des terres de mission où envoyer de jeunes politiciens ambitieux.

Sur la crise et l'effet des « *filets de protection* », l'auteur présente une approche mécanique non-systémique. Le constat est bien que des sommes très importants furent mobilisées pour amortir les effets de la crise et l'auteur s'interroge sur le fait de savoir ce qui ce serait passé sans elles... Mais on ignore évidemment ce qui ce serait passé si ces énormes sommes avaient été mobilisées pour créer de la valeur ajoutée productive de richesses plutôt que de colmater des brèches.

Le lecteur trouvera dans les pp.70-76 la description de ce que l'auteur appelle les quatre France :

- Les territoires marchands en difficulté.
- Les territoires non - marchands en difficulté.
- Les territoires non - marchands dynamiques.
- Les zones d'emploi marchandes dynamiques.

Plus loin, l'auteur cite les travaux de Paul KRUGMAN, en lui attribuant hélas un Prix Nobel d'économie qui n'existe pas, ce qui laisse perplexe. Néanmoins, la question est posée de savoir si de la métropolisation à outrance ou de la dynamique des territoires peu denses est la plus judicieuse pour les années futures en termes de création de richesses, d'activités nouvelles, d'emplois nouveaux. LD passe un peu vite sur l'avantage de concentrer les facteurs de production dans les agglomérations sans prendre en compte les effets iatrogènes de la densification. De fait, ira-t-on, en France, vers un « Printemps de métropoles » ou vers une « situation de Creuse généralisée » ? D'autant que les constats complémentaires apportés viennent renforcer une approche vraiment systémique ; notamment parce qu'en France, on ne quitte pas les zones sinistrées pour des territoires plus dynamiques, on fait plutôt des sauts de puce. De façon générale, les actifs des zones non – marchandes en difficulté se portent davantage vers les territoires marchands en difficulté que vers les territoires dynamique du Pays. Ce qui pose la question de la mobilité ou de l'immobilité de certaines populations.

L'auteur termine sur une note mi-figue mi-raisin en s'interrogeant à nouveau : la crise serait alors le fossoyeur de l'égalité territoriale à la française [*Mythe républicain entretenu contre tous les constats relevés depuis des décennies*], sans parler de ses conséquences politiques, puisque la déstabilisation de certains territoires entraîne une montée des populismes. Pourtant, le retour de la croissance, la reconversion audacieuse de certains bassins d'emploi, l'accélération des mobilités résidentielles, les mécanismes de solidarité horizontale en complément des solidarités verticales habituelles, peuvent préserver une France territorialement équitable.

Renvois :

Jean-Louis LEVET, *Pas d'avenir sans industrie*, **FuturWest N°32**.

Mathieu CROZET, *La nouvelle économie géographique*, **FuturWest N°34**.

Olivier BOMSEL, *L'économie immatérielle*, **FuturWest N°38**.

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

A qui profite la croissance ? Quel est le taux optimal de l'impôt ? Comment un Etat peut-il éviter de faire faillite ? Après le Welfare State, l'heure du Workfare State a-t-elle sonné ? Faut-il se protéger de la concurrence chinoise ?

Toutes ces questions ont déjà été posées dans l'histoire économique. Voilà pourquoi il est utile d'y aller voir comme le propose Jean-Marc Daniel avec ces huit leçons. Aussi savoureuses qu'instructives, regorgeant de portraits insolites, elles mettent en perspective des missions de la fiscalité, les mécanismes de la création monétaire, le rôle des banques centrales ou le vieux débat entre le libre-échange et l'échange loyal...

A l'issue de ce voyage, l'auteur livre quelques recommandation...

Jean-Marc DANIEL

8 Leçons d'histoire économique

O. Jacob – 2012 – 225 pages

Le livre débute mal. L'auteur essaye de nous convaincre que l'économie est une « science », ce qu'elle ne peut évidemment pas être ; en corollaire, il s'épuise à tenter de trouver des « lois » économiques – c'est-à-dire des invariants intemporels - ... et ne les trouve pas, of course. Il va même jusqu'à citer des personnes ayant, paraît-il, refusé un « Prix Nobel d'économie »... alors que ce prix n'existe tout simplement pas ! Curieuses propensions à un manque de rigueur pour un économiste.

Le paradoxe, c'est qu'au fil des pages, JMD finit par démontrer, alors qu'il cherche l'inverse, que les « lois » économiques n'existent pas. La sérendipité est une démarche infernale qui amène régulièrement à trouver... ce qu'on ne cherchait pas.

Pour le reste, rien à redire, les huit chapitres sont aisés à lire, le style est simple et souple, les narrations sont souvent savoureuses, ce sont bien des histoires. Le lecteur trouvera donc :

- = L1 / Au commencement était la banqueroute.
- = L2 / Le fisc est plein d'imagination.
- = L3 / Dépenser pour les pauvres.
- = L4 / Il faut retrouver la croissance !
- = L5 / Une monnaie solide.
- = L6 / Sauver la banque, pas les banquiers !
- = L7 / Les ambiguïtés du protectionnisme.
- = L8 / En finir avec les guerres de monnaie.

Renvois :

Gilbert CETTE, *Productivité et croissance*, **FuturWest N°27**.

Bernard GUERRIEN, *L'illusion économique*, **FuturWest N°27**.

David COSANDEY, *Le secret de l'Occident*, **FuturWest N°29**.

Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, **FuturWest N°37**.

Paul JORION, *Le capitalisme à l'agonie*, **FuturWest N°41**.

PhS

Que nous dit vraiment la science sur la nature de l'Univers, son origine et son avenir ? Par quel mystère le langage mathématique, pure création de l'esprit humain, se révèle-t-il aussi performant pour nous décrire les phénomènes physiques, de l'infiniment petit à l'infiniment grand ? S'il existe un ordre du Monde, ce que nous en disent la physique

quantique et la théorie de la relativité, est-il compatible avec ce qu'enseigne le bouddhisme ?

Trinh Xuan Thuan répond à ses questions de façon personnelle, en s'appuyant sur ses trajectoires de vie.

Son itinéraire l'a placé à la confluence des trois cultures : issu d'une famille de lettrés vietnamiens imprégnée de traditions bouddhiste et confucéenne, il a reçu une éducation à la française puis une formation scientifique à l'américaine. Une telle richesse de points de vue lui permet d'apporter des éléments de réflexions accessibles à tous, qui nous font participer à l'aventure de l'astrophysique depuis un siècle. Entre le Cosmos que nous dévoile chaque jour la science et le Lotus de la sagesse orientale, l'auteur nous invite à emprunter une voie d'intelligence ouverte.

Trinh Xuan THUAN

Le cosmos et le lotus

Albin Michel – 2011 – 270 pages

Le livre se compose de trois parties.

Dans la première, l'auteur relate son parcours depuis sa naissance en Nord-Vietnam jusqu'à ses premiers cours donnés à l'Université de Charlottesville et dont le tout premier s'intitulait, sans doute pas par hasard, « L'astronomie pour les poètes ».

Il constate que dans les Pays développés, les jeunes les plus doués délaissent souvent la voie scientifique pour des carrières plus lucratives dans les affaires, le droit ou la médecine. Pour lui, il est urgent d'éveiller et de maintenir l'intérêt des jeunes pour la science, et de les aider à (re)trouver un rapport positif avec elle.

La seconde partie s'intitule « *La science dans tous ses états.* »

S'il existe un certain consensus sur les propriétés des lois naturelles, il n'en va pas de même s'agissant de leur statut : ces lois nous révèlent-elles des régularités réelles de la nature – position dite « réaliste » - ou ne sont-elles que de purs produits de l'imagination de l'Homme – position dite « *constructiviste* » ? La loi de la gravitation universelle de Newton ou les lois de la relativité d'Einstein traduisent-elles des relations essentielles et objectives dans la nature, ou bien ne sont-elles que des inventions géniales de ces deux physiciens perçues subjectivement par eux ? Le réaliste s'inscrit dans la lignée de Platon et soutient que les lois résident dans le monde des Idées, qui possède une réalité distincte du monde sensible. A l'inverse, le constructivisme maintient que les lois naturelles n'existent que dans l'imagination fertile des physiciens et n'ont d'existence réelle que dans les neurones et les synapses des scientifiques.

TXT n'est pas tendre, et on le comprend aisément, avec des chercheurs en sciences humaines qui essaient d'utiliser malencontreusement des connaissances issues des sciences physiques qu'ils n'ont visiblement pas comprises. Il relate ainsi la supercherie menée envers des publications de SH par Alan Sokal de l'Université de New York. Il expliqua que son objectif était de dénoncer le manque de rigueur intellectuelle de ces chercheurs en SH et de certains philosophes chantres du relativisme culturel. Avec l'intention d'en mettre plein la vue au lecteur et d'acquérir une position d'autorité grâce au prestige de la science « *dure* », en d'autres termes pour se donner des signes extérieurs de scientificité, ces chercheurs et penseurs abusent de concepts scientifiques, d'images et de métaphores empruntés aux sciences physiques pour étayer leur discours.

Malheureusement, dans la plupart des cas, ces concepts sont mal maîtrisés et assimilés, si bien que, importés dans d'autres domaines – comme les SH – et utilisées dans un contexte totalement différent, ils mènent souvent aux controverses scientifiques les plus grossiers, qui obscurcissent plutôt qu'ils n'illuminent leur discours. Ainsi, la relativité, la mécanique quantique, la théorie du chaos ou encore le théorème de Gödel sont souvent cités par les postmodernes comme ayant des implications politiques, sociales et culturelles profondes.

Dans la troisième partie du livre, l'auteur confronte ses travaux scientifiques rigoureux avec ses apprentissages passés dans le bouddhisme et le confucianisme. Il nous fait observer que le bouddhisme doit accepter tout fait, qu'il ait été découvert par la science ou par l'intuition contemplative, même si celui-ci n'est pas en accord avec ses enseignements. Et de citer le Dalaï-Lama qui a déclaré que si la science devrait démontrer que le bouddhisme s'est trompé sur certains aspects, il accepterait son verdict.

Par ailleurs TXT nous interpelle sur la très grande précision des caractéristiques de l'Univers connu. La Terre nous entraîne, petits Terriens, à travers l'espace à 30 km/s dans son voyage annuel autour du Soleil. Celui-ci emmène à son tour la Terre dans son périple autour de la Voie Lactée à 230 km/s. La Voie Lactée tombe elle-même à 90 km/s vers sa galaxie compagne, Andromède. Le Groupe Local qui contient notre galaxie et Andromède tombe à 600 km/s attiré par l'amas de la Vierge et par le superamas de galaxies le plus proche du superamas de galaxies le plus proche du superamas local, celui de l'Hydre et du Centaure. Ce dernier tombe quant à lui vers une grande agglomération de dizaines de milliers de galaxies appelée le « Grand attracteur ». Tout n'est qu'impermanence, changement et transformation.

1035. L'auteur nous rappelle que si l'on supprime un seul zéro à ce nombre – c'est-à-dire le rapport de la force électromagnétique à la force gravitationnelle – et l'Univers devient vide et stérile. La précision du réglage est à couper le souffle... et nous ne serions pas là !

Pour notre auteur, objet et sujet ne sont plus des entités radicalement distinctes, mais indissolublement liées. Parce que l'observateur et le phénomène observé sont interdépendants, il était inévitable qu'un être conscient émerge dans l'Univers pour l'observer et lui donner un sens. Ainsi peut-on penser que l'Homme participe par sa présence à la genèse même de l'Univers, ce que le physicien John Wheeler a appelé le « principe anthropique participatoire ».

L'auteur considère aussi que si l'Homme est doué de connaissances intellectuelles, et s'il est capable de déchiffrer le code cosmique, c'est parce que la conscience n'est pas un heureux hasard de l'évolution cosmique. Elle a été « programmée » dans l'Univers, tout comme celui-ci a été réglé de façon extrêmement précise dès sa naissance, pour l'apparition de la vie. En revanche, il ne voit là aucune raison de dogmes religieux ou de quelque créationnisme fumeux.

Livre passionnant, bien écrit, pédagogique, enthousiasmant.

Renvois :

Donald BROWNLEE, *Vie et mort de la planète Terre*, **FuturWest N°29**.

Alessandra BENNUZI-MOUNAIX, *La fusion nucléaire*, **FuturWest N°29**.

Jean AUDOUZE, *L'Univers a-t-il un sens ?*, **FuturWest N°37**.

Etienne KLEIN, *Discours sur l'origine de l'Univers*, **FuturWest N°39**.

De nos jours et dans un contexte socio-économique fragile et peu rassurant, nous constatons que les entreprises françaises tendent plus que jamais à préserver leur survie. Ces dernières souhaitent obstinément jauger l'avenir, ses incertitudes et ses imprévus.

Pour arriver à leurs fins, ces entreprises rationalisent, régulent et mettent par exemple en place des dispositifs techniques élaborés et adoptent ainsi une approche très fonctionnaliste des rapports sociaux. En ce sens, la rationalisation prend forme selon trois grands aspects : la rationalisation des activités, la rationalisation des informations et la rationalisation communicationnelle. Ainsi, deux conséquences majeures émergent dès lors de ce processus, avec d'une part l'instrumentalisation prononcée du social en entreprise, celui-ci basculant inexorablement dans le champ opérationnel, et d'autre part, la remise en question des discours managériaux de plus en plus controversés.

Nicolas BALTAZAR

***La place des salariés dans l'entreprise de demain
L'Harmattan – 2012 – 90 pages***

« Car « l'humanisme » dont les managers se veulent porteurs n'est que d'apparence. Ce qui importe réellement est d'exploiter le sens de l'identité et du bien-être des travailleurs au profit des objectifs de l'entreprise. »

Cette citation de Michela MARZANO, p.80 de l'opus, résume bien les différentes investigations de l'auteur autour des rationalisations, puisque, de facto, il fait abstraction des irrationalités qui meuvent les managers en question.

Dans un contexte économique de plus en plus mondialisé et ultra-concurrentiel, les sociétés, pour maîtriser leur environnement, leurs activités, et pour éviter l'imprévisible et l'incertitude mettent en œuvre des formes diverses de rationalisation. Ce phénomène est identifiable depuis le 18e siècle et la fameuse démonstration d'Adam Smith, mais de nos jours, les aspects techniques sont complétés par des approches essayant de maîtriser les flux d'informations et les logiques communicationnelles entre les acteurs productifs.

Pour autant, NB ne passe pas sous silence les adaptations informelles que les acteurs produisent pour appliquer des directives qui ne sont pas « logiques » avec les modes opératoires « *a preferendum* ».

Ainsi, la mise à disposition commune de base de données qui cherche à fédérer les travailleurs et de produire du sens à l'action collective enregistre des succès pour autant que les modes de fonctionnement permettent des processus d'auto-organisation au quotidien.

Avec des outils collaboratifs, l'entreprise – enfin les managers – cherche à maîtriser un peu plus l'activité communicationnelle du salarié, lui proposant des outils innovants, « *sociaux* », qui le porteront inévitablement vers de l'opérationnel.

Les entreprises qui se disent « *innovantes* », qui prônent l'autonomie ne le sont en réalité qu'en adoptant des dispositifs technologiques avancés. Dans les faits, elles sont plus proche, dans les faits, les pratiques et l'esprit, des organisations tayloriennes du début du 20e siècle où la régulation institutionnelle est l'expression maîtresse. Pour l'auteur, il y a là une contradiction majeure que les managers devraient absolument étudier s'ils ne veulent pas constater des phénomènes de « *grève froide* » dans leurs sociétés.

Une dizaine d'experts triés sur le volet par des commanditaires anonymes, mais ne faisant pas mystère de leur influence sur les affaires du Monde, sont réunis dans une luxueuse villa sur les hauteurs du lac de Lugano, en Suisse. Ils ont pour mission de rédiger un rapport qui doit lui-même rester secret. Pour la plupart, on leur avait déjà demandé, il y a une dizaine d'années, d'écrire ce que la postérité a retenu sous le nom de Rapport Lugano.

Cette fois, la question à laquelle leur travail doit répondre est celle-ci « Vivons-nous un enchaînement inévitable de crise, déclin et chute finale du monde occidental tel que nous l'avons connu, ou la gestation d'une « renaissance » du système capitaliste qui en sortira renforcé ? Que pouvons-nous faire pour encourager cette renaissance ? »

La discrétion imposée aux experts leur autorise une franchise totale, car leurs propositions, si elles venaient à être connues, ne seraient pas du goût de tout le monde. Selon eux, il est en effet grand temps d'en finir, entre autres perspectives, avec la démocratie.

Susan GEORGE

***Cette fois en finir avec la démocratie. Le rapport Lugano II.
Seuil – 2012 – 200 pages***

Quel livre décevant !

Il se veut un livre de politique – fiction. Why not ? Mais alors pourquoi, puisque ce rapport Lugano II est secret, est-il finalement publié par l'auteur qui, doit-on comprendre ne fait pas partie des « experts » assemblés dans une « luxueuse villa »... ?

En réalité, nous avons à lire une compilation de tous les thèmes alter « *quelque chose* » qui s'acharne depuis des décennies à promouvoir un obscurantisme anti - science qui rappelle trop souvent l'inquisition et ses sinistres méthodes. On y trouvera pêle-mêle le réchauffement climatique (*évidemment anthropique et encouragé par les transnationales capitalistes*), les effets des OGM considérés comme catastrophiques, les prédictions de l'IPCC « *réalisées* » alors que les revues scientifiques les plus sérieuses montrent qu'il n'en est pas ainsi, les conséquences des incidents climatiques qui font flamber les prix des réassurances alors que les augmentations de prix connues sont des plus modestes, la qualification de sciences des approches empiriques de nature psychosociologique, la présentation du Prix Nobel d'économie alors que n'importe quelle personne instruite sait qu'il n'existe pas, le mélange de la Grèce, de l'Espagne et de l'Irlande dans la crise des dettes alors que ce dernier Pays a déjà commencé à rembourser sa dette à la BCE, voit son PIB croître à nouveau et ses exportations repartent (+7% en 2012 !), en passant par l'affirmation des « *lois immuables* » de l'économie... à l'exception de la finance, semble-t-il.

Le « *nouveau* » paradigme proposé par les « experts » se nomme MEN pour « *Modèle Elitiste Néolibéral* » ou « *Modèle Economique Néolibéral* » et a pour objectif principale de se substituer à la philosophie des Lumières et ses dérivés modernes que sont l'Etat – providence, le droit du travail, les libertés civiles, etc.

Mais si vous voulez savoir par quoi les « experts » proposent concrètement de remplacer la démocratie, comment ça se conçoit, comment ça fonctionne... vous ne le saurez pas, sans doute parce que les « experts » ont décidé de le garder secret.

Of course.....

MEMOIRES DU FUTUR

suite

La structure des révolutions scientifiques est devenu un classique de l'histoire des sciences. L'auteur met l'accent sur les bouleversements de la pensée scientifique (Copernic, Newton, Lavoisier, Einstein...) et étudie ces moments de crise que traverse la science au cours de son évolution : il y a révolution scientifique lorsqu'une théorie scientifique consacrée par le temps est rejetée au profit d'une nouvelle théorie. Cette substitution amène généralement un déplacement des problèmes offerts à la recherche et des critères selon lesquels les spécialistes décident de ce qui doit compter comme problème ou solution.

Que toute révolution scientifique soit un facteur de progrès, c'est ce que démontre l'auteur après avoir signalé les conditions requises pour l'apparition d'une telle crise. Chacune de ces révolutions, en fin de compte, transforme non seulement l'imagination scientifique mais aussi le monde dans lequel s'effectue ce travail scientifique.

Thomas S. KUHN

La structure des révolutions scientifiques
Flammarion – 2008 – 285 pages

Paru en 1962 en langue originale, l'ouvrage n'a pas pris une ride.

La Physique d'ARISTOTE, l'Almageste de PTOLÉMÉE, les Principia et l'Optique de NEWTON, l'Electricité de FRANKLIN, la Chimie de LAVOISIER, la Géologie de LYELL... tous ces livres et bien d'autres ont servi à définir implicitement les problèmes et les méthodes légitimes d'un domaine de recherche pour des générations successives de chercheurs, au grand dam des obscurantistes qui se sont succédés dans l'Histoire.

Aucune histoire naturelle ne peut être interprétée en l'absence d'un minimum implicite de croyances théoriques et méthodologiques interdépendantes qui permettent la sélection, l'évaluation et la critique. Si cet ensemble de croyances ne préside pas déjà implicitement à la collecte de faits, il doit être fourni de l'extérieur, peut-être par une métaphysique courante, par une autre science, ou par un hasard personnel ou historique. Rien d'étonnant donc, si, aux stades primitifs de développement de n'importe quelle science, différents hommes face au même éventail de phénomènes, mais généralement pas tous en face des mêmes phénomènes particuliers, les décrivent et les interprètent de manière différentes.

Ce qui est surprenant, et qu'on ne rencontre peut-être à ce degré nulle part ailleurs que dans ces domaines des sciences, c'est que de telles divergences initiales disparaissent ensuite largement.

« Une vérité nouvelle en science n'arrive jamais à triompher en convainquant ses adversaires et en les amenant à voir la lumière, mais plutôt parce que finalement ses adversaires meurent et qu'une nouvelle génération grandit, à qui cette vérité est familière. »

Max PLANCK

L'établissement d'un paradigme apporte à une communauté scientifique, entre autres choses, le moyen de choisir des problèmes dont on peut supposer qu'ils ont une solution, tant que l'on tient le paradigme pour acquis. Dans une large mesure, ce sont là les seuls problèmes que la communauté considérera comme scientifiques ou qu'elle acceptera d'aborder comme tels. D'autres problèmes, dont certains jusque là avaient paru valables, sont alors rejetés, parce que d'ordre métaphysique, ou relevant d'une autre discipline, ou parfois parce que trop problématiques pour valoir la peine d'y passer trop de temps.

La science normale, cette activité consistant à résoudre des énigmes, est une entreprise fortement cumulative qui réussit éminemment à remplir son but : étendre régulièrement en portée et en précision, la connaissance scientifique. A tous les points de vue, elle correspond très exactement à l'image la plus courante que l'on se fait du travail scientifique.

Il est rare que des savants cherchent à inventer des solutions de rechange en dehors des étapes de développement de leur science qui précèdent la formation du paradigme et des moments très spéciaux de son évolution subséquente. Aussi longtemps que les outils fournis par un paradigme se montrent capables de résoudre les problèmes qu'il définit, la science se développe plus vite et pénètre plus profondément les faits en employant ces outils avec confiance. La raison en est claire. Il en est des sciences comme de l'industrie, le renouvellement des outils est un luxe qui doit être réservé aux circonstances qui l'exigent. La crise signifie qu'on se trouve devant l'obligation de renouveler les outils.

Les révolutions scientifiques commencent avec le sentiment croissant, souvent restreint à une petite fraction de la communauté scientifique, qu'un paradigme a cessé de fonctionner de manière satisfaisante pour l'exploration d'un aspect de la nature sur lequel ce même paradigme a antérieurement dirigé les recherches.

S'il examine les documents du passé de la recherche du point de vue de l'historiographie contemporaine, l'historien des sciences peut-être tenté de s'écrier que lorsque les paradigmes changent, le Monde lui-même change avec eux. Guidés par un nouveau paradigme, les savants adoptent de nouveaux instruments et leurs regards s'orientent dans une direction nouvelle. Fait encore plus important, durant les révolutions, les scientifiques aperçoivent des choses neuves et différentes, alors qu'ils regardent avec des instruments pourtant familiers dans des endroits qu'ils avaient pourtant déjà examinés.

On notera que le livre de Thomas KUHN s'intéresse essentiellement aux sciences « dures » et cela ne pouvait pas être autrement car ce sont les seules qui soient intemporelles et non circonstancielles.

Les chapitres du livre sont :

- ✕ L'acheminement vers la science normale.
- ✕ La nature de la science normale.
- ✕ Priorité des paradigmes.
- ✕ Anomalie et apparition des théories scientifiques.
- ✕ Crise et apparition des théories scientifiques.
- ✕ Réponse à la crise.
- ✕ Nature et nécessité des révolutions scientifiques.
- ✕ Les révolutions comme transformation dans la vision du Monde.
- ✕ Résorption des révolutions.
- ✕ La révolution, facteur de progrès.

_____ Renvois :

Surendra VERMA, *Le petit livre des grandes idées scientifiques*, **FuturWest N°37**.
Christine AMORY, *La science au service du développement*, **FuturWest N°44**.

Pourquoi croyons-nous encore aux vertus de la croissance ? D'où vient cette foi que nous professons dans la rationalité de l'économie ? Malgré toutes les crises et les erreurs de prévision, pourquoi la théorie économique classique continue-t-elle de dominer les débats ?

A toutes ces questions, le mathématicien canadien David ORRELL, professeur à Oxford, et l'économiste tchèque Tomas SEDLACEK apportent des réponses incisives. Leur dialogue permet de comprendre les enjeux de pouvoir à l'œuvre et ouvre de nouvelles perspectives pour un monde moins absurde. Et si les chiffres cessaient de dicter les politiques des gouvernements et de régir nos existences ?

David ORRELL & Tomas SEDLACEK
Le crépuscule de l'homo oeconomicus
Exils – 2012 – 75 pages

En réalité, il s'agit d'une interview menée par le journaliste roman CHLUPATY.

Pour les auteurs, l'économie est enchâssée dans un mythe, comme toute autre croyance. Et on ne peut pas sortir du mythe. On doit toujours échanger un mythe contre un autre. Le degré zéro de la croyance n'existe pas. Dans la situation présente nous sommes confrontés à ça. Nous croyons à la rationalité des humains, nous croyons à la possibilité de décrire l'avenir au moyen de modèles mathématiques... on ne peut pas s'attendre à l'imprévu, on ne peut donc pas anticiper.

Il existe en physique le principe d'incertitude, mais il est restreint.

[NDL = Les auteurs citent la physique, et notamment implicitement la mécanique quantique... qu'ils connaissent bien mal.]

En économie, l'incertitude est à la puissance deux.

La référence aux Grecs anciens est explicite en ce sens qu'ils ont dit qu'un mythe est une chose qui n'a jamais vraiment eu lieu... mais qui a lieu tout le temps. En d'autres termes, l'individu moyen est un personnage qui n'existe pas ; il n'y pas d'homo oeconomicus, la démocratie n'existe pas non plus... et pourtant elle est partout autour de nous ; nous ne croyons pas vraiment en nos modèles – notamment mathématiques qui se sont sophistiqués à l'outrance sans apporter de connaissance précise -, mais dans les faits nous y croyons.

In fine, des échanges évidemment utiles au débat général sur la place de l'économie dans nos vies, place qui est centrale depuis l'origine de l'humanité (*subsistance*), mais dont on perçoit mal les applications pratiques ; cela tient sans doute au fait que les deux auteurs n'ont jamais créé ou géré une entreprise, si petite soit-elle, de leur vie.

_____ Renvois :

Bernard GUERRIEN, *L'illusion économique*, **FuturWest N°027**.

Valérie CHAROLLES, *Et si les chiffres ne disaient pas tous la vérité ?*, **FuturWest N°031**.

Bernard STIEGLER, *Pour en finir avec la mécroissance*, **FuturWest N°035**.

LF

Que ne lit-on et n'entend-on pas en France sur le modèle allemand ? On fait en particulier très régulièrement l'éloge de la rigueur budgétaire allemande, et de la capacité de nos voisins à accepter de lourds sacrifices pour restaurer la compétitivité de leur industrie.

Pour l'auteur, ce ne sont pas là les véritables raisons des succès actuels de l'économie allemande. Cette réussite est surtout due aux points forts traditionnels du Pays : un système de relations sociales très structuré, un monde du travail où le diplôme ne fait pas tout, un Pays où l'entreprise n'appartient pas aux actionnaires, une forte spécialisation dans les biens d'équipement et les technologies vertes, une longue tradition de décentralisation qui permet de disposer partout d'un capital financier, culturel, social, humain suffisant pour innover, entreprendre, etc. Au cours de la dernière décennie, le boom des Pays émergents a permis à l'industrie allemande de profiter pleinement de ces atouts.

Au contraire, la profonde remise en cause de l'État social, menée au début des années 2000 par le chancelier social-démocrate G. Schröder, a probablement fragilisé le modèle allemand : le développement spectaculaire de la pauvreté et des inégalités menace son avenir.

Une meilleure compréhension de la société et de l'économie allemandes par les Français est en revanche indispensable pour réussir à imaginer ensemble un avenir pour l'Europe.

Guillaume DUVAL

Made in Germany / Le modèle allemand au-delà des mythes

Seuil – 2013 – 230 pages

Le livre de GD est remarquablement argumenté ; le fait qu'il ait travaillé en Allemagne comme ingénieur dans sa carrière professionnelle et la fréquentation régulière de ce Pays est un indéniable atout pour aborder la question qu'il explore.

Dès le premier chapitre, il pointe la force de la décentralisation allemande et de la cohérence territoriale qu'elle procure. Au-delà de l'aspect démographique, le meilleur équilibre du territoire se traduit par des différences marquées dans des domaines plus qualitatifs : la plupart des 103 Universités allemandes ont un ancrage qui remonte au Haut Moyen Age dans les villes où elles sont implantées tandis que nombre des 75 Universités françaises ont été créées ex-nihilo dans les années 1960-1970.

En regard, huit cents ans de centralisation française ont vidé une grande partie du territoire des richesses matérielles et, encore plus, immatérielles, indispensables pour développer un tissu local d'entreprises performant, capable de jouer sa carte dans la mondialisation. Une fois enclenché, un tel mouvement est très difficilement réversible, car le développement local est loin d'être seulement une question d'argent ou de pouvoirs confiés aux collectivités locales.

Parmi les atouts que met en avant l'auteur expliquant la résilience de l'industrie allemande, on trouve la résistance des corporations.

Là où les critiques de l'Ancien Régime français fustigeaient l'entrave des corporations envers le libéralisme économique, les Allemands ont eu une approche plus pragmatique. C'est en effet la fonction principale d'une convention collective de branche que de limiter le « dumping social » que sont susceptibles d'exercer les entreprises les unes vis-à-vis des autres ; les patrons ont en réalité un intérêt collectif puissant à ce type de régulation. La négociation de branche permet des « économies d'échelle » substantielles ; pendant que les DRH français s'épuisent à négocier chacun pour son propre compte une fois par an avec les représentants du personnel de leur entreprise, leurs collègues allemands délèguent cette tâche à quelques représentants de la branche qui négocient avec les syndicats pour le compte de toutes les entreprises en même temps, pour conclurent des accords qui vont durer deux à trois ans.

GD explique aussi longuement comment fonctionne la codétermination, terme qu'il préfère à cogestion comme reflétant mieux les réalités. Dans de nombreux domaines, l'auto-imposition de normes plus contraignantes que dans les autres Pays industrialisés a aussi été, contrairement à ce qu'on croit souvent, un levier déterminant pour conserver en permanence un avantage compétitif. Cela a permis en effet aux firmes allemandes d'acquérir avant les autres un savoir-faire qu'elles pouvaient aisément

valoriser lorsque les autres Pays étaient finalement obligés, pour des raisons d'environnement, de qualité..., de s'aligner à leur tour sur les normes allemandes.

L'auteur est très sévère avec la période « Schröder » [1998-2005] qui, de son point de vue et des données y afférentes, a plombé la société allemande avec un accroissement spectaculaire de la pauvreté, des inégalités, et de l'augmentation de la dette publique. Pour lui, l'attitude majoritaire chez les Allemands d'aujourd'hui a refusé la solidarité avec les Etats du Sud de l'UE est suicidaire : c'est parce qu'ils se sont serré la ceinture pendant l'ère Schröder et qu'ils n'ont pas suffisamment investi chez eux que les Allemands risquent aujourd'hui de perdre leur épargne parce que les Grecs, Irlandais, Espagnols, ne sont plus en mesure de rembourser l'argent que les institutions financières allemandes leur avaient imprudemment prêté pour financer des projets purement spéculatifs. In fine, GD considère que la politique suivie par Schröder est à l'origine de la crise de la zone Euro.

Concernant la puissance de l'industrie allemande, les données sont imparables. Si les comptes extérieurs de l'UE et de la zone Euro sont, année après année, quasiment équilibrés malgré les quantités croissantes de gaz et de pétrole que nous devons importer, c'est avant tout grâce aux performances exceptionnelles de l'industrie allemande hors de l'Europe : c'est grâce à elle que les Européens, pris comme un ensemble, ne se trouvent pas dans la situation des Américains qui, depuis des décennies maintenant, consomment beaucoup plus qu'ils ne produisent, et vont devoir s'ajuster maintenant dans un processus qui sera long et douloureux. En 2011, l'Allemagne représentait 18% des emplois européens, mais, dans le secteur des machines et des équipements électriques, elle en concentre à elle seule 33% (pour la France, respectivement 12% et 8%). La puissance de production des véhicules haut de gamme à travers les marques Mercedes, Porsche, Audi, BMW... explique aussi l'importance des exportations allemandes vers les Pays émergents.

Pour GD, la préoccupation principale des Allemands est leur démographie, d'une part, et les effets délétères de la montée des inégalités et de la pauvreté, avec l'augmentation du nombre de working poors, d'autre part. Et la puissance industrielle actuelle liée à la montée en puissance des Pays émergents ne durera sans doute pas très longtemps. Les Allemands gagneraient à méditer sur les déboires des Japonais qui paraissaient eux-aussi promis à un bel avenir à la fin des années 1980...

In fine, l'auteur considère que l'avenir de l'Allemagne passe inévitablement par une intégration européenne plus poussée et par ce qu'il nomme le Green New Deal, compte tenu de l'avance que le Pays possède dans le développement des industries énergétiques et autres alternatives.

Les quatre chapitres sont :

Le modèle allemand ne date pas de Schröder

La réunification : mythes et réalités

Le cas Schröder : anatomie d'une mystification

Les vrais raisons du rebond de l'Allemagne d'Angela Merkel.

LF

Aujourd'hui, pour paraphraser le dicton populaire, chacun voit le patrimoine à sa porte. Dans ce contexte, cette notion est souvent devenue une sorte d'excuse intellectuelle pour les différentes disciplines concernées par son analyse. Il est donc devenu urgent d'en consolider la compréhension pour dire ce qu'elle fait vraiment sur le terrain et pourquoi elle connaît tant de succès auprès de différentes catégories d'acteurs sociaux, en dépit même de ses détracteurs et des critiques formulées à son encontre. Comment, pourquoi, avec quels outils les acteurs se saisissent-ils du patrimoine où agissent-ils en son nom pour en tirer un profit en termes de développement ? Que cherchent-ils lorsqu'ils mobilisent ces catégories ou celle, voisine, d'identité, tout aussi floue et ambiguë ? Comment ce qui est appelé, reconnu, revendiqué comme patrimoine est-il instrumentalisé à des fins de développement ?

L'axe de questionnement choisi ici concerne la relation entre patrimoine et désirs d'identité. Le livre cherche à comprendre en quoi le patrimoine culturel favorise la construction d'identités collectives territorialisées, si les processus actuels de patrimonialisation riment avec standardisation et globalisation, ou si au contraire ils participent au maintien de la diversité culturelle.

**Sous la direction de Laurent Sébastien FOURNIER, Dominique CROZAT,
Catherine BERNIE-BOISSARD, Claude CHASTAGNER**
Patrimoine et désirs d'identité
L'Harmattan – 2012 – 280 pages

L'ouvrage présente une sélection de textes issus d'un colloque qui s'est tenu à l'université de Nîmes, en février 2010, à l'initiative de l'équipe CNRS Acteurs-Ressources-Territoires dans le développement. Les analyses problématisent précisément la relation entre patrimoine culturel, désirs de territoires et modes de développement. Elles cherchent à mieux comprendre comment le sens du patrimoine coïncide avec l'émergence de nouveaux espaces sociaux et répond aux impératifs contemporains de recherche de lien social, de bien-être et de tranquillité sociale.

De fait, à tous les niveaux de l'organisation administrative et politique (*villes, régions, Etats, mais aussi groupes sociaux*) la notion de patrimoine est aujourd'hui invoquée à des fins commémoratives, touristiques, économiques ou politiques. L'institutionnalisation de ruines, de monuments, de sites divers révèle cependant des interprétations divergentes, voire conflictuelles du passé et de l'Histoire et de leur rôle dans le présent. Les enjeux sont en effet multiples et contradictoires : valorisation identitaire, dynamisation économique, promotion personnelle et institutionnelle des différents acteurs. Les contributions s'attachent donc à interroger en profondeur la notion de patrimoine culturel, devenue banale dans les politiques publiques comme, plus largement, dans le sens commun. Il s'agit d'en souligner les ambiguïtés, d'évoquer et de comprendre ses succès et ses illusions, de questionner les conditions de son émergence et d'en répertorier les manifestations. Les approches existantes du patrimoine culturel sont donc réexaminées dans une perspective à la fois critique et opérationnelle, par la confrontation des points de vue des chercheurs et des professionnels du patrimoine.

L'éventail des cas présentés semble inscrire le succès de la notion de patrimoine dans une tendance longue et profonde de reconfiguration des identités à l'œuvre depuis le début du XX^{ème} siècle. Elle se caractérise par un double mouvement : la perte de monopole des Etats nations (*historiquement prescripteurs et maître d'œuvre des politiques de patrimoine*) et par un processus d'individualisation croissante. Ce dernier conduit à un profond désir de reconnaissance individuelle ou communautaire marqué par une démultiplication des affirmations identitaires. Le succès de la notion de patrimoine peut dès lors se lire à l'aune de ces aspirations multiples et croissantes à la reconnaissance et de tentations nouvelles à leur instrumentalisation politique à toutes les échelles du pouvoir.

Dans ce mouvement les collectivités locales et les groupes sociaux jouent un rôle important, en complément voire en contradiction avec le rôle ou l'idéologie historiques de l'Etat central. L'un des enjeux est généralement de renouveler dans un autre lieu, ou plus souvent une autre époque, des identités collectivement construites et revendiquées, en lien avec des notions de mémoire ou de

commémoration. Cette dimension concerne en premier lieu l'édification de hauts lieux mémoriaux (*lieux consacrés à la Shoah en Israël ou États-Unis, terres de résistance comme le hameau cévenol de la Picharlerie*). L'invocation de l'histoire, bien souvent à l'initiative des descendants ou les habitants, est menée à des fins éducatives, avec pour visée les générations futures et la préservation des leçons du passé - conçu comme le garant de l'avenir.

Cette aspiration commémorative et identitaire prend une importance particulière dans un contexte de migrations accélérées. C'est notamment le cas en France où elle vient bousculer les fondements de l'identité et de l'idéologie nationales en imposant une prise en compte de l'altérité – initialement absente... Elle se pose aux pouvoirs publics locaux et aux associations à l'occasion de processus de rénovation urbaine de quartiers historiquement façonnés par une importante population immigrée ou encore à l'occasion de manifestations lancées par des associations immigrées locales (*à l'exemple des commémorations du massacre du 17 mars 1961 ou du nouvel an berbère*). De manière générale, elle se traduit par des formes encore instables qui de « *patrimonialisation* » qui tentent de conjuguer territoires d'installation, territoire d'origine et mobilités transnationales. Dans ce processus, il semble que ce soit la reconnaissance locale ou régionale des mémoires immigrées façonnées au sein d'une multitude de patrimoines locaux qui permette leur entrée discrète et progressive au sein de la culture « *nationale* ».

À l'intersection des logiques mémorielles et des logiques de développement, la conservation des ruines urbaines acquiert une signification politique considérable. Véhiculant des charges émotionnelles très fortes, les ruines mettent en jeu l'exploitation politique de l'émotion au profit d'objectifs de justification idéologique ou de bénéfices électoraux. Leur conservation permet de refaçonner les identités urbaines et de diffuser des messages politiques, comme en témoignent la préservation de nombreuses églises en ruine dans le centre des villes allemandes (*Berlin, Hambourg, Cologne, Dresde, etc.*). La ruine devient alors un instrument de récupération politique de l'Histoire, aboutissant bien souvent à l'instauration d'une mémoire « *officielle* » de la ville ou de la localité.

La mise en place de labels constitue à l'occasion une autre forme de tentation pour les politiques, à l'exemple du vignoble de Saint Emilion classé patrimoine mondial de l'humanité sans concertation aucune avec la population locale. Placée devant ce succès, celle-ci doit dès lors développer des stratégies pour s'approprier mais aussi s'adapter aux conséquences d'une reconnaissance qui lui a initialement échappée. Au-delà des strictes logiques mémorielles, la multiplication des « *objets* » patrimoniaux s'inscrit aussi dans des visées de développement endogène. Il en résulte une volonté de valoriser l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles d'un territoire le plus souvent combinées autour d'un même objet : vieux gréments et patrimoine économique local, formes spécifiques d'habitats, jardins, forêts domaniales, parcours littéraires, d'auteurs célèbres érigés en circuits touristiques révélateurs et initiatiques, fêtes locales, mais aussi mise en scène de la rencontre avec les artistes, acteurs ou habitants, etc.

Tout comme dans le cas des migrations, le succès de certaines formes de valorisation s'appuie – autant qu'il les révèle – sur de profondes transformations socio-économiques tant locales que globales. Si elle se veut consensuelle, la construction du patrimoine établit en réalité un rapport de force entre ceux qui en font la promotion et les autres. Elle permet de signifier à la fois le groupe social qui le construit et le territoire qui correspond à ce groupe. Refondation sociale et refondation territoriale vont donc de pair. La dynamique de reconstruction du passé vient servir pour les besoins du présent et les projets futurs.

La construction du patrimoine culturel maritime en Bretagne (*fêtes, valorisation des vieux gréments*) est à cet égard révélatrice de processus à l'oeuvre dans de nombreuses autres localités. Elle s'explique avant tout à l'aune de l'avènement d'une nouvelle société littorale mélangeant populations maritimes déclinantes et nouveaux arrivants au profil plus « *urbains* ». Cette nouvelle société a dès lors besoin pour se souder et se développer de constituer un nouveau territoire et nouvelle identité (*récupérée du passé mais qui n'a pas grand-chose à voir avec lui*). La fête maritime a ainsi permis d'exprimer un « *nous territorialisé* » qui exorcise les angoisses sociales et aide à dépasser les conflits potentiels entre groupes sociaux différents qui doivent désormais se partager l'usage de l'espace côtier. Une première étape de cette construction sociale, patrimoniale et territoriale est cependant en train de s'achever. Elle se termine avec la disparition des générations de la mémoire et l'éviction croissante des

populations issues des lieux sous la pression immobilière ou encore l'instrumentalisation accrue des fêtes maritimes par les pouvoirs en place. On passe alors, au début des années 2000, à des logiques plus froides, plus dures, plus antagonistes entre des groupes sociaux animés de visions différentes de l'avenir du littoral.

La période la plus récente voit également émerger de nouveaux enjeux patrimoniaux en lien avec l'environnement naturel et le développement durable. Des objets comme la forêt domaniale ou le jardin se trouvent ainsi réinterprétés à l'aune de nouveaux besoins : besoin de nature lié à l'urbanisation, nostalgie d'un cadre vie ancien et préservé, besoins de rupture et de ressourcement, etc. Dans un contexte d'appel mondial à la mobilisation contre les offenses faites à la nature, le jardin ou la forêt font aussi office de médiateurs entre le local et le mondial. Le succès de leur préservation entretient l'espoir et le récit d'un autre monde possible, celui de la réussite écologique et d'une nature réparée et entretenue par l'action des hommes. Les limites de ces nouveaux récits marquent cependant la « *nouvelle frontière* » aujourd'hui posée aux acteurs du développement local. Comment intégrer au cœur d'un véritable projet de développement économique la protection écologique – ou plus largement patrimoniale dans le cas du littoral – avec le retour et l'intensification des activités humaines sur le territoire ? Comment placer le patrimoine environnemental ou culturel au centre d'un projet partagé, capable de conjuguer valorisation des héritages et développement des activités nouvelles ?

On touche ici aux limites des actions de valorisation patrimoniale à des fins de développement – notamment touristique. La mise en valeur d'un lieu ou d'une activité induit bien souvent une logique cannibale qui finit par échapper aux belles intentions initiales. Afflux renforcés de populations extérieures et dépossession de la population locale, instrumentalisation politique et exploitations lucratives, conflits d'usages économiques entre investisseurs extérieurs et acteurs locaux, etc. concourent à l'épuisement de la ressource patrimoniale, à la mise en scène finale d'identités dépourvues de leur socle culturel. La concurrence entre les villes ou les territoires pour valoriser leurs ressources respectives crée de même un effet de standardisation des processus et des mises en scène qui finit par en appauvrir le sens. Une logique de l'image, favorisée par l'importance croissante des médias, comme acteurs de la fabrication des territoires, se substitue ainsi de manière rampante à la réalité sociale porteuse de sens.

Au final, si la valorisation du patrimoine contribue à maintenir une forme de diversité culturelle, à travers la préservation de lieux, de pratiques, de savoir-faire, etc., elle s'inscrit dans des ressorts aussi puissants qu'ambigus qui mettent en jeu la construction identitaire de l'individu moderne et divers effets de concurrence entre acteurs et territoires. L'examen des désirs d'identité à l'origine - ou concomitants à - la patrimonialisation, invite alors à un examen plus approfondi de la « *valorisation des territoires* » consécutive à la patrimonialisation. C'est ce que nous promettent les auteurs pour un prochain ouvrage...

CDV

Considérée comme le destin indépassable de l'humanité, la démocratie se trouve pourtant loin d'être une réalité pour la masse des habitants de la Planète. Pour preuve, nous n'avons qu'à penser au défi terrifiant adressé aux démocraties par les totalitarismes communistes, fasciste et nazi. Il est pourtant rarement question d'une autre espèce de dictature, moins monstrueuse mais tout aussi étrangère à la démocratie, que furent et que sont toujours les gouvernements autoritaires modernes.

Apparus au milieu du 19e siècle avec le Second Empire de Napoléon III et le Reich du chancelier Bismarck – et toujours en vigueur aujourd'hui ou il y a peu d'années en Europe, en Amérique latine, en Asie ou dans le monde arabe -, ces autoritarismes ont obéi à un modèle propre. Ils ont retardé l'avènement de la démocratie tout en rivalisant avec elle, mais également en apportant, qu'on le veuille ou non, leur pierre à la modernité de nombreux Pays. Certains gouvernements autoritaires ont en effet laissé parfois une trace positive non négligeable. En Allemagne, le semi-dictateur que fut le chancelier Bismarck inventa l'Etat-providence imité ensuite dans toute l'Europe. Plus tard, le régime du général Franco fut à l'origine de la monarchie démocratique du roi Juan Carlos. De son côté, le Chili ne doit-il pas à la politique économique du général Pinochet sa réussite sans égal en Amérique latine ? Quant à la stupéfiante prospérité de Singapour, elle est sans conteste le fruit de la main de fer du président Lee Kuan Yew.

Guy HERMET
Démocratie et Autoritarisme
CERF – 2012 – 265 pages

Afin de clarifier le sujet traité, l'auteur propose de détailler l'émergence d'une société civile pré-démocratique en énonçant ses traits :

- La multiplicité de centres de décision autonomes.
- L'absence de cloisonnements étanches entre ses éléments.
- L'autonomie relative des groupes sociaux.
- La pluralité des élites en même temps que leur perméabilité.
- Une indépendance minimale de la justice face à l'autorité politique.
- L'autonomie également relative des villes et des centres de créativité intellectuelle et économique.

Dans le chapitre intitulé « *L'hydre du suffrage universel* », prenant acte de ce qu'il appelle la méprise libérale, GH présente trois variantes majeures modernes de la démocratie occidentale : Le Royaume-Uni, une aristocratie érigée en peuple ; Les USA, la démocratie comme religion ; la France ou la République des mots. Cette dernière appellation nous apparaît judicieuse tant on observe dans ce Pays le plaisir des mots au détriment du faire et de l'action concrète... et anticipatrice.

Ainsi, la politique libérale à la française se situe aux antipodes du libéralisme à l'anglaise, qu'il s'agisse de son soubassement économique et social ou de son hybridation révolutionnaire, de son discours, de ses pratiques de retardement du suffrage universel, ou encore de l'usage qu'elle fait plus tard de celui-ci afin de stabiliser le régime républicain.

Tocqueville, appelé à témoigner, conforte l'analyse de Guy Hermet. Il a observé que le progrès de la centralisation a marqué sans désespérer l'histoire de France. Cependant, on constate qu'il s'est effectué selon deux modalités rivales : la modalité « conventionnelle » et la modalité « directoriale ». Comme l'indique l'adjectif, le courant centralisateur « conventionnel » s'est manifesté dans les phases de prééminence des assemblées et des partis, c'est-à-dire du pouvoir législatif et d'un personnel politique élu, phases typiques du début de la période « révolutionnaire », de la monarchie de Juillet, de la 3e République et de la 4e République, de 1875 à 1958. A l'inverse, le courant « directorial » a prévalu à des époques où l'exécutif l'emportait sur le législatif, où la haute administration détenait la préséance sur les détenteurs d'un mandat électif, y compris aux postes ministériels. Ce fut le cas sous le Second Empire et sous la 5e République – sans oublier le régime de Vichy.

L'auteur examine, analyse et met en balance les évolutions vécues dans des périmètres géographiques variés avec : Les démocraties au péril du fascisme / L'Amérique latine entre populisme et autoritarisme militaire / La singulière victoire de la démocratie sur le totalitarisme / La démocratie sociale triomphe du communisme (sic) [Il est permis de préjuger d'une confusion entre soviétisme et communisme, ce dernier, en tant que tel stricto sensu n'ayant jamais existé nulle part.]

Sur les « printemps » arabes, G.H. pointe qu'elles ont paru confirmer un tournant historique miraculeusement inattendu... pendant quelques semaines. Foin de l'abominable préjugé postcolonial contestant l'aptitude démocratique de l'ensemble des habitants de la Planète. Quasiment d'une heure à l'autre, il n'a plus été question de Charia, d'abaissement des femmes, d'incapacité à accepter des voisins différents de soi, chrétiens, par exemple. La laïcité pour tous semblait à portée de main. Puis, de manière tout aussi instantanée et toujours dictée par une émotion hostile à la réalité, les espoirs vains se sont volatilisés.

L'auteur brocarde aussi la mirifique démocratie participative et ses prolongements intitulés démocratie délibérative ou démocratie citoyenne directe ou locale. Et que dire de la nébuleuse « intervention citoyenne de la société civile », ou de la Life Politics, au mieux accaparées par un public militant étranger à la masse des gens ordinaires.

A un niveau de signification plus élevé, la gouvernance désigne plutôt un cercle de « décideurs » discrètement cooptés, physiquement non localisés à l'inverse d'un gouvernement, par-là mal connus et rarement élus. Maîtres des sites commande centraux des sociétés industrielles, ces décideurs sont réputés partager la conviction que les grandes questions de portée collective et transnationales doivent échapper aux errements d'une volonté majoritaire des gouvernés, pour obéir plutôt à leurs choix censés rationnels et à des marchandages au sommet fondés sur des équilibres éphémères échappant à la volonté des Etats nationaux aussi bien qu'aux désirs des peuples. Cette réflexion renvoie à la pensée de George Washington et de ses amis qui considéraient que le consentement – même universel – ne peut changer le faux en vrai. A leurs yeux, la souveraineté populaire – même partielle – ne peut que conduire la société à sa perte et il convient, en conséquence, de confier le pouvoir à une élite d'hommes libérés des contraintes de l'élection.

Reste la question « *Existe-t-il une alternative à la démocratie ?* ». La fin de l'URSS a laissé un vide quant à une alternative possible. Mais le triomphe des démocraties n'est-il pas douteux ? Où est la méreuporie, la stimulation essentielle extérieure aux progrès humains ? Qui se hasarderait à penser que les courants « *révolutionnaires* » islamistes, le système chinois ou les dernières tyrannies asiatiques ou africaines sont de réels rivaux pour la démocratie ? Le jeu paraît bloqué et la démocratie accablée d'inertie.

Renvois :

Valérie CHAROLLES, *Le libéralisme contre le capitalisme*, **FuturWest N°23**.

David COSANDEY, *Le secret de l'Occident*, **FuturWest N°29**.

Emmanuel TODD, *Après la démocratie*, **FuturWest N°31**.

François GARCON, *Le modèle Suisse*, **FuturWest N°33**.

Aldo SCHIAVONE, *Histoire et destin*, **FuturWest N°35**.

Elisabeth BRISSON, *La démocratie une ou multiple ?*, **FuturWest N°36**.

On résume trop souvent la montée des intégrismes à la multiplication très médiatisée des attentats sanglants. Le phénomène ne se réduit pourtant pas à cette violence ponctuelle : en parallèle se développe, que ce soit dans les cabinets de Washington ou dans l'ombre des « révolutions » qui secouent le monde arabe, un prosélytisme fondé sur les lectures littérales de la Bible et du Coran. Le public connaît les tentatives qui ont été faites pour imposer le créationnisme dans le domaine de l'anthropologie ; mais il ignore généralement les offensives menées ailleurs, en particulier en géographie. La réinvention délirante de la discipline est le produit de l'obscurantisme le plus rétrograde qui tente de contourner les défenses scientifiques édifiées par les sociétés savantes ou les programmes scolaires de nos enfants.

Cette question, encore très peu abordée sous l'angle de la géographie, fait de cet essai une première ; il est, pour un public large, la synthèse de trois années de recherches complexes dans la production foisonnante des pseudosciences fondamentalistes.

Bertrand LEMARTINEL
Et l'homme créa la Terre
Bourin – 2012 – 285 pages

Quel livre salutaire !

Dans le combat planétaire titanesque entre les croyeurs et les penseurs, ce livre est une œuvre majeure de salubrité publique.

Le 20^e siècle avait souvent été celui de la laïcisation, voire d'une athéisation des conflits. Durant les trente dernières années, s'est produite une profonde mutation, qui se caractérise par une flagrante immixtion du religieux, et de la manière la plus brutale qui soit, dans les affrontements idéologiques. Il s'agit d'asseoir une influence politique en faisant de la religion une science et donc des écrits sacrés l'inébranlable assise de l'autorité. On tente alors, dans les cercles fondamentalistes, de donner à la Bible ou au Coran le statut d'ouvrages scientifiques à part entière ou, tout au moins, de leur conférer une apparence de science. Les sciences « dures » ont jusqu'ici vaillamment résisté et l'offensive s'est donc reporté récemment sur des domaines a priori moins coriaces...comme la géographie.

« Le Soleil tourne autour de la Terre car il est plus petit que la Terre comme le prouvent les versets coraniques, [...] Ce que j'affirme est fondé sur la science coranique, [...] Je rejette catégoriquement la science moderne, c'est une innovation d'hérétique qui n'a aucune confirmation dans le Coran. Aucun verset n'indique que la Terre est ronde ni qu'elle tourne. Quoi que ce soit qui n'a aucune indication dans le Coran est faux. »

<http://forum.dzfoot.com>

Plus grave est sans doute la tentative de pervertir l'objectivité des manuels scolaires. On espère seulement que cette intrusion dans l'espace scolaire par des voies détournées n'est pas une action concertée d'un activisme fondamentaliste agressif. Cela n'a hélas rien d'impossible. En effet, celui-ci se manifeste clairement, et jusque dans les Universités, chez les créationnistes bibliques, quand il s'agit de décrire l'évolution de la géographie des continents après leur création, par exemple.

Les littéralistes protestants aux USA ont nettement influencé l'administration des mandats de G.W.Bush par des surinterprétations des textes bibliques, allant jusqu'à démontrer que l'espace contenu entre le Tigre et l'Euphrate pouvait se loger dans des places dévolues au paradis terrestre et que l'Irak contemporaine ne pouvait que faire partie de « l'axe du mal ». Ils ont également pris une importance croissante dans les rangs de l'armée américaine, entrisme particulièrement sensible chez les officiers. (*Officers' Christian Fellowship*).

Les intégristes utilisent sciemment la manipulation du débat scientifique. La méthode est plus subtile que les conclusions auxquelles elle aboutit. Elle consiste à utiliser les conflits universitaires – indispensables à toute avancée scientifique vraie – pour nier l'ensemble des connaissances acquises. Les fondamentalistes légitiment ainsi les critiques issues d'un débat scientifique authentique pour invalider l'ensemble des acquis obtenus et proposer leur solution de remplacement, évidemment définitive puisque dictée par Dieu.

Le fondateur de la « Grande fraternité blanche universelle », V.M. RODRIGUEZ : « *Nous, les gnostiques, nous sommes les seuls à posséder les textes grecs originaux des Saintes Ecritures, à l'intérieur de notre sainte Eglise gnostique. La Bible est le livre sacré des gnostiques et seuls les gnostiques peuvent la comprendre.* » Amen.

Cette « religion de la science » s'avère pour le moins paradoxale : elle prétend au gouvernement des sociétés au nom d'une vérité, et manie l'interdiction au motif d'une imperfection du savoir. C'est la base même de la pratique fondamentaliste qui isole le Vrai et rejette le reste au nom des incertitudes. Elle introduit donc un présupposé, le « principe de précaution » [Mantra des adeptes de la deep ecology] : ne serions-nous pas encore dans le jardin édénique si Adam et Eve l'avaient appliqué en ne consommant pas les fruits de l'arbre de la connaissance ?

Les tenants du mouvement « Earth First » ne font pas mystère de leurs objectifs « *Tout d'abord, il est évident que si nous avons pris le slogan La Terre d'abord, principe fondamental, c'est que la Planète doit redevenir bleue et verte, libre de toute interférence humaine.* » Au moins, c'est clair...

Dans les chapitres 6 et 7, Bertrand Lemartinel montre les obsessions des fondamentalistes à propos du Déluge et du passage de la Mer Rouge à pieds secs, et de la place exacte du Sinaï comme relaté dans l'Ancien Testament. Cela conduit parfois à des affirmations grotesques comme le fait qu'en 1967 Moshe Dayan aurait conduit ses troupes jusqu'à Suez en six jours, comme Moïse (Moshe) ; manque de bol, c'est Yitzhak Rabin qui commandait l'offensive !

Le changement climatique n'échappe pas aux investigations et aux affirmations à sens uniques des fondamentalistes de tous poils, puisque les événements « catastrophiques » qui en découlent sont dus à la colère de Dieu ; Dieu qui s'avère vengeur et pas tellement amour comme il est imprudemment enseigné par ailleurs. « *Les catastrophes naturelles sont le résultat de notre propre comportement. Il y a beaucoup de femmes qui ne s'habillent pas décemment et détournent les jeunes hommes du droit chemin, corrompent leur chasteté, ce qui augmente les tremblements de terre.* » Kazem Sedighi, imam de Téhéran. Voir aussi www.palwatch.org

En conclusion de son opus remarquablement documenté factuellement, l'auteur nous met en garde. La porosité entre les conceptions apocalyptiques des sectes les plus repliées sur elles-mêmes et celles des fondamentalistes, en particulier ceux qui ont une vision millénariste de notre environnement naturel et social, présente des risques ; c'est l'émergence despires totalitarismes. Les espoirs de sociétés radieuses composées d'hommes parfaits créés par des élites éclairées ont conduit aux massacres de masse du 20e siècle. Leur athéisme n'excuse pas leurs horreurs perpétrées ; les justifications religieuses des fondamentalistes appuyées sur une pseudoscience n'excuseront en rien les terreurs à venir.

Renvoi :

Pascal PICQ, *Lucy et l'obscurantisme*, **FuturWest N°25**.

Trente après la décentralisation du début des années 1980 et alors qu'est mise en œuvre une nouvelle réforme territoriale, où en sont les politiques régionales en France ? Si les régions ont su se constituer au fil du temps de véritables capacités d'action, leur avenir apparaît aujourd'hui entouré d'incertitudes, que celles-ci concernent leurs ressources financières, l'étendue de leurs compétences, leurs rapports avec les autres collectivités locales ou avec leur propre espace.

S'appuyant sur des enquêtes de terrain approfondies, cet ouvrage propose d'entrer dans le Meccano des politiques régionales et d'en dresser une sociologie, en décryptant leurs modes de fabrication collectifs et leurs évolutions. Cette sociologie se veut particulièrement attentive à la manière dont ces politiques, où les conseils régionaux ne jouent parfois qu'un rôle mineur, sont formatées par des régulations sectorielles impulsées aux niveaux national et/ou européen et sont gérées de manière parfois extrêmement différenciée selon les domaines. Elle prend également au sérieux l'influence de la compétition électorale et de la vie politique locale sur leur construction.

Au final, loin du mythe désormais largement écorné d'une « Europe des régions », ce volume explore à travers le prisme de l'action publique la réalité de la régionalisation à la française.

Sylvain BARONÉ (Dir.)
Les politiques régionales en France
La Découverte – 2011 - 325 p.

Publié dans la foulée des élections régionales de 2010, cet ouvrage collectif s'attache à décortiquer l'action des régions en tentant de se détacher du contexte politique, caractérisé par le fait que 21 des 22 régions françaises sont présidées par le Parti Socialiste. Le processus de décentralisation marqué en 1982-83 par la création des régions arrive à un tournant après ces trente premières années, les réformes engagées pour la restructuration de l'Etat influencent fortement le mode de gestion des compétences des régions.

A travers une approche historique puis sociologique, l'analyse des politiques régionales s'effectue dans un premier temps sur le noyau dur des compétences (*lycée, formation professionnelle, transport express régional*), puis à des secteurs qui vont au-delà de son champ réservé (*enseignement supérieur et recherches, culture, développement local*). Ces politiques sectorielles sont observées en comparant quelques régions, à partir d'une description de l'action et du mode de gouvernance. Les extraits d'entretiens donnent une large part aux acteurs régionaux qui sont au cœur de la construction de ces politiques publiques.

La dernière partie de l'ouvrage cherche à apporter des éclairages transversaux au travers des différents niveaux du mille-feuille, en tenant notamment compte de l'Europe, ainsi que de la concertation élargie à d'autres acteurs du territoire (*entreprises, associations, citoyens...*). Cette approche débouche sur une courte mise en perspective tentée dans la double conclusion. Les hypothèses ainsi effleurées, que ce soit par exemples le découpage régional ou le rapport à la métropole, n'intègrent que trop peu un raisonnement systémique.

Alors que la majorité socialiste a renforcé son pouvoir avec les élections présidentielles de 2012, il serait intéressant de savoir, avec l'engagement de la nouvelle réforme territoriale en 2013, si l'hypothèse émise en toute fin d'ouvrage constitue le scénario le plus probable, à savoir : si on assiste à « un nouvel appriovisoement du jacobinisme », avec « une reconstitution du couple du préfet et des notables à une échelle [...] de la région ».

A quoi ressemblera le Monde en 2030 ?

Cet essai de prospective montre comment les trois géants – Chine, Inde, Afrique – vont renforcer leurs complémentarités et former un nouveau triangle de développement. Analysant les conséquences de cette recombinaison, les auteurs mettent au jour ses risques et ses opportunités pour l'Occident : dynamisme économique et culturel des diasporas, diffusion d'un low cost de qualité, business models frugaux et dont pourraient bien s'inspirer les Pays riches.

On voit ainsi se dessiner un Monde où les changements sont infiniment plus rapides et plus massifs qu'ils ne l'ont été pour notre révolution industrielle. Et si la Chine se place en tête de cette course à la croissance, les auteurs montrent qu'elle est en voie de stabilisation, tandis que l'Inde et l'Afrique devraient révéler tout leur potentiel dans les prochaines décennies. Un décalage dont l'Europe devrait savoir jouer afin de contre-balancer une Chine hégémonique.

Jean-Joseph BOILLOT & Stanislas DEMBINSKI
CHINDIAFRIQUE
Odile Jacob – 2013 – 370 pages

La lecture débute avec un grand doute : quelles sont les sources des auteurs. On y découvre le « Prix Nobel » d'économie... qui n'existe pas ! Que la Chine, l'Inde et l'Afrique dépasseront 1,5 Ghab en 2030 alors que les projections des Nations Unies les plus récentes montrent que la Chine n'atteindra jamais 1,4 Ghab. Et on nous assène que 45 % des Européens auront alors plus de 65 ans alors que les estimations récentes d'Eurostat donnent 28 % ! Donc, pour le reste – non vérifier dans le détail -, il faut faire confiance.

Cinq grandes parties composent le livre :

- = 1/ Les ressources humaines.
- = 2/ Perspectives économiques.
- = 3/ Technologie et innovation.
- = 4/ Ressources naturelles et agricoles.
- = 5/ Les cartes politiques.

Le dragon chinois : grand bond en avant et vieillissement, tel est la préoccupation d'un chapitre ; tandis que par ailleurs la puissance démographique indienne va s'affirmer. Quant à l'Afrique, c'est à une mosaïque à laquelle il faut s'attendre, avec trois Pays qui émergeront démographiquement selon JJB et SD, Nigeria, Ethiopie et Congo (*Kinshasa*).

Dans cette logique, l'essor démographique majeur de CHINDIAFRIQUE va-t-il conduire à une deuxième vague de migrations massives après celle du 19e siècle qui avait vu les Européens essaimer dans le Monde entier ? En réalité, les diasporas chinoises et indiennes progressent modérément sur la Planète et le décollage économique de CHINDIA se traduit avant tout par une prédominance des migrations internes, par centaines de millions de personnes, au demeurant. L'agenda africain est, semble-t-il, d'une autre nature pour l'instant. Se conjuguent la forte proximité d'une zone riche à la démographie déprimée (*l'Europe*) et une effervescence de la population africaine, pas encore assurée de son décollage économique (*Selon OMI-2010, les Africains représentent moins de 10% de l'émigration mondiale, et pour ceux s'expatriant hors du continent, moins de 3%*).

Le basculement démographique est aussi qualitatif avec une montée régulière du niveau d'éducation et de connaissances. Spectaculaire pour la Chine, avec des fortes inégalités provinciales et de caste pour l'Inde, et des interrogations – qui ne préoccupent apparemment pas les auteurs – pour l'Afrique où les fondamentalismes religieux vont sérieusement entraver l'accès à la raison...sauf si les femmes s'émancipent.

Concernant l'emploi, les auteurs constatent que le Monde navigue entre deux extrêmes : les Pays comme la Chine, et dans une moindre mesure l'Inde, qui ont plutôt réussi le test de l'ouverture à la mondialisation et bénéficient de localisation de production – avec néanmoins une pénurie de main-d'œuvre très qualifiée – et les Pays, comme une grande majorité de ceux d'Afrique, qui n'ont pas pu jouer cette carte et sont massivement touchés par le sous-emploi et le chômage. Le constat de l'économiste Dani Rodrik est sans appel. Depuis les années 1990, le renforcement de la spécialisation de l'Afrique dans les matières premières, au cœur du triangle CHINDIAFRIQUE, a joué contre l'industrialisation et l'emploi de ce continent. La Chine a réussi son décollage industriel grâce à une croissance continue de la productivité. L'Inde est parvenue partiellement à absorber le choc de cette Chine conquérante en se protégeant commercialement (*recours fréquent à l'OMC*) avec une dualité entre des services aux entreprises modernes et un emploi manufacturier qui progresse de manière insuffisante.

Dans la partie sur l'innovation, JJB & SD fournissent des exemples de low cost de qualité dans des domaines comme la médecine, l'électronique, les biens de consommation...inventés en Inde, notamment.

Sur le front pétrolier, bien que de nouvelles réserves exploitables s'ajoutent régulièrement aux gisements déjà connus, il apparaît que l'année 2030 pourrait bien – enfin diront ceux qui l'attendent depuis un demi-siècle – être celle du fameux « *peak oil* ». Raison de plus pour s'engager avec encore plus de volonté dans la transition énergétique, la Chine apparaissant comme la mieux placée avec ses deux fers au feu : nucléaire et hydrogène.

Néanmoins, pour ce qui est des métaux, le tableau de la p.247 laisse perplexe : les terres rares sont indiquées épuisées en 2010... alors que les physiciens expliquent et démontrent qu'elles sont recyclables à l'infini...

Le chapitre 12 est consacré à « *Nourrir les cinq milliards d'êtres humains de CHINDIAFRIQUE* ». Pour plus de précisions, nous renvoyons le lecteur à GUILLOU Marion= Neuf milliards d'hommes à nourrir – Bourin 2011 – NDJ dans **FuturWest N°42**.

Contrairement aux discours de certains néoconservateurs usiens comme Paul KAGAN qui prêtent à Pékin la volonté de dominer rapidement le Monde en devenant une superpuissance, les élites chinoises semblent avoir du temps leur allié, en cherchant avant tout à protéger les conditions d'un décollage économique loin d'être achevé et à préserver la stabilité sociale autour de l'hégémonie du Parti Communiste.

In fine, les auteurs nous engagent à accepter cette redistribution des cartes et d'anticiper sur les mutations géopolitiques en cours et à venir pour que, notamment, l'Europe ne soit pas marginalisée. De ce point de vue, ils renvoient à la question de Mark LEONARD « *Et si l'Europe dominait le 21e siècle ?* » ; NDJ de ce livre dans **FuturWest N°41**.

Notre conclusion provisoire est de ne pas avoir trouvé dans ce copieux livre des analyses autres que conventionnelles, et surtout pas – malgré ce qui est annoncé – de prospective, c'est-à-dire des scénarios contrastés et alternatifs. L'ouvrage de Jean-Joseph BOILLLOT « *L'économie de l'Inde* » – La Découverte 2006, nous avait beaucoup plus convaincus => **FuturWest N°22**.

Voir aussi :

Dani RODRIK, *Nations et mondialisation*, **FuturWest N°36**.

Kishore MAHBUBANI, *Le défi asiatique*, **FuturWest N°42**.

François GODEMENT, *Que veut la Chine ?*, **FuturWest N°46**.

La grande distribution propose des produits bio importés de l'autre bout du monde, à l'empreinte écologique catastrophique, cultivés par des ouvriers sous-payés et revendus entre 5 et 10 fois leur prix d'achat. Pendant ce temps, des paysans vendent leurs produits bio avec une réflexion sur un prix juste, sur des marchés de plein vent ou au sein d'AMAP. Plutôt qu'une démarche indissociablement écologique, sociale et politique, peut-on réduire la bio à une distribution d'aliments sans pesticides pour consommateurs inquiets de leur santé ? La bio peut-elle se mettre au service du « bien-être » d'une partie de la population sans ébranler les fondements de la société de consommation ?

Ce livre collectif est l'aboutissement du travail de journalistes, sociologues, agronomes et paysans.

Philippe BAQUE (Dir.)

La bio entre business et projet de société

Agone – 2012 – 426 pages

L'auteur est un journaliste visiblement très engagé autour d'une idéologie mettant en avant les petits producteurs bio, les circuits courts et une agro-écologie sociale, versus une agriculture biologique intensive au service de la production et la distribution industrielles. Le livre alterne entre des chapitres concernant un voyage mondial du bio, où il donne en contraste de multiples exemples précis et étayés sur les deux types de bio, et des chapitres historiques ou transversaux. Pour chaque pays dans lesquels les exemples sont tirés, un travail historique et géographique bien documenté est retranscrit, aussi bien sur l'agriculture que sur la bio.

Ainsi il s'interroge en filigrane sur le sens de la bio, qui pour lui est davantage un projet de société qu'une technique agronomique, c'est la thèse qu'il va défendre. La bio est diversifiée et il va le montrer. Elle est « *tendance* », mais il existe selon lui une véritable demande que les choix politiques n'encouragent pas, l'augmentation de la production ne suffit donc pas. Dans le chapitre concernant la grande distribution, il indiquera que 35 % des produits bio en France sont importés, mais aussi que la bio ne concerne que 2% de la consommation alimentaire.

Les principes fondamentaux de l'agriculture biologique sont expliqués pour les non-initiés (*fertilité des sols, gestion des ravageurs, des maladies, amélioration des plantes et des animaux*), et les courants fondateurs sont décrits :

- = la biodynamie de Steiner, qui utilise le principe de force cosmique de l'univers,
- = l'agriculture organique de Howard, qui valorise l'activité biologique naturelle du sol,
- = l'agri organo-biologique de Hans et Muller qui prône le compostage et l'ajout d'activateurs microbiens pour la fertilité des sols,
- = la permaculture de Fukuoka qui mise sur une agriculture naturelle non perturbée, avec couverture permanente des sols.

En ce qui concerne les pays visités, il explorera, à titre d'exemple : la Colombie, où canne à sucre et huile de palme bio sont des monocultures ne préservant pas l'environnement et dont le monopole condamne les petits paysans ; l'élevage de volailles bio français dont l'intégration et l'intensification ne permet pas de la distinguer de l'élevage industriel classique, les différences concernant l'alimentation bio et un nombre de traitements allopathique limité ; contraste avec des petits paysans bio convaincus ne s'appuyant pas sur « *un choix stratégique de recherche de marché* » ; l'obsession exportatrice du Maroc qui, devant un marché alléchant (*maraiçage, plantes médicinales et aromatiques*), sacrifie ses sols, son eau et le droit du travail ; l'Andalousie et ses fraises bio hors-sol qui « *importe des femmes [main d'œuvre bon marché] pour exporter la bio* » ; le problème du développement du lait bio en France, les prix n'étant pas attractifs, et la collecte mal organisée (2% en France, contre 13 % en Autriche ou 9 % au Danemark) ; le contraste entre les grandes productions intensives en Israël et des petits producteurs

qui s'organisent en circuits courts et ne cherchent pas la certification. Etc.

La bio, pour être reconnue comme telle, doit être labellisée. Il existe plusieurs organismes certificateurs, mais là aussi l'auteur joue les petits contre le gros. Le gros, c'est Ecocert, « *un certificateur sans états d'âme* » qui, au nom d'une démocratisation de la bio, encourage les grosses structures. Les petits, c'est Demeter sur la biodynamie, Nature et Progrès dont l'auteur ne tarit pas d'éloges. A souligner un exemple de biobreizh qui cherche à se démarquer de la bio industrielle avec une organisation de producteur « *à part* », visant l'autonomie.

Un portrait d'une grande distribution castratrice est dressé. Alors que la France semble avoir la plus forte densité d'hypermarchés par habitant au monde, ils se sont emparés de la bio depuis peu, pour la faire passer d'une consommation élitiste à une consommation accessible, cherchant à casser les prix et donc assujettissant les producteurs. Même les biocoop semblent aux yeux de Baqué vendre leur âme puisqu'elles se professionnalisent dans des stratégies marketing, dans un combat intérêt économique versus éthique. Il propose alors d'autres exemples de circuits de distribution : les groupements d'achat bio de consommateurs, les organisations de producteurs en vente directe de la confédération paysanne, les AMAP.

L'auteur avance alors que comme le bio est compatible avec la monoculture, la concentration de la production comme de la distribution, et avec l'exploitation du travail, il faut envisager au-delà du bio l'agro-écologie comme un outil de transformation sociale, qui s'appuierait sur la redécouverte par les sciences agronomiques des savoirs paysans combinés aux sciences sociales, pour « *assurer une coévolution harmonieuse et équilibrée entre nature et relations sociales* ». Il cite deux exemples de tentatives allant dans ce sens. L'AEI (*Agriculture écologiquement intensive*) de Michel GRIFFON, prometteuse sur la fertilité des sols, mais comme elle n'interdit pas les pesticides et engrais chimiques, elle va contribuer à la perte de l'agriculture paysanne. L'autre est une agriculture à « *haute valeur ajoutée environnementale* » encouragée par FNE, mais pour l'auteur c'est une récupération normative et bureaucratique de la bio.

L'auteur conclut alors que la bio traverse une crise identitaire, il faut donc « *une autre bio pour un autre monde* ». Le bio doit donc remettre en cause le capitalisme et l'économie libérale et être porteur d'un projet de société. Les pistes qu'il propose sont « *le droit à la terre comme bien commun* » (*non sans une certaine nostalgie pour le Larzac*), et un changement social radical nécessaire, où changement climatique et inégalités sociales doivent être résolus ensemble.

MPF

La France s'est considérablement affaiblie depuis une quinzaine d'années. La progression du chômage semble hors de contrôle. Le rapport Gallois a contribué à une prise de conscience des racines des problèmes que connaît notre pays. Centré sur les difficultés de l'industrie manufacturière, il n'a pourtant pas fait un diagnostic complet de nos maux. Et les mesures prises par le gouvernement à la suite de ce rapport sont insuffisantes. Le déficit extérieur ne se réduit pas.

Christian Saint-Etienne démontre le mécanisme infernal, à l'œuvre depuis longtemps, qui explique la profondeur la crise que nous traversons. Il indique surtout les voies pour vraiment reconstruire notre appareil de production et repenser notre système institutionnel afin de stimuler une vraie création de richesses en France et d'impulser une sortie de crise en Europe. C'est à cette condition que nous pourrons à la fois croître à nouveau, créer des emplois, réduire notre endettement et sauvegarder notre modèle social.

Il nous reste peu de temps si nous voulons que la France se rétablisse et réaffirme son modèle, qui peut être à nouveau exemplaire.

Christian SAINT-ETIENNE

France : Etat d'urgence, Une stratégie pour demain
Odile Jacob – 2013 – 200 pages

Deux parties fondamentales, D'abord le diagnostic avec l'origine de notre crise, le concept collectif de médiocratie consentie, ensuite la seconde partie sur les voies du futur avec une double proposition d'un nouveau modèle stratégique et démocratique français et européen.

1) Pour la première partie sur le diagnostic, deux axes d'analyse sont pris en considération par l'auteur :

- D'abord sur le plan philosophique et sociétal, la question centrale de la liberté permettant de faire comprendre les causes du déclin économique au travers du concept collectif choisi par nos élites de médiocrité consentie.
- Ensuite les conséquences au plan économique des raisons sociétales du déclin, à partir du choix collectif du contrat social retenu ci dessus.

1-1) Sur le plan philosophique, Deux visions de la société s'opposent sur la question centrale de la liberté

Le droit d'être : Si l'homme peut choisir il est responsable de son choix, mais il a ou non à respecter une obligation morale. La volonté de l'homme et le hasard de la vie et ce que l'homme en fait est aussi important dans le parcours d'un individu que les nécessités qui s'imposent à lui. L'homme est doté d'un libre arbitre au-delà des nécessités qui le contraignent et il existe une obligation morale qui permet de penser la condition humaine. Le contrat social correspondant associe libre arbitre et égalité des chances. Ce contrat social repose sur l'économie de marché fondée sur l'effort et la prise de risque personnelle. Ce contrat de liberté et d'égalité des chances conduit à instaurer un état républicain puissant et efficace qui fixe les règles, normes incitations et orientations stratégiques, permettant de consolider les fondements du développement économique et social du pays. Seule une solidarité conditionnelle peut nous faire sortir du chômage de masse.

Le droit d'avoir : A l'inverse si le choix est causé ou déterminé, malgré lui ou hors de lui, c'est la cause qui est responsable. Cette idéologie déterministe est suivie depuis le début des années 80, à savoir que l'homme n'est pas responsable de ses actes, mais il obéit à un champ de forces qui lui sont extérieures. Le contrat social correspondant est le contrat déterministe et égalitaire de résultat avec la mise en place d'un état providence généralisé et inconditionnel en termes d'efforts des bénéficiaires. L'homme est ainsi un automate surdéterminé sans obligation morale avec une vie rythmée par les RTT,

les vacances et la retraite comme horizon de vie humaine.

Le basculement des droits d'être vers les droits à avoir, comme origine sociétale fondatrice du déclin français en marche depuis 30 ans, qui nous a fait entrer dans la médiocrité consentie et l'égalitarisme haineux. Ce basculement est la source de l'impuissance politique française à envisager l'avenir autrement que sur le mode de la plainte geignarde. Le manque de lucidité de nos élites sur ce basculement est sur le point de provoquer un déclassement brutal de notre puissance et une forte baisse de notre niveau de vie au cours de l'actuelle décennie, voire du quinquennat actuel.

Le citoyen de raison libre et responsable doté de droits imprescriptibles d'être devient un automate surdéterminé dotés de droits illimités à avoir, au mépris de toute responsabilité et de toute implication dans le monde du travail. La liberté n'est plus fondée sur l'autonomie de l'être de raison, mais sur la prédation du bien public, correspondant à une dégénérescence de la liberté, facteur de danger.

Il en résulte qu'un authentique gouvernement de la cité sur le long terme est devenu impossible. L'émotion s'est substituée à la raison comme mode d'analyse des problèmes. La médiocrité égalitariste est fondée sur la négation de l'authentique liberté de l'homme qui s'affirme comme auteur et responsable de ses actes aujourd'hui et demain. La république de l'envie est construite sur l'homme irresponsable qui ne se meut à court terme que pour assouvir ses passions. La médiocrité consentie est la marque d'une pseudo-république des droits à avoir.

Il n'y a plus de hiérarchie objective des normes ou de pensée. La recherche de l'excellence est une relique du passé, la compétition régulée doit s'effacer devant un solidarisme permissif et la dépense publique est la grande main visible qui rabaisse les mérites des meilleurs au niveau des médiocres. Ainsi l'état est obèse et inopérant pour créer le futur, mais il est efficace comme instrument de l'abaissement des hommes libres.

1-2) Les conséquences économiques, de cette erreur sociétale fondatrice

La France est en train de rater totalement la troisième révolution industrielle actuelle qui se déploie de 1980 à 2030, ce qui produit un violent mouvement de désindustrialisation, dont les mesurette gouvernementales suite aux rapports Gallois ne pourront que freiner légèrement cette glissade impressionnante.

L'auteur développe l'incapacité de la France et de ses élites à avoir su surfer sur les 3 grandes mutations décisives en marche depuis les années 80,

- L'émergence d'un nouveau système technique, fondée sur l'innovation fruit de deux transformations prodigieuses, le développement de l'économie de l'informatique avec internet et l'avènement de l'économie entrepreneuriale fondée sur l'innovation dont les conséquences sont le bouleversement des modes de production et de distribution. L'auteur développe ce concept d'économie entrepreneuriale qui repose sur le couplage de la conception assistée par ordinateur de la production conduite par des systèmes informatisée et de distribution fondée sur la numérisation des relations avec les clients. Cette économie entrepreneuriale est le moteur de la croissance future de la productivité intensive et est le principal facteur d'explication des écarts des taux de croissance entre pays. La conjonction de l'essor de l'économie de l'informatique et d'internet et de l'économie entrepreneuriale de l'innovation qui se met en place depuis 30 ans avec une accélération foudroyante depuis 15 ans entraîne la mutation technique la plus totale, la plus brutale, double rupture bouleversant violemment la micro économie, la macro économie, le management d'entreprise, le contrat social, la gouvernance mondiale et l'organisation européenne. Dans ce nouveau système le cerveau d'œuvre remplace la main d'œuvre.

- L'émergence d'un nouveau système de financement de l'économie, La finance rend possible le fonctionnement de l'économie réelle de production et de distribution de biens et de services, la monnaie qui en dérive, rend possible l'activité réelle dans une économie moderne. Pour assurer le financement de ce nouveau système technique, il faut une finance entrepreneuriale, une

iconomie entrepreneuriale de fonds propres.

- La transformation de l'espace par la métropolisation de la croissance. Les métropoles modernes sont donc des villes multi activités à forte densité maîtrisée de population qui visent à favoriser une iconomie entrepreneuriale, à partir de l'optimisation conjointe des systèmes de transport et d'informations des habitants, des systèmes de recherche et de financement d'une économie de l'innovation. Une métropole moderne doit être le bol dans lequel se fabrique l'élixir biologique de l'iconomie entrepreneuriale, par un processus de métropolisation et d'attraction des talents en donnant envie de s'y installer dans un contexte concurrentiel sévère entre grande ville.

Christian SAINT ETIENNE développe le blocage de la France qui s'est intensifié dans les années 90 quand nos élites ont confondus l'avènement de l'iconomie entrepreneuriale avec l'émergence d'un modèle postindustriel post travail, associé à un modèle économique sacralisant la dépense publique à crédit et à un territorialisme de l'impuissance, dans laquelle l'ensemble du pays s'est plongé avec un délice suicidaire et aveugle, ne pouvant produire qu'effondrement sauf si un puissant sursaut salvateur est mis en œuvre.

Dans ce contexte d'affaiblissement économique, il y a une véritable crise massive de l'intelligence française. Le progrès est devenu suspect, la raison s'efface devant l'opinion personnelle. La responsabilité dans sa version pénale ne s'applique qu'aux rares acteurs responsables, minorité constamment humiliée par une écrasante majorité de spectateurs critiques. Le choix sociétal des droits à avoir avec sa préférence pour le court terme et pour la consommation au détriment de l'investissement et la compétitivité, sont les deux faces d'une même pièce déterministe dans la main d'un automate irresponsable.

L'Etat en 2012, par une fiscalité fortement alourdie sur les classes moyennes et entrepreneuriales a renforcé le modèle de consommation tirée par une dépense publique débordante au lieu de la réduire en 2013 d'un montant supérieur à l'effort fiscale exigé, à condition d'adopter un modèle d'innovation et de productivité. L'état tourne le dos à la transition vers un modèle de renouveau économique incontournable pour le redressement du pays.

Cette double erreur stratégique et sociétale prépare une rupture de notre modèle sociopolitique qui sera d'une violence inouïe. La France est au bord du dépôt de bilan économique et moral, car elle a renoncé à se battre, puisqu'elle n'est responsable de rien, Tout est la faute des autres la globalisation, l'Allemagne, l'Euro, l'immigration.

La France est devenue une république peureuse, paresseuse, pépère, arrivant au bout de ce projet faramineux, d'être une grande Corrèze fascinée par la littérature du 19^{ème}, de la foire aux bestiaux, des arts premiers, des RTT, des ronds points, des festivités musicales et de la retraite.

2) Bien que les deux parties de l'ouvrage soient de même ampleur, pour la présentation de cette seconde partie, cette NDL sera beaucoup plus courte pour faire durer le suspense et donner envie aux futurs lecteurs de lire ce livre décapant de vérité et de remise en question salvatrice que tout jeune étudiant devrait dévorer par souci de lucidité sur son avenir.

Après le bilan de l'apocalypse, vient l'Aurore du renouveau.

L'auteur développe les conditions d'un nouvel espoir économique qui exige :

- Une remise en question fondamentale de l'ensemble des élites politiques économiques et de toute la population française pour faire émerger 4 révolutions salvatrices.

Un nouveau système productif industriel exportateur d'une économie financée par une finance entrepreneuriale de fonds propres, impliquant des efforts et un rythme de dynamique

incontournable que Christian Saint Etienne quantifie.

Une nouvelle organisation européenne à partir d'une fédération économique et monétaire se dotant d'un projet politique stratégique.

Un nouveau modèle stratégique, fiscal et institutionnel français à même de créer et développer le nouveau système productif.

Un nouveau modèle démocratique pour la France et l'Europe, à partir d'un nouveau pacte productif et social et une réforme fiscale équitable en traçant les épures financières nécessaires jusqu'en 2018 pour la France faisant apparaître les champs des possibles auxquels nos gouvernants actuels ont tournés le dos.

- Les questionnements fondamentaux pour bâtir la France du futur, sur les plans économiques, philosophiques et sociaux, politiques :

Quelle société voulons-nous ? Rester dans une société déterminée de droits d'avoir, de spectateurs irresponsables et critiques ou s'engager dans une vision sociétale de droits d'être de l'homme, acteur libre et responsable, coopérateur et autonome.

Savoir inventer une société de l'innovation et de la responsabilité en passant d'une économie hiérarchique de main d'œuvre à une économie relationnelle de cerveau œuvre et d'un modèle postindustriel post travail mu par la consommation à un modèle industriel exportateur privilégiant l'innovation et l'investissement.

Saurons-nous passer d'un Etat hiérarchique à un Etat stratège mobilisant métropoles et régions ?

Une traduction institutionnelle par certains coté révolutionnaire dans un état jacobin comme le notre, avec un renouveau de la liberté au travers d'un nouveau système sociétal de décision délibérative.

Saurons-nous briser la chaîne de la régression dans laquelle la république de Mitterrand, Chirac et Hollande a enfermé le peuple français.

Saurons nous passer d'une application mensongère du triptyque liberté de faire ce que je veux, égalité de droits sans efforts et excellence, fraternité d'envie au triptyque des lumières de la liberté action responsable, assumée dans la confiance du progrès, égalité des chances, et encouragement à bien faire, fraternité entre hommes libres responsables et acteurs de leurs destins personnels dans la délibération conjointe et collective.

JBK

MEMOIRES DU FUTUR

suite

« Un voisin durable, c'est un voisin qui trie ses déchets et me surveille pour que j'en fasse autant. Une amitié durable, c'est une amitié où l'on ne met pas en danger l'avenir de la planète, même en paroles. On évite d'aborder les sujets qui fâchent. On gobe le discours moralisateur avec le sourire. On accepte l'opportunisme marchand en ouvrant son portefeuille. On se garde de penser sans gourou, sans nounou. On se retient.

Ce livre raconte comment je ne me suis pas retenu. »

legor GRAN explore, dans un style décapant, les limites de l'amitié et les contradictions de l'idéologie écologique.

legor GRAN

L'écologie en bas de chez moi

POL – 2011 – 165 pages

On ne lira pas ce roman pour son scénario, il n'y en a pas, si ce n'est que l'aversion du narrateur pour la bonne conscience bien pensante aura raison d'une amitié de longue date. L'intérêt est ailleurs : avec un humour caustique, legor Gran règle ses comptes avec « l'écologisme » qu'il surnomme « *le prurit écolo* » et dénonce comme une véritable nouvelle religion, avec tout ce qui l'accompagne : le prosélytisme, les gourous, voire les « *bulles papales* » que sont les conseils en tous genres.

Né en Russie, il a gardé quelques réflexes de méfiance vis-à-vis des tentatives de ceux qui voudraient « *réfléchir à [sa] place* ».

Il n'aime pas (*mais vraiment pas*) le film Home de Yann-Arthus-Bertrand, « *film de propagande [qui se proclame comme tel sans complexes]* », qu'il dénonce comme l'archétype du produit de greenwashing, avec la bénédiction de Luc BESSON, François-Henry PINAULT... On peut lui reprocher d'atteindre en plusieurs occasions le point Godwind, (*même sous prétexte du genre littéraire choisi et assumé*) notamment lorsqu'il compare Yann-Arthus Bertrand avec la célèbre auteure des films de propagande Nazi : « *Par la forme de son discours, Yann est le digne héritier de Leni Riefenstahl, sans avoir, et de loin, son audace créative* ». « *Similitude des techniques, similitude des moyens de propagande* ». D'autres allusions sont faites à Hitler, à Krupp... Il invente même les « *Planetejugend* »...

Lorsque le « *prurit écolo* » n'est pas comparé, au 3e Reich, il est vu comme une secte : « *L'annonce de la fin du monde est une caractéristique de l'écolo-psychose et un fort symptôme de religiosité. Toute secte digne de ce nom a une Apocalypse à son arc* ». Le tri sélectif a ses « *mollahs* », l'écologisme est « un Dieu nouveau, contraignant et pugnace », célébré lors de cérémonies religieuses : salon du développement durable, semaine européenne du vélo, etc. La comparaison entre les pratiques religieuses coercitives et la promotion du développement durable est particulièrement développée dans l'ouvrage ; l'auteur met en évidence la transmission du mécanisme de culpabilisation judéo-chrétienne dans les discours écolo-sectaires, les moyens de pression psychologique que le voisinage « *bien pensant* » lui fait subir « *pour la bonne cause* », en se remémorant ce que les « *bonnes causes* » ont produit dans d'autres pays et en d'autres temps, en notant même « *quelques troublantes similitudes* » avec la Révolution culturelle chinoise.

Il démontre (*et démonte*) les mécanismes qui, insidieusement, tendent à établir un « *ordre nouveau* » basé sur la morale du développement durable, qui établit une censure, une autorité et une dynamique moralisatrice, par laquelle, en d'autres temps, on brûlait les sorcières ; son climato-septicisme « *suffira amplement pour [le] faire brûler comme hérétique dès qu'une fraction radicale et armée du Giec aura pris le pouvoir* ».

Le « *tourisme durable* » se fait également étriller : ce terme est « *au mieux un oxymore involontaire, au pire un non-sens vicieux, digne d'Orwell et de son « la liberté, c'est l'esclavage » puisque le tourisme le plus durable serait celui où l'on resterait à la maison sans salir les coins sauvages de la planète ni émettre de CO2* ».

Le commerce équitable, le réseau Biocoop, ne trouvent pas plus grâce à ses yeux. La description d'un magasin Biocoop est assez irrésistible... et terriblement de mauvaise foi : « *Un des rares magasins du Monde occidental où les caissières-vendeuses font exprès d'être froides, suffisantes et constamment débordées (en plus d'être laides – mais là c'est subjectif)* ». La récupération mercantile du « prurit » a également son chapitre, car « *le commerce est le meilleur pilier du sacré* ».

De même, legor Gran cherche à démontrer que le développement durable est un moyen pour l'Occident de pérenniser son emprise sur les pays sous-développés. Le « prurit » s'y exporte aujourd'hui « *comme on a exporté nos machines-outils, nos surplus de l'armée, nos Citroën Mehari. Eux, qui aiment à récupérer nos grigris nos tee-shirts Coca-Cola, nos Nike pourries (...), eux, ces réservoirs de consommateurs dont dépendent nos emplois se laisseront bien convaincre par la nouvelle mode* ».

Loin d'être un simple pamphlet-défolioir, ce livre regorge de notes et de références documentées, qui tendent à donner un peu de recul au lecteur. Mais le sérieux ne dure jamais longtemps ! Ainsi, lorsqu'il est question de réchauffement climatique, il est rappelé que, du fait du forçage orbital de la Terre, celle-ci connaîtra un nouvel âge glaciaire dans 20 000 à 50 000 ans. « *Vingt mille ans. Ceux qui font au quotidien leur petit geste pour la planète mesurent la vie à l'échelle de leur petite érection* ».

Autre exemple de « mise au point » un peu oubliée : il est rappelé que la raison d'être du Giec (surnommé le « groupe-groupe » dans le livre) n'est pas de conduire des études scientifiques, mais « *de réunir les articles parus dans la presse scientifique, ET C'EST TOUT. Disons que c'est un Argus de la presse, de taille rachitique (une dizaine de personnes employées à temps plein et logées dans les bureaux de l'Organisation météorologique mondiale à Genève)* ». En un sens, la fulgurance avec laquelle le Giec a acquis une influence mondiale est une revanche de la climatologie, qui était il y a quelques décennies « *le vilain petit canard des études d'ingénieur* ».

Avec un peu d'ironie, legor Gran peut être considéré comme un de ces lanceurs d'alertes chers aux écologistes. Cependant, à la différence de ses collègues, il ne s'est pas penché sur telle ou telle activité économique pouvant causer des dommages environnementaux, mais sur le mouvement écologique lui-même. Il nous met en garde contre les mécanismes qui transforment les convictions et engagements en dogmes, avec toutes les conséquences que cela comporte (et auxquelles un natif des pays de l'Est peut vite être sensible...).

En outre, legor GRAN a inventé un nouveau genre littéraire : le roman-notes-de-bas-de-pages. Celles-ci occupent parfois la quasi-totalité de la page, mais comme écrit malicieusement l'auteur avec auto-dérision dans l'une d'entre elles : « *il ne faut pas abuser des notes de bas de page* »...

PYH

Qu'est-ce que l'émergence ? L'idée soutenue par certains scientifiques selon laquelle des propriétés nouvelles apparaissent au cours du passage de la particule élémentaire aux galaxies et de l'amibe à l'Homme. Ainsi, le tout serait plus que la somme des parties. Un exemple : nos décisions conscientes changent le comportement des neurones dont elles procèdent, pourtant, justifiant par là notre liberté. Contre l'ancien idéal scientifique du réductionnisme, ce renouveau de l'émergence présage une révolution comparable à celle opérée par Galilée lorsqu'il substitua le point de vue copernicien à la vieille cosmologie ptoléméenne.

Chaque jour d'un certain printemps, Sagredo, Simplicio et Salviata (les trois protagonistes du célèbre livre de Galilée, actualisés par Rémy Lestienne) parcourent les rues de Paris à la rencontre d'illustres scientifiques, tels James Clerk Maxwell, Charles Darwin ou Ilya Prigogine. Avec eux, ils disputent de la part prise par l'émergence dans leurs disciplines respectives. En les écoutant, on découvre les enjeux formidables dont cette nouvelle querelle est porteuse pour la science et la philosophie.

Rémy LESTIENNE
Dialogues sur l'émergence
Le Pommier - 2012 - 215 pages

Succulent pastiche du "Dialogue sur les deux grands systèmes du monde" de Galilée. Celui-ci en 1632 pour comparer le système de Ptolémée, la terre au centre de l'univers, et celui de Copernic, la terre et les planètes tournant autour du soleil, fait dialoguer ensemble trois personnages fictifs : Simplicio argumentant dans le sens de Ptolémée, Salviata alias Galilée dans celui de Copernic et Sagredo homme de bon sens qui cherche à comprendre et pousse par ses questions les deux experts à exprimer plus largement leur point de vue et les conséquences de leur représentation. On sait que la méthode permit à Galilée d'exprimer sa préférence (ce qui lui avait été interdit, la papauté attendant une expression neutre et égale des deux systèmes) mais ne lui évita pas la condamnation. Il est vrai cependant qu'il évita le sort de Giordano BRUNO !

Dans les "dialogues sur l'émergence" l'auteur reprend la formule de Galilée en distribuant les rôles ainsi : Sagredo, le plus âgé des trois, jouera l'entremetteur, pour alimenter les réflexions de Simplicio, pur réductionniste scientifique (*pas scientifique*) et dame Salviata scientifique ouverte au concept nouveau (*émergent !*) d'émergence, il invitera au cours de cinq journées en huit rendez-vous des savants (*morts ou vifs*) représentatifs, à leur époque, d'une pensée émergente et témoignant d'évènements signes d'émergence.

Suivons les rendez-vous un à un.

1er rendez-vous : nos trois amis se rejoignent au café Des Deux Magots, boulevard Saint Germain à Paris. Objectif se consacrer, cette semaine, à l'étude approfondie et à de large discussions sur l'émergence dans la nature. Mais Sagredo veut d'abord insister sur « *le pouvoir de la science et de sa méthode, qui sont pour lui "le seul chemin valable pour la connaissance"* ». Pour cela faire retour aux origines de la méthode : Francis Bacon, non plutôt Descartes et son "Discours de la méthode" de 1637. Méthode dont le deuxième et troisième préceptes fondent le réductionnisme qui permet d'expliquer un phénomène en considérant les éléments qui le composent ainsi que leurs interactions. La notion de force d'attraction expliquant le mouvement des planètes et la chute des corps, l'agitation des atomes expliquant la chaleur et les lois de la thermodynamique... Sagredo résumant « *Au fur et à mesure que l'on créait des concepts nouveaux dans les sciences, la stratification de la nature en niveaux s'emboîtant les uns dans les autres est devenue de plus en plus évidente... On a longtemps cru que le niveau des atomes était le plus fondamental... Mais c'est du côté des sciences de la vie que l'analyse en niveaux s'est, d'emblée, montrée nécessaire et efficace.* » Ce phénomène de réduction dans la physique classique est en particulier dû à Maxwell pour la thermodynamique puis l'électricité et le magnétisme... Tout ceci mérite d'être approfondi, le plus simple est d'inviter Maxwell à rejoindre les trois amis. En attendant Carnap (*le logicien*) est rejoint par le groupe à la brasserie Lipp. Bientôt rejoint par Maxwell, le groupe

engage un débat où les travaux de Maxwell (vers 1860) sont croisés avec ceux de Dirac (début du 20^{ème})... Ce qui permet à Salviata de mettre en évidence un phénomène inexplicable par la démarche réductionniste : la supraconduction. Cependant tous s'accordent sur l'importance des mathématiques et en particulier de la géométrie, des symétries, dans les succès de la démarche.

Sagredo, dynamisé par les débats de cette matinée, poursuit seul au jardin du Luxembourg, sa méditation sur les symétries. Symétries dont la croissante abstraction est à l'origine de la découverte du photon et de nombreuses autres particules, et de la recherche (croyance ?) en la théorie du GUT (Grand Unification Theory). Mais il existe toujours des phénomènes qui échappent aux explications de la physique, comme la stabilité apparente du proton et du neutron. De plus la complexité des phénomènes s'oppose à la démarche réductionniste. « Elle ne permet pas d'appliquer la méthode cartésienne, car les interactions n'existent pas seulement entre les parties décomposables des systèmes entre elles, mais aussi entre ces parties et le tout, d'une façon solidaire : c'est au fond l'idée fondamentale de l'émergence. » Et pour finir la mécanique quantique a posé que « le concept de cause n'appartient pas à l'ontologie véritable des choses, sauf d'une manière statistique. »

Le 2^{ème} jour nos amis se retrouvent au musée du Conservatoire des arts et métiers, où Maxwell les rejoint. En ce lieu la thermodynamique est présente à chaque étape, et les évocations se succèdent, Watt, Clausius, Périer, Bernoulli... La vapeur - de la machine à vapeur - conduit à évoquer l'eau. Bel exemple de propriétés émergentes que rien ni dans l'Hydrogène ni dans l'Oxygène permet de prévoir. Il en est de même de la molécule d'ammoniac qui en plus de ses propriétés émergentes, existe sous deux formes, images l'une de l'autre dans un miroir. Mais l'étude quantique d'une seule molécule montre que les deux formes existent en même temps, ou plus exactement que la notion de forme n'a pas de sens pour une molécule isolée. Encore une exception au principe réductionniste. Mais le « pire » dans ce musée arrive avec le pendule de Foucault. Son mouvement prouve la rotation de la terre. Bien. Mais son mouvement ne dépend pas de la terre, il est dépendant de l'ensemble des masses de l'univers. Il dépend d'un phénomène collectif. Robert Laughlin, Prix Nobel de physique en 1998, n'hésite pas à dire « que les lois de la physique sont telles qu'elles sont, non pas par un décret du Créateur portant sur les particules élémentaires, mais en vertu d'une sorte de solidarité universelle, de l'étoffe du monde ; bref, qu'elles émergent du monde, et non pas l'inverse. » Au fond « c'est en s'organisant en structures hiérarchiques que le monde se découvre des principes d'organisation nouveaux et des lois nouvelles. » Voilà que ces choses semblent avoir un lien avec le temps, et inverser les rapports entre la partie et le tout !

Le 3^{ème} jour le groupe des trois se retrouve Place Saint-Michel pour rejoindre à pied le Jardin des Plantes où ils seront rejoint par, rien moins que, Charles Darwin ! En cheminant ils reviennent sur la notion d'émergence. S'agit d'un artefact lié à notre mode de raisonnement ou d'une "réalité" ontologique ? Certains « distinguent l'émergence nominale (degrés zéro de l'émergence) de deux autres degrés de l'émergence, l'émergence faible et l'émergence forte. » L'émergence faible concerne des systèmes complexes pour lesquels les connaissances des propriétés des composants ne permettent pas de prévoir les propriétés du système, mais quand celles-ci apparaissent, il est possible de les justifier en termes réductionnistes. L'émergence faible n'est qu'une autre forme d'émergence épistémologique. Mais, réaffirme Salviata en évoquant les travaux de C. Llyod Morgan, il existe des situations où non seulement l'action des composants ne peut être prédite, mais où le système en retour agit sur ses parties. « Il y a donc une causalité descendante du phénomène émergent au niveau global sur les composants, ou pour faire bref du tout sur les parties. » la supraconductivité illustre cela, mais quid du pendule de Foucault ? Où le tout des masses pesantes de l'univers agit sur cette petite, toute petite partie, qu'est le pendule.

Arrivé au jardin des Plantes le groupe est rejoint par Darwin ce qui permettra un débat éclairant entre le lamarckisme moderne et le darwinisme de stricte obédience, la sélection souhaité et le caractère aléatoire de la variation. La double face de la sélection darwinienne qui facilite l'adaptation aux contraintes extérieures et dans le même temps spécialise les espèces. La dissymétrie entre croissance en taille et en complexité, souvent permises et la direction opposée, souvent létale.

L'après-midi pour les trois se poursuivra dans le patio de la Grande Mosquée de Paris. Ils feront

retour sur l'émergence forte et la causalité top-down qu'impose ce concept, causalité en conflit avec la transitivité des relations de causalité. Pourtant les relations entre pensée et cerveau, en particulier les conclusions des travaux de Roger SPERRY, semblent aller dans ce sens-là. Bien, une action de la pensée, mais probablement décalée dans le temps, diachronique par rapport aux processus neuro-physiologiques. Voilà des questions qui mériteraient de consulter Roger SPERRY. Celui-ci disponible après-demain rejoindra alors le groupe. Pour le moment, ce diachronisme, cette "bifurcation", entre les états physiologiques avant et après la pensée, qui ne choque pas les théoriciens du chaos et de la complexité, justifie de consulter l'un d'entre eux : Iliya Prigogine.

Cette rencontre a lieu le 4^{ème} jour à Gif-sur-Yvette, au château appartenant au CNRS. En attendant Prigogine, le groupe revient sur la notion d'entropie, sur les travaux d'Henri Atlan, de François JACOB. A son arrivée Prigogine évoquera ses travaux en thermodynamique des systèmes ouverts et cette question centrale dans sa vie : « *comment la complexité peut-elle advenir dans un univers soumis à la loi de croissance de l'entropie ?* ». Puis la découverte des états d'équilibre stationnaire, gros producteurs d'entropie et qui évacuent celle-ci vers l'extérieur, ce qui prouve que « *l'environnement aide positivement le système à s'auto-organiser* ». Découverte couronnée par la notion de structures dissipatives, lesquelles sont des systèmes ouverts échangeant avec leur environnement matière et énergie. « *De plus, du point de vue de leur structure interne, ces états organisés ont diminué la valeur de leur entropie : on dit qu'ils ont gagné en négentropie (entropie négative), mais c'est au détriment d'une plus grande production d'entropie dans leur environnement.* » Ce système organisé ressemble [?] à la vie ! Est vivant ? Est-ce ainsi que la vie est apparue sur terre, ou ailleurs ? En tous cas, les lois de la nature suffisent. Il faut des systèmes ouverts échangeant avec leur environnement et du temps. « *Le fait que le temps soit irréversible en fait un agent créateur, constructeur, émergent.* » Mais d'où émerge ce dernier ? Robert Laughlin, dans "Un univers différent", montre qu'à chaque niveau de complexité, de nouvelles propriétés apparaissent. « *Autrement dit, les lois de la nature qui sont importantes pour nous émergent par un processus collectif d'auto-organisation, et pour les comprendre et les exploiter ils n'est vraiment pas nécessaire de connaître les constituants élémentaires.* » Que devient le sacro-saint principe de causalité ?

Rencontre du 5^{ème} jour avec Sperry au jardin des Tuileries. Le débat débutera sur cette notion nouvelle, de Julien de la Mettrie en 1748, affirmant que la pensée puisse être ramenée à l'activité du cerveau. Suivrons les évocations de Jean-Pierre Changeux et de ... Descartes. Sperry rappellera lui que ses travaux sur les deux hémisphères du cerveau ont mis en évidence le fait que celui-ci est « *une machine extraordinaire pour créer des cohérences* ». Ce qui, semble-t-il, montre aussi que chaque hémisphère « *perçoit, apprend, fait des choix, se souvient, raisonne et ressent des émotions pour son propre compte, je ne vois pas ce qui m'empêcherait de dire qu'il est conscient* », et il en serait d'ailleurs de même pour une machine qui remplirait les mêmes fonctions, conclue SPERRY. Les phénomènes conscients comme propriété émergente de l'activité du cerveau seront au cœur des recherches de SPERRY à partir de 1960.

L'après-midi entre les quatre complices se prolonge dans le jardin. Simplicio ne voyant pas en quoi la conscience se distingue de l'activité neuronale du cerveau, attaque Sperry sur son idée d'émergence. Celui-ci partant de l'exemple de la douleur liée à un membre fantôme redéfinit « *la conscience comme la possibilité d'apprécier des qualités ineffables, des sensations ou des percepts* ». Pour Simplicio ceci semble lié à la complexité du système nerveux. Pas du tout rétorque Sperry, vous pouvez prendre un cachet d'aspirine pour interrompre une douleur née de l'excitation de capteurs qui n'existent plus. Le membre fantôme n'est pas le seul exemple, la vision en est un autre, ainsi que celui des patients commissurotomisés [lobotomisés]. Rien ne nous apparaît tel qu'il est. Tout montre qu'il n'y a pas, en définitif, de perception pure. « *Percevoir, c'est reconnaître, par un mélange subtil entre sensation et mémoire* ». Simplicio reproche alors à Sperry une position dualiste cartésienne, proche de celles de John Eccles et de Karl Popper. Ce qui permet à Sperry de préciser que pour lui la conscience est un phénomène émergent d'un substrat neuronal, émergence liée à la complexité du système et interagissant au niveau des neurones par échange d'information.

En résumé ni réductionnisme matérialiste, ni spiritualisme. Mais la question centrale de l'action causale de la conscience sur l'activité neuronale, n'est pas tranchée. Les réponses à cette question « *conduisent à tout le panorama de systèmes philosophiques, scientifiques et culturels que nous connaissons.* » Sur ces mots SPERRY quitte nos trois amis qui décident de poursuivre leur débat. Salviata illustre le propos de SPERRY à partir du fonctionnement d'un téléviseur, l'image résulte du flux d'électrons et la cohérence de leur enchaînement est liée au programme. Dans le cas du cerveau, c'est son état global qui fait apparaître la conscience et son pouvoir de coordination. Simplicio de souligner que l'émergentisme de Sperry est un émergentisme fort, qui nécessite « *une rupture de la continuité temporelle* », ce qui est un peu fort pour un esprit scientifique ! A quoi Sagredo répond que cette situation est bien connue en mécanique quantique, au moment de la réduction du paquet d'ondes !

Nos trois amis se séparent. La nuit pour chacun va apporter des éléments de réflexion complémentaires. Le temps propre de la Relativité et le problème de la rétroaction, probabilités inverses... tout cela mis bout à bout étant « *un indice de ce que le tout est plus que la somme des parties* ». Pour Carlo ROVELLI et Alain CONNES, au niveau des plus petits éléments, au niveau du mur de Planck, il n'y a pas d'espace-temps, pas d'Univers proprement dit, notre sensation du temps qui passe est d'origine thermodynamique, liée au rayonnement cosmique du fond du ciel. Temps, hasard statistique, température semblent ainsi indissociablement liés...

Mieux qu'une énigme policière, la poursuite actuelle de l'énigme de notre être ! Enigme dont l'approche peut s'enrichir du concept hindou de vacuité, qui signifie vide de qualités propres !

JP

<i>DUFOULON Serge</i>	<i>Europe partagée, Europe des partages</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BIBERIAN Jean-Paul</i>	<i>La fusion (nucléaire) dans tous ses états</i>	<i>Trédaniel</i>
<i>TARDIEU Vincent</i>	<i>Vive l'agro-révolution française</i>	<i>Belin</i>
<i>BUFFETAUT Eric</i>	<i>Sommes-nous tous condamnés à disparaître ?</i>	<i>Cav. Bleu</i>
<i>MOURTONT Jonathan</i>	<i>Le Japon : un ordre de croyance</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LESTIENNE Rémy</i>	<i>Dialogues sur l'émergence</i>	<i>Le Pommier</i>
<i>CARENCO Sophie</i>	<i>Développons les nanomatériaux !</i>	<i>Rue d'Ulm</i>
<i>HACPILLE Lucie</i>	<i>La question de l'euthanasie</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>GUBSER Steven</i>	<i>Petite introduction à la théorie des cordes</i>	<i>Dunod</i>
<i>BOILLOT Jean-Joseph</i>	<i>CHINDIAFRIQUE</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>LECLER Romain</i>	<i>Sociologie de la mondialisation</i>	<i>Découverte</i>
<i>KERVASDOUE (de) Jean</i>	<i>Pour en finir avec les histoires d'eau...</i>	<i>Plon</i>
<i>GLORIA-PALERMO Sandye</i>	<i>L'école économique autrichienne</i>	<i>Découverte</i>
<i>BRANDT Richard</i>	<i>AMAZON, les secrets de la réussite...</i>	<i>Télémaque</i>
<i>NAUDET Jules</i>	<i>Entrer dans l'élite (France, Inde, USA...)</i>	<i>PUF</i>
<i>FLEURY Cynthia</i>	<i>Les pathologies de la Démocratie</i>	<i>LLP</i>
<i>VILLEMEUR Alain</i>	<i>La Protection Sociale : un investisseur d'avenir</i>	<i>Seuil</i>
<i>GUIGOU Jean-Louis</i>	<i>Le Nouveau Monde méditerranéen</i>	<i>Descartes</i>
<i>DUVAL Guillaume</i>	<i>Made in Germany</i>	<i>Seuil</i>
<i>RIVA Jeanne</i>	<i>Difficile cohabitation États-Nations / UE</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LEMOINE Flora</i>	<i>Le Mexique et l'Europe</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BIAGINI Cédric</i>	<i>L'emprise numérique</i>	<i>L'échappée</i>
<i>OBERTONE Laurent</i>	<i>La France « Orange mécanique »</i>	<i>Ring</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>FERGUSON Charles</i>	<i>L'Amérique des prédateurs</i>	<i>Lattès</i>
<i>AMADIEU J-François</i>	<i>DRH : Le livre noir (Haro sur les recruteurs)</i>	<i>Seuil</i>
<i>BERDET Marc</i>	<i>Fantasmagories du capital</i>	<i>Découverte</i>
<i>FROMANT Eric</i>	<i>Economie de la fonctionnalité</i>	<i>EMS</i>
<i>LEVALLOIS Agnès</i>	<i>QATAR : jusqu'où ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>TILLMANN Robin</i>	<i>Vers une société sans classes ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LEBRETON Philippe</i>	<i>Le futur a-t-il un avenir</i>	<i>Sang de terre</i>
<i>HOFSTADTER Douglas</i>	<i>L'analogie, cœur de la pensée</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>MACKAY David</i>	<i>L'énergie durable</i>	<i>De Boeck</i>
<i>DESBIOLLES Pierre</i>	<i>Physique et Biologie</i>	<i>EDP</i>
<i>LEMARTINEL Bertrand</i>	<i>Et l'homme créa la Terre (créationnisme...)</i>	<i>Bourin</i>
<i>ROTHEN François</i>	<i>Aux limites de la physique</i>	<i>PUR</i>
<i>STEWART Ian</i>	<i>Les Mathématique du vivant</i>	<i>Flammarion</i>
<i>BOUFFARTIGUE Paul</i>	<i>Temps de travail et temps de vie</i>	<i>PUF</i>
<i>HERMET Guy</i>	<i>Démocratie et autoritarisme</i>	<i>Cerf</i>
<i>GAUDAIRE François</i>	<i>Au cœur des ondes (champs électromagnétiques)</i>	<i>Dunod</i>
<i>TESTART Alain</i>	<i>Avant l'Histoire (L'évolution des sociétés...)</i>	<i>Gallimard</i>
<i>BERTHOMIEU Claude</i>	<i>La Russie, l'Europe et la Méditerranée dans la crise</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PIGENET Michel</i>	<i>Histoire des mouvements sociaux (de 1814...)</i>	<i>Découverte</i>
<i>GOOSSAERT Vincent</i>	<i>La question religieuse en Chine</i>	<i>CNRS</i>
<i>BIEWENER Carole</i>	<i>L'empowerment, pratique émancipatrice</i>	<i>Découverte</i>
<i>BRUSTIER Gaël</i>	<i>La guerre culturelle aura bien lieu...</i>	<i>Mille Nuits</i>
<i>ARAUJO Heriberto</i>	<i>Le siècle de la Chine</i>	<i>Flammarion</i>

<i>BERGERE Marie-Claire</i>	<i>Chine, le nouveau capitalisme d'Etat</i>	<i>Fayard</i>
<i>SEDLACEK Tomas</i>	<i>L'économie du bien et du mal</i>	<i>Eyrolles</i>
<i>ARNOL-STÉPHAN Jakez</i>	<i>Entreprendre dans un monde en mutation</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BOUDY Jean-François</i>	<i>Histoire de la pluriactivité</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>VALDMAN Edouard</i>	<i>Demain l'Occident !</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BARTOLINI Stefano</i>	<i>Manifeste pour le bonheur</i>	<i>Les Liens...</i>
<i>VERON Jacques</i>	<i>Démographie et écologie</i>	<i>Découverte</i>
<i>COMBEMALE Pascal</i>	<i>Les grandes questions économiques et sociales</i>	<i>Découverte</i>
<i>JAFFÉLIN Emmanuel</i>	<i>Petite philosophie de l'entreprise</i>	<i>Bourin</i>
<i>JACQUEMOT Pierre</i>	<i>Economie politique de l'Afrique contemporaine</i>	<i>A. Colin</i>
<i>CHOPIN Thierry</i>	<i>Etat de l'UE 2013 (Fondation R. Schumann)</i>	<i>Lignes de R.</i>
<i>CABANNES Michel</i>	<i>La trajectoire néolibérale</i>	<i>Bord de l'eau</i>
<i>WENDEN (de) W.C.</i>	<i>Les nouvelles migrations</i>	<i>Ellipses</i>
<i>BAFOIL François</i>	<i>Les capitalismes émergents</i>	<i>Sc.Po.</i>
<i>PINTO Daniel</i>	<i>Le choc des capitalismes</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>PASTRE Olivier</i>	<i>L'économie bottom-up</i>	<i>Fayard</i>
<i>GAGNON Rémy</i>	<i>Phénoménologie de l'individualité</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BRONNER Gérald</i>	<i>La démocratie des crédules</i>	<i>PUF</i>
<i>REYNIE Dominique</i>	<i>L'innovation politique 2013</i>	<i>PUF</i>
<i>MONNIER Yves</i>	<i>De l'hégémonie du Nord au triomphe des Suds</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>GAUDIN Thierry</i>	<i>L'impératif du vivant</i>	<i>L'Archipel</i>
<i>CHOPIN David</i>	<i>La grande transformation de l'entreprise</i>	<i>L'Atelier</i>
<i>BOURGUIGNON François</i>	<i>La mondialisation de l'inégalité</i>	<i>Seuil</i>

<i>HEDGES Chris</i>	<i>L'empire de l'illusion (triomphe du spectacle)</i>	<i>Lux</i>
<i>BLANC Pierre</i>	<i>Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>LATOUCHE Serge</i>	<i>Bon pour la casse (obsolescence programmée)</i>	<i>Les Liens</i>
<i>LE BAIL Gilles</i>	<i>Europe : défaite ou défi</i>	<i>Fortuna</i>
<i>VILLANI Cédric</i>	<i>Théorème vivant</i>	<i>Grasset</i>
<i>GREENE Brian</i>	<i>La réalité cachée (Multivers)</i>	<i>R. Laffont</i>
<i>AMEISEN Jean-Claude</i>	<i>Sur les épaules de Darwin...</i>	<i>Les Liens</i>
<i>GOMEZ Pierre-Yves</i>	<i>Le travail invisible</i>	<i>Bourin</i>
<i>KOUNKOU Dominique</i>	<i>Réveil du religieux</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>VALLI Aldo Maria</i>	<i>Le petit monde du Vatican</i>	<i>Tallandier</i>
<i>THERY Irène (Dir.)</i>	<i>Mariage de même sexe et filiation</i>	<i>EHSS</i>
<i>PESTRE Dominique</i>	<i>A contre-science...</i>	<i>Seuil</i>
<i>KEPEL Gilles</i>	<i>Passion arabe</i>	
<i>Gallimard KEMPF Olivier</i>	<i>Guerre et économie</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PANOFF Jean-Michel</i>	<i>Le risque biologique</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LE BRAS H. / TODD E.</i>	<i>Le mystère français</i>	<i>Seuil</i>
<i>HUET Véronique</i>	<i>Le principe de l'autodétermination des peuples</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>GRIGNOLI Daniela</i>	<i>Développement local en Italie</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>Collectif</i>	<i>En quête de confiance (au 21e siècle)</i>	<i>Textuel</i>
<i>GIRAUD Gaël</i>	<i>L'illusion financière</i>	<i>L'Atelier</i>
<i>JULLIEN Vincent</i>	<i>L'histoire des sciences pour les nuls</i>	<i>First</i>
<i>COMINS Neil</i>	<i>A la découverte de l'Univers</i>	<i>De Boeck</i>
<i>FOGEL Jean-François</i>	<i>La condition numérique</i>	<i>Grasset</i>

<i>DARWIN Charles</i>	<i>L'origine des espèces (1859)</i>	<i>Seuil</i>
<i>STENGERS Isabelle</i>	<i>Une autre science est possible</i>	<i>LEPR</i>
<i>GRIJOL Karine</i>	<i>La faiblesse du vent (éolien...)</i>	<i>Bourin</i>
<i>PIETRYK Gilbert</i>	<i>Panorama de la physique</i>	<i>Belin</i>
<i>GAUDARD Jean-Pierre</i>	<i>La fin du salariat</i>	<i>Bourin</i>
<i>BOUTILLIER Sophie</i>	<i>L'innovation verte (et ses gabegies...)</i>	<i>PIE</i>
<i>ANDREFF Wladimir</i>	<i>La mondialisation, stade suprême du capitalisme</i>	<i>PUPPO</i>
<i>SONNAC Nathalie</i>	<i>L'industrie des médias à l'ère numérique</i>	<i>Découverte</i>
<i>FOURNIER Jacques</i>	<i>L'économie des besoins</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>PEUGNY Camille</i>	<i>Le destin au berceau (reproduction sociale)</i>	<i>Seuil</i>
<i>BROYER Jacques</i>	<i>Reconstruire l'école primaire</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>KAMRANE Ramine</i>	<i>Le problème théologico-politique de l'Islam</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BRAUNGART Michael</i>	<i>Craddle to craddle...</i>	<i>NPP</i>
<i>KOKOREFF Michel</i>	<i>Refaire la cité</i>	<i>Seuil</i>
<i>GEHL Jan</i>	<i>Pour des villes à échelle humaine</i>	<i>Ecosociété</i>
<i>VERON Jacques</i>	<i>Démographie et écologie</i>	<i>Découverte</i>
<i>BOBINEAU Olivier</i>	<i>L'empire des Papes</i>	<i>CNRS</i>
<i>BOURGOIN Nicolas</i>	<i>La révolution sécuritaire (1976-2012)</i>	<i>Champ social</i>
<i>CROCQ Louis</i>	<i>Les paniques collectives</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>BERTRAND J.-C.</i>	<i>Écologie microbienne</i>	<i>P.U.Pau</i>
<i>GRIFFON Michel</i>	<i>Qu'est-ce que l'agriculture écologiquement intensive ?</i>	<i>QUAE</i>
<i>BARRAU Aurélien</i>	<i>Big Bang et au-delà</i>	<i>Dunod</i>
<i>BROS Thierry</i>	<i>After de US shale gas revolution</i>	<i>Technip</i>



BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

AGLIETTA Michel

La voie chinoise. Capitalisme et empire

O. Jacob

LEFEUVRE Evariste

La renaissance américaine

L. Scheer

www.forum-srs.com	<i>Science, Recherche & Société</i>
www.pointdecontact.net	<i>Combat contre les sites Web illicites</i>
www.christianexodus.com	<i>Vers une nation chrétienne en South-Carolina</i>
www.warmingworld.newscientistapps.com	<i>T° dans votre ville depuis plusieurs décennies</i>
www.biogenouest.org	<i>Douze plateformes certifiées en sciences du vivant</i>
www.elnagarzr.com/en	<i>Concours d'obscurantisme...</i>
www.museecreationniste.org	<i>Concours d'obscurantisme (bis)...</i>
http://pepseco.wordpress.com	<i>Pour un enseignement pluraliste de l'économie...</i>
www.msl-chemcam.com	<i>Le premier forage sur Mars</i>
www.unep.org/yearbook/2013	<i>La question de l'Arctique</i>
www.laval-virtual.org/2013	<i>Réalité virtuelle et techniques convergentes</i>
www.ritimo.org	<i>Solidarité internationale et éducation au développement</i>
www.respublica.org.uk	<i>Think tank british "post liberal"</i>
www.propublica.org	<i>"Mediapart" US (Mécènes : Herb and Marion Sandler)</i>
www.globalfirepower.com	<i>Capacités militaires de différent Pays</i>
www.weforum.org	<i>World Economic Forum (Global Risks 2013)</i>
www.keepeek.com	<i>Logiciels de photothèques</i>
www.mimigwastell.com	<i>A partir du 01 juillet 2013 !</i>
www.airscoop.com	<i>Transporteurs aériens low cost</i>
www.eurasia-rivista.org	<i>Sur l'Asie centrale et sa géopolitique</i>
http://makerspace56.org	<i>FabLab de Vannes (Technopole)</i>
www.territoires-energie-positive.fr	<i>Et ceux à énergie négative ?</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

www.bio3g.fr	<i>Récompensé au Clean Tech Open France</i>
www.cnrs.fr/nucleaire	<i>Le point sur l'énergie nucléaire</i>
www.milkywayproject.org	<i>Images des satellites Spitzer et Herschel</i>
www.institut-economie-circulaire.fr	<i>Ca, on le sait depuis... Lavoisier</i>
www.cner-france.com	<i>Fédération d'agences de développement</i>
www.alternativaseconomicas.coop	<i>Pour les hispanophones...</i>
www.fr30kmh.eu	<i>Pour limiter la vitesse urbaine à 30 Km/h</i>